

TROMPÉS DANS LA SERRE CHAUDE

TROISIÈME ÉDITION



RÉSISTEZ LES FAUSSES SOLUTIONS AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES



TROMPÉS DANS LA SERRE CHAUDE

RÉSISTEZ LES FAUSSES SOLUTIONS AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

TROISIÈME ÉDITION
2021

climatefalsesolutions.org

hoodwinked@riseup.net

Traduction de l'anglais
Ronald Fournier



Copiez à volonté
Licence Creative Commons
Attribution - Partage dans les Mêmes Conditions 4.0
creativecommons.org pour obtenir plus d'informations
BY SA

Bienvenue et bon retour !

Dans les 12 années depuis que la deuxième édition de « Trompés dans la serre chaude » fut publiée comme un zine d'éducation populaire, les pratiques et les politiques pour aborder les changements climatiques ont pris de l'ampleur et approfondi les fausses solutions de manières choquantes et alarmantes. Nous constatons un besoin pressant d'aborder les causes fondamentales des injustices environnementales et climatiques en confrontant quatre siècles d'impérialisme colonial, d'oppression patriarcale et de suprématie blanche continuelle, ainsi que l'expansion actuelle néolibérale, mondialisée et capitaliste industrielle. « Trompés » démontre bien comment les fausses solutions aux changements climatiques perpétuent, élargissent et renforcent ces structures.

Plusieurs d'entre nous avons été mêlés dans une guerre narrative sur les changements climatiques avec les grandes sociétés (entreprises) depuis au moins deux décennies. Les politiques et les programmes en matière de climat sont masqués à l'intérieur d'un narratif qui a des impacts très réels et violents sur la planète. Parce que de fausses solutions sont incorporées dans les causes fondamentales des changements climatiques, ce conflit historique et continu est générationnel, érigeant ainsi une barrière qui nous empêche de mettre en œuvre de vraies solutions. Nous espérons que « Trompés » puisse être un outil pour résister les fausses solutions qui nous font entrave pour réaliser un changement juste, réel et durable.

Pour utiliser ce zine, les sections sont rédigées de sorte à servir de documents autonomes afin qu'elles puissent être lues dans l'ordre qui vous fait le plus de sens à ce moment-là. Nous avons surligné, ici et là dans le texte, des mots et des phrases en caractères gras qui se retrouvent dans le glossaire à la toute fin. Le site web contient un glossaire bien plus vaste avec des articles additionnels et des définitions plus longues. Vérifiez le site web régulièrement pour plus de renseignements, des traductions et des mise à jour.

Nous encourageons les lecteurs, les militants, les enseignants et les rêveurs alliés de distribuer et d'imprimer à volonté. Alors, tout le monde, c'est le temps de retirer nos têtes du sable !

Équipe éditoriale et de conception de TDLSC 3.0
Avril 2021

ÉQUIPE ÉDITORIALE
Lucia Amorelli
Dylan Gibson
Tamra Gilbertson, Indigenous Environmental Network

ÉQUIPE DE CONCEPTION
David Lee Nishizaki, Mutual Aid Disaster Relief
Tyler Norman, Mutual Aid Disaster Relief

ILLUSTRATIONS
Beehive Design Collective
Orion Camero
Anushree Chokappa
Atreyee Day
Nicole DeBarber
Zeph Fishlyn
Jakarundi Graphics
Matt Heft
Blaise Joseph
Keya Lall
Meg Lemieur
David Lee Nishizaki
Tyler Norman
Sha Merirei Ongelungel
Andy Singer
Ushoshi Syam
Caitlin Taguibao

TROMPÉS DANS LA SERRE CHAUDE

TROISIÈME ÉDITION

Introduction 1
Gopal Dayaneni, Movement Generation: Justice and Ecology Project
Tom Goldtooth, Indigenous Environmental Network
Melina Laboucan-Massimo, Indigenous Climate Action
Ananda Lee Tan, Just Transition Alliance

Tarification du carbone 7
Dylan Gibson
Tamra Gilbertson, Indigenous Environmental Network
Gary Hughes, Biofuelwatch

Solutions fondées sur la nature 13
Tamra Gilbertson, Indigenous Environmental Network
La Via Campesina
Rachel Smolker, Biofuelwatch

Bioénergie 19
Rachel Smolker, Biofuelwatch

Gaz naturel 23
Randi Pokladnik
Mary Wildfire

Hydrogène 26
Mike Ewall, Energy Justice Network

Gaz d'enfouissement en énergie 27
Mike Ewall, Energy Justice Network

Incinération des déchets (Valorisation des déchets) 29
Mike Ewall, Energy Justice Network
Ananda Lee Tan, Just Transition Alliance
Neil Tangri, Global Alliance for Incinerator Alternatives

Énergie nucléaire 33
Tim Judson, Nuclear Information and Resource Service

Énergie renouvelable 37
Mary Wildfire

Hydroélectricité 41
Meg Sheehan, North American Megadam Resistance Alliance
Annie Wilson, North American Megadam Resistance Alliance

Géoingénierie 45
Gopal Dayaneni, ETC Group
Cynthia Mellon, Climate Justice Alliance

Captage du carbone 50
Tamra Gilbertson, Indigenous Environmental Network
Rachel Smolker, Biofuelwatch

Solutions réelles pour la justice climatique 53
Shehla Arif, Engineering Social Justice and Peace
Gopal Dayaneni, Movement Generation: Justice and Ecology Project
Ananda Lee Tan, Just Transition Alliance

Notes de fin de texte 63

Glossaire 69

Crédits pour l'imagerie 76

Durant la dernière décennie, et depuis la dernière édition de ce livret, nous avons observé une augmentation massive du militantisme afin d'aborder la crise climatique. La résistance des peuples autochtones aux projets industriels destructifs – arrêter les oléoducs et les gazoducs, jusqu'à bloquer les méga-barrages – a augmenté à l'échelle mondiale. Des jeunes gens se sont mobilisés contre l'inaction des gouvernements et des fermiers se sont ralliés pour arrêter les politiques qui favorisent les grandes sociétés polluantes. Plus que jamais, le centre de gravité des mouvements sur le climat s'est déplacé vers un narratif sur la justice climatique – là où l'on ne distingue pas entre la guerre mondiale contre la biodiversité par la cupidité des entreprises et les guerres livrées contre les cultures, les cosmologies, les communautés et les corps des peuples opprimés à l'échelle mondiale.

Un cadre de justice climatique ne réduit pas la crise climatique en un simple casse-tête centré sur le bilan du carbone. Les mouvements communautaires et de la base autour du monde regardent au delà de l'économie : à l'exploitation des terres, des travailleurs et des systèmes vivants ; à l'érosion des semences, des sols, des histoires et des esprits. Et ils cherchent à mettre de l'avant de vraies solutions autour de nous à tous les jours : à partir des connaissances traditionnelles autochones, de la souveraineté alimentaire, de la décommercialisation des terres, des soins de santé et du logement, jusqu'à abolir le complexe militaro-industriel qui cherche à extraire les dernières gouttes de combustibles fossiles de notre Terre nourricière.[1] D'une juste transition et d'une démocratie énergétique où l'énergie démocratisée, décentralisée, détoxifiée et décarbonisée alimente nos vies à une justice transformatrice, où nous réagissons à la violence et au traumatisme avec compassion et guérison, non pas par la police, les châtiments et les prisons.

La justice climatique a émergée de la base mondiale, des combats pour la justice environnementale enracinée dans les communautés autochtones, noires, latines, asiatiques, polynésiennes, migrantes et pauvres, ainsi que du leadership des femmes et des gens non-binaires : les gens d'abord et les plus affectés par les tempêtes, les inondations, la montée du niveau de la mer, les feux de forêt, les sécheresses et la fonte des glaces dans les régions arctiques. Ces communautés ont également eu à porter le fardeau de la pollution, de la pauvreté, de la violence policière et de la criminalisation des défendeurs de la Terre et du Ciel causées par l'économie coloniale d'extraction qui est la force motrice du chaos climatique. En tant que telle, la justice climatique est centrée sur le leadership des peuples ayant le savoir le plus ancien sur les systèmes écologiques naturels de la Terre, en comprenant que de telles connaissances autochtones traditionnelles et les connaissances écologiques locales sont au cœur de la vision d'une stratégie à long terme pour aborder les futurs chocs, glissements, pandémies et bouleversements qui se dirigent vers nous.

La justice climatique est centrale à l'organisation, à l'action directe et à la prise de décision communautaire par ceux aux premières lignes de la crise qui sont également à l'avant-garde du changement. Essentiellement, les gens dont les efforts sont guidés par des principes partagés et une vision commune de restaurer nos relations avec la Terre et entre nous ; et, ceux qui embrassent aussi des relations qui cultivent une vision du monde décolonisée, de respect, de réciprocité, de mutualité et de solidarité dans l'ensemble des communautés, avec le reste du monde vivant et Dame nature.

Au moment même que la justice climatique devient une voix unifiante pour les besoins des plus vulnérables, nous observons aussi une montée du déni climatique, des élites politiques autoritaires, des gouvernements patriarcaux et de la suprématie blanche autour du monde. Nous constatons l'engagement sur une pente glissante vers un capitalisme anarchique, là où l'idéologie du marché libre (**néolibéralisme**) a privatisé et atomisé tous les aspects de nos vies et de la nature, noyant presque la démocratie dans un seau, de sorte que les entreprises mondiales et les États-nations peuvent se comporter mal, pratiquement sans surveillance publique ou imputabilité pour leurs pratiques déloyales et leur mercantilisme illimité.

La justice climatique est centrale à l'organisation, à l'action directe et à la prise de décision communautaire par ceux aux premières lignes de la crise qui sont également à l'avant-garde du changement

Nous observons également une tendance alarmante vers une « politique du désespoir » dans certains secteurs du mouvement pour le climat, là où du capitalisme opportuniste de désastre, combiné avec un **réductionisme du carbone**, la financialisation de la nature et un techno-utopisme à la hausse, ont mené à la prolifération de faux stratagèmes permettant de tirer profit des dérèglements climatiques. Même le symbolique Accord de Paris qui fut adopté par les Nations Unies en 2015 a essentiellement servi à habiliter et faire avancer toute une panoplie de fraudes technologiques commerciales, de mécanismes de marché du carbone et de **taxes sur le carbone** qui furent faussement considérés comme des solutions au cours des dernières années.

Nous avons également observé une vague de fonds philanthro-capitalistes, alors que des gens de la trempe de Bill Gates, Jeff Bezos et Elon Musk ont consacré des milliards pour aborder les changements climatiques. Étant donné une tendance à la hausse de programmes en matière de diversité, d'équité et d'inclusion, une portion de ces fonds est affectée comme étant des subventions « d'équité raciale ». Cependant, suite à un examen plus approfondi, il est clair que la majeure partie de ces investissements pour le climat s'en va à un cadre élite d'ONG internationales (qui ont déjà des milliards de dollars dans leurs coffres) afin de promouvoir des stratagèmes sociétaires sur le climat, souvent au détriment des communautés autochtones et de premières lignes.[2] Qui contrôle le capitalisme climatique mondial va également contrôler l'économie verte.[3]

À mesure que vous tournez ces pages, vous allez pénétrer dans une boite de Pandore pleine de fausses solutions climatiques, surtout conçues pour tirer profit de la crise écologique mondiale. La plupart d'entre elles peuvent être caractérisées comme étant des solutions technologiques non éprouvées, des techologies d'émissions négatives, des mécanismes de **tarification du carbone**, de produits charlatans commerciaux ou bien de projets d'énergie extrême. Tous affirment qu'ils abordent la crise climatique, tout en évitant les facteurs très sous-jacents qui nous ont mené dans ce gâchis dès le départ : des économies de cupidité et de thésaurisation ; de croissance illimitée ; de concentration des terres aux mains des entreprises ; d'érosion de la biodiversité ; et, de l'exploitation de la vie.

Bien que certaines de ces propositions à caractère futuristes (comme des mirroirs dans l'espace pour refléter le rayonnement solaire) pourraient sembler créatives et visionnaires, elles sont, de fait, exactement le contraire. Ces stratagèmes, aussi magiques qu'ils puissent paraitre, sont une idée illusoire que l'innovation technologique va servir de « correction » aux limites inhérentes d'une Terre épuisable. Ils sont le reflet d'un grand manque d'imagination, d'une incapacité d'imaginer un monde dans lequel nous pouvons vivre une « juste relation » avec les cycles naturels essentiels de la vie dont nous dépendons.

Ce qu'ont en commun toutes ces fausses promesses, hormis d'être non testées et non éprouvées comme étant sécuritaires ou efficaces, c'est qu'elles émergent d'une vision du monde définie par les racistes **doctrines de la découverte** et de la conquête : une croyance aveugle dans les politiques axées sur le marché et dans les technologies corporatives ; des pratiques idéologiques de privatisation, de marchandisation et d'exploitation de la nature, mettant un prix sur le ciel, les forêts, les eaux, les océans et les sols afin de créer de nouveaux marchés dérivés qui augmentent l'inégalité et qui accélèrent la destruction de toute la vie. Cette culture dominante et arrogante de la cupidité suppose que l'ingéniosité du gain individuel peut suppl anter la complexité des systèmes naturels de la Terre qui ont soutenu toute la vie en équilibre et en harmonie depuis si longtemps.

Dans cette vision du monde, nous utilisons des machines pour donner un sens à la vie ; là où notre Mère, la Terre, est objectifiée tout comme dans l'objectification des femmes et traitée comme une machine composée de pièces qui peuvent être remplacées, remaniées ou conçues ; là où l'ADN est un code à éditer ou effacer ; là où nos corps sont des engins et la nourriture est le carburant ; là où le monde n'est pas perçu comme un complexe de relations interdépendantes, belles et sacrées, mais plutôt comme une collection d'objets à monétiser et manipuler. Dans cette vision du monde, les pratiques de cupidité des entreprises et des états-nations, de thésaurisation, de vols et de propriété privée éclipsent toutes les valeurs de soins, de consentement, de compasion et de responsabilité collective.

Si nous sommes censés de co-créer

et d'investir dans les meilleures pistes vers la justice sociale pour le futur de toute vie, alors il faut s'immuniser nous-mêmes contre ces fausses promesses douteuses et dangereuses qui nous distraient de là où il nous faut réellement concentrer notre temps, nos ressources et notre énergie ; une transition des économies extractives mondiales vers des économies locales et vivantes ancrées dans des valeurs communes de réciprocité, de bienveillance, de dignité, de mutualité, de solidarité et de respect pour l'intégrité territoriale, pour les principes sacrés de créativité et pour les lois naturelles de la Terre-Mère et du Ciel-Père.

Afin que de telles pistes soient alignées avec un arc de justice plus long, il faut réparer nos relations avec toutes les formes de vie et entre nous tous à travers de multiples cultures et générations, en commençant avec ces peuples et ces écosystèmes qui ont historiquement été les plus endommagés. Et, ce faisant, nous devons transformer nos relations de sorte que de tels dommages ne puissent plus se produire.

Conformément aux prophéties autochtones, un réveil à notre vraie nature humaine se répand à travers les communautés autochtones et non autochtones. Cette relation inséparable entre les humains et la Terre doit être respectée par souci pour toute la vie et les générations futures. Mère-Terre est la source de vie qui doit être protégée, non pas une ressource à être exploitée et marchandisée comme « capital naturel », comme un « service écosystémique » ou bien comme une « **solution ancrée dans la nature** ». Nous exhortons toute l'humanité d'amener ensemble nos cœurs, nos esprits, notre mental et nos corps afin de transformer les structures sociales, les économies, les institutions et les relations de pouvoir qui renforcent nos privations, notre oppression et notre exploitation.

Nous avons seulement une Mère-Terre et un Père-Ciel

Indigenous Climate Action: indigenousclimateaction.com
Indigenous Environmental Network: ienearth.org
Just Transition Alliance: jtalliance.org
Movement Generation: movementgeneration.org

MYOPIE AXÉE SUR LES MARCHÉS



Solutions technologiques corporatives à échelle industrielle



Gouvernée par une concentration élitiste et patriarcale du pouvoir



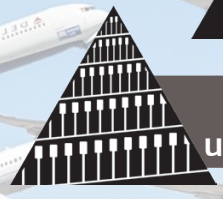
Analyse réductionniste, fixation sur les composantes individuelles



Désservir les mandats capitalistes des marchés mondiaux dictés par les sociétés transnationales



Concentration de richesses existantes protégées des coûts d'adaptation et d'atténuation



Définie par des pratiques et des systèmes uniformes, monoculturels et marchandisés



Subventionnée par des prestations financières mondiales et nationales, ainsi que par des politiques incitatives



Incorporée dans les paradigmes coloniaux de croissance, d'appropriation et d'exploitation illimitées



Des approches non testées, non éprouvées et approuvées sans discussions par les gouvernements de connivence avec les grandes entreprises

CONSCIENCE ÉCOLOGIQUE

Connaissances et intendance autochtones traditionnelles



Autonomie ascendante, décentralisée, démocratique et horizontale



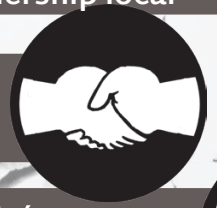
Conscience des systèmes holistiques qui cherchent à remédier aux causes profondes



Déssert les communautés et les écosystèmes, transcende les frontières coloniales et respecte le leadership local



Dont l'objet est de fortifier la capacité et l'autonomie locale



Définie par une diversité localisée et décentralisée des conceptions et des pratiques



Appuyée par des ressources locales et du financement associés à de l'aide mutuelle et à l'économie solidaire



Alignée avec les objectifs de réparation, de redistribution et de restauration



Ancrée dans les connaissances écologiques millénaires traditionnelles et les pratiques éprouvées à l'échelle régionale



TARIFICATION DU CARBONE



Durant la dernière décennie, les systèmes de tarification du carbone ont émergé comme principale stratégie afin d'aborder la crise climatique. Cependant, des approches qui assignent une valeur monétaire à la pollution par les gaz à effet de serre masquent le fait que la tarification du carbone permet que l'extraction des combustibles fossiles puisse continuer sans relâche sous la fausse hypothèse que les forces du marché vont mener à d'importantes réductions des émissions. Cette section fait état des principaux mécanismes de tarification du carbone et démontre pourquoi ce sont de fausses solutions à la crise climatique.

Les bases des politiques climatiques mondiales fondées sur les marchés furent jetées lors du Protocole de Kyoto en 1997. Ce traité exigeait que les pays développés adoptent des engagements contraignants pour réduire les émissions. Cependant, il a permis que ces engagements soient réalisés par l'entremise de systèmes d'échanges de droits d'émissions. Les systèmes **de plafonnement et d'échange** furent promus sous l'égide du Protocole de Kyoto comme moyen de limiter les émissions par un plafonnement et permettre aux grosses entreprises d'échanger entre elles des permis, tout en étant réglementées par un gouvernement. Dans le cadre d'un système de plafonnement et d'échange, les pollueurs et les investisseurs qui cherchent à en tirer profit peuvent acheter, vendre et mettre en banque les allocations données gratuitement ou mises à l'encan par le gouvernement. Les pollueurs peuvent émettre plus que leurs montants alloués (plafond) en achetant des allocations de d'autres participants dans le marché. Tous les systèmes de plafonnement et d'échange comprennent des **droits d'émission de carbone.** Les crédits d'émission de carbone sont générés à partir de projets qui prétendent réduire les émissions ailleurs en faisant autre chose. De tels crédits compensatoires sont achetés par des pollueurs pour justifier plus de pollution.

Les programmes de plafonnement et d'échange et de crédits compensatoires ne réduisent pas les émissions, ni l'utilisation de combustibles fossiles. Au lieu de ça, ils permettent aux industries de continuer à polluer en payant pour plus d'allocations ou de réductions ailleurs. Cela a pour effet de réduire les émissions seulement là où cela est économiquement viable (voire même s'il y a vraiment des réductions), ce qui permet que la pollution puisse persister dans des régions disproportionnellement peuplées par des communautés de couleur et des communautés pauvres. Par ailleurs, les marchés de carbone restent soumis aux cycles de croissance-décroissance. Constamment accablés par des prix faibles, ceci cause des incitatifs économiques minimals pour les pollueurs de réduire leurs émissions. Les plafonnements, les échanges et les crédits compensatoires réglementés par les gouvernements sont appelés des marchés de conformité, alors que les **marchés volontaires** ne tombent pas sous l'égide de structures réglementaires gouvernementales et sont donc non réglementés. Ces marchés sont mis sur pieds par des entreprises privées motivées par le profit et des organismes de conservation afin de vendre des crédits compensatoires aux consommateurs, aux pollueurs, aux compagnies aériennes et aux grandes sociétés.

Les crédits de carbone sont souvent exploitants et restreignent la souveraineté du territoire et les droits des peuples autochtones, ainsi que l'accès aux terres pour les populations noires et autres personnes de couleur, ainsi que pour les collectivités à faible revenu.[1] Les crédits de carbone peuvent inclure de gros projets **hydroélectriques** destructifs, des centrales de **biomasse**, le captage du méthane provenant des mines, le changement de combustible ou les projets d'efficacité, la soi-disante « gestion des forêts », les digesteurs de méthane de l'agriculture animale et plusieurs autres. Les crédits forestiers et autres crédits basés sur les terres sont particulièrement problématiques, parce qu'ils traitent faussement les réductions des émissions des combustibles fossiles comme étant équivalentes aux réductions des émissions des pratiques d'utilisation des terres, telles que la gestion des forêts, en dépit de la compréhension scientifique que le carbone fossile et le carbone terrestre sont fondamentallement différents et ne devraient pas être traités de la même façon.[2] D'autres problèmes surviennent à cause de mesures de comptabilité distrayantes qui cherchent à prouver que les réductions seront permanentes et n'auraient pas eu lieu en l'absence du programme de crédits compensatoires.[3, 4]

Les crédits forestiers ne signifient pas que l'industrie du bois ou les communautés forestières arrêtent de couper les arbres. À titre d'exemple, dans le système de plafonnement et d'échange de la Californie, les contrats qui durent souvent 99 ans sont signés pour la « gestion des forêts », ce qui signifie seulement une réduction de la coupe des arbres. De plus, le prix du carbone comme tel est resté tellement bas qu'il ne peut pas faire compétition avec les denrées à haut risque de déforestation, telles que le soja, le palmier, le bois d'œuvre et les combustibles fossiles. De plus, les courtiers du carbone dans le marché volontaire ont de plus en plus ciblé le leadership gouvernemental des nations autochtones afin d'obtenir l'accès aux droits de carbone sur leurs terres.

En 2007, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et la Banque mondiale ont déployé le stratagème controversé et colonialiste REDD (Réduction des émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts). En 2010, REDD fut élargi à REDD+, qui prétendait inclure la conservation des forêts, la « gestion durable des forêts » et « l'amélioration des stocks de carbone des forêts ». Un projet REDD+ typique offre la promesse d'incitatifs économiques à une communauté dans l'hémisphère Sud, ciblant souvent des communautés autochtones ayant des forêts intacts, en échange pour la gestion des forêts et la vente de crédits aux pollueurs pour le carbone supposément entreposé dans les forêts. De tels projets ont tendance à être accompagnés par la prétention que la déforestation a lieu parce que trop peu de valeur économique est accordée sur les forêts intactes et que fournir de l'argent pour la conservation aux pays forestiers dans le Sud va aider à les protéger tout en supportant le développement économique. Cette assertion a été contestée par plusieurs peuples autochtones et communautés forestières, qui avertissent que de mettre un prix sur les forêts a, de fait, encouragé davantage **d'expropriation de terres** par les négociants du carbone, les grandes sociétés et les gouvernements.[5]

En pratique, les projets REDD+ ont tendance à suivre une stratégie de diviser pour mieux régner. Les communautés se trouvent souvent elles-mêmes assujetties à de nouvelles restrictions sur les activités de subsistance, à de nouveaux fardeaux de comptabilité, à des expropriations de terres et à la criminalisation, alors que l'argent promis n'est souvent pas remis et que les tensions et les divisions internes de la communauté augmentent. Très peu de communautés sont mêmes informées que l'objectif du contrat qu'ils ont signé est de fabriquer des droits de pollution pour des industries et des secteurs commerciaux éloignés, invalidant ainsi tous les efforts vers un consentement.

Une autre politique d'atténuation des changements climatiques est une **taxe sur le carbone,** ou un frais imposé sur les pollueurs pour les émissions qu'ils produisent. Historiquement, les taxes sur le carbone n'ont pas dissuadé les industries de polluer, puisque les corporations peuvent facilement modérer les coûts en les passant aux consommateurs, en réduisant les salaires des travailleurs, en anéantissant les syndicats, en évitant les taxes et en faisant pression pour plus de subventions ou obtenir une immunité contre les poursuites judiciaires, pour n'en nommer que quelques-uns.[6] Récemment, il y a eu un intérêt croissant pour un soi-disant « nested-REDD+ » (un REDD+ niché) avec une taxe sur le carbone qui accorde aux industries polluantes un allègement fiscal pour avoir investi dans des projets REDD+.[7]

Des systèmes tels que « frais et rente carbone » ou bien « plafonner et investir » sont des stratagèmes de taxes sur le carbone qui prétendent utiliser les fonds payés par les grandes sociétés afin de fournir des revenus pour les efforts d'atténuation des changements climatiques ou pour rembourser les consommateurs d'énergie. Le Canada et la Suisse utilisent ces stratagèmes. Aux États-Unis, les taxes sur le carbone, telles que celles-ci ont été imposées sur les pauvres et

Les stratagèmes de tarification du carbone doivent être reconnus pour ce qu'ils sont : des extensions injustes et coloniales d'un système oppressif, raciste, patriarcal et capitaliste.

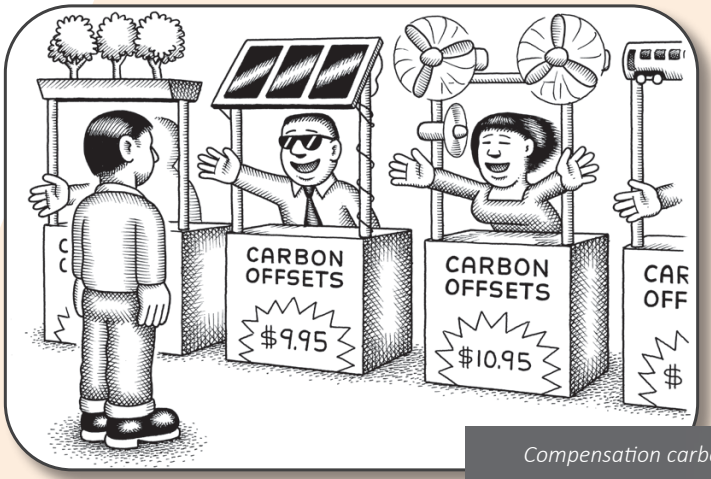


Le marché du carbone
Deux milliards de dollars

les communautés de couleur avec des promesses de revenus comme moyen de faire pression et d'obtenir de l'appui pour une taxe sur le carbone. Bien qu'attrayants, ces systèmes ne sont encore qu'une autre distraction de s'éloigner des combustibles fossiles, parce que le revenu de ces taxes dépend sur une pollution continue et ça ne fait rien pour arrêter l'extraction à la source. Pendant que les peuples autochtones se battent contre la **fracturation** et les oléoducs, et que les communautés asiatiques, noires et hispaniques se battent contre l'asthme et autres disparités en santé parce qu'elles vivent près des raffineries de pétrole, le frais et rente de carbone crée des divisions dans les mouvements pour la **justice climatique** et environnementale, parce que la taxe sur le carbone crée un mécanisme de dépendance financière qui dépend sur plus de pollution en prétendant un remboursement pour certaines communautés ou autres projets. Les déboursements peuvent se faire sous la forme de « bénéfices » qui peuvent financer des entreprises privées au lieu des communautés et, en bout de ligne, financer encore plus de fausses solutions.

Aux alentours de 2013, dans le but de stimuler les marchés du carbone en défaillance, l'industrie extractive et les organisations faisant la promotion des échanges de carbone ont commencé à viser la création d'une nouvelle image. À la même époque, les gouvernements et les grandes sociétés ont combiné les échanges de carbone, les crédits de carbone, les taxes, les REDD+ et autres échanges axés sur la conservation sous l'expression commune de **tarification du carbone**, avec les ambitions de relier les différents stratagèmes mis en œuvre dans un seul cadre mondial. L'Accord de Paris de 2015 a d'autant plus solidifié cet objectif en énonçant des mécanismes pour que les pays puissent respecter les engagements de réduction des émissions en reliant les systèmes régionaux d'échanges de carbone et autres approches de tarification du carbone.

L'Article 6 de l'Accord de Paris est l'article sur la tarification du carbone de ce traité. L'Article 5 comprend deux principaux mécanismes pour échanger la pollution. On doit se rappeler que l'Article 6,2 s'intitule « Approches coopératives » et il permet aux parties d'échanger directement sans utiliser un mécanisme international. L'Article 6,2 pourrait être utilisé dans une situation où les instruments nationaux ou régionaux, tels que le Système d'échange de quotas d'émissions de l'Union européenne (EU ETS), sont liés par un système comparable de sorte à créer un marché de carbone transfrontalier. Les systèmes nationaux et bilatéraux de crédits de carbone opérés à l'extérieur du domaine



Compensation carbone

de la CCNUCC pourraient également être utlisés sous l'égide de l'Article 6,2. À titre d'exemple, les activités d'atténuation des changements climatiques peuvent être mises en œuvre dans un pays et la réduction des émissions peut être transférée à un autre pays par l'entremise de la comptabilisation du carbone, par ce que l'on appelle le « Résultat d'atténuation transféré à l'échelle internationale » (RATI). Le RATI est ensuite comptabilisé dans la cible de réduction des émissions d'un pays, intitulé Contribution déterminée au niveau national (CDN). Les réductions incluraient la plupart des fausses discussions dans « Trompés dans la serre chaude ».

Historiquement, le plus gros mécanisme de crédits compensatoires pour le carbone à l'échelle mondiale est le « Mécanisme de développement propre » (MDP) mis en œuvre par le Protocole de Kyoto. L'Article 6,4 est la disposition par laquelle le MDP est prévu d'être converti au « Mécanisme de développement durable » (MDD) dans l'Accord de Paris. Les crédits seraient à nouveau comptés contre la CDN d'une Partie. Il reste des questions concernant ce qui va se passer avec les crédits MDP existants, comment le MDP va fonctionner et qui sera éligible. Au moment de rédiger ces lignes, il est clair que les grandes entreprises sont invitées en « offrant des incitatifs convenables » au secteur privé.[8]

Finalement, l'Article 6,8 est basé sur des approches non fondées sur le marché. Cette section peut inclure des efforts de conservation douteux, comme celui du « Paiement lié à un service environnemental » (PSE) qui échange un écosystème précieux pour un projet de « conservation » ailleurs. Les projets PSE appuient souvent l'expansion des industries de combustibles fossiles lorsqu'ils sont exigés par l'état de mettre en œuvre des projets sociaux ou écologiques par l'entremise d'un « permis social d'exploitation » (PSE) ou par des exigences de permis écologiques. Dans ces projets, une région entière peut être détruite par l'extractivisme au nom du développement, tant et aussi longtemps qu'un quelconque projet soit mis en œuvre ailleurs (voir Solutions fondées sur la nature).

Alors que l'architecture des échanges d'émissions dans l'Accord de Paris sont encore en négotiation, dès la fin de 2019 le monde a vu que les marchés volontaires supplantaient les marchés de conformité pour la première fois. Les grandes entreprises étaient omniprésentes pour réclamer la neutralité carbone dans les marchés volontaires en expansion et non réglementés. À partir de grandes entreprises aériennes en allant jusqu'à Microsoft, TC Energy et Amazon, les crédits forestiers, les crédits terrestres et toutes les autres itérations de tarification du carbone se sont envolés vers une nouvelle frontière. De nos jours, des expressions douteuses et trompeuses, y compris les **cibles d'émissions nulles,** carboneutre, bilan carbone positif, **solutions fondées sur la nature (SFN)** et **captage du carbone** se retrouvent dans les politiques, tout comme dans le jargon des entreprises. (voir Solutions fondées sur la nature et Captage du carbone). Les émissions nulles, tout en semblant impliquer qu'on ne produit pas des émissons de carbone, signifient tout simplement qu'une entreprise, un gouvernement ou autre entité peut soustraire le total de ses émissions existantes sur une feuille de calcul de sorte à être l'équivalent de « zéro » avec quelques frappes sur un clavier et des crédits de carbone. Mais les émissions existent encore.

Il y a eu un changement dangereux récent de ne pas seulement monétiser le carbone comme étant une nouvelle marchandise de service environnemental, mais aussi de mettre la nature sur un pied d'égalité avec la technologie. Donc, la nouvelle vague de **géo-ingénierie** climatique met l'accent sur « le retrait du dioxyde de carbone », ce qui inclut des technologies non éprouvées, telles que **l'extraction directe dans l'air** et **captage et stockage du dioxyde de carbone/séquestration (CSDC)** (voir Géo-ingénierie et Captage du carbone). Afin d'atteindre les cibles de zéro émissions, en plus du captage du carbone, l'accent sur le retrait du carbone s'étend aux soi-disantes SFN, qui est devenue la nouvelle terminologie pour le carbone du secteur terrestre. De nouveaux mécanismes d'échanges des émissions font surface qui offriraient une plateforme pour la commercialisation de crédits compensatoires forestiers traditionnels et étendre les crédits compensatoires pour le carbone du secteur terrestre jusqu'aux sols, à l'agriculture et aux gaz des fermes industrielles (voir Solutions fondées sur la nature)

Alors que l'accumulation des émissions et des impacts sur les écosystèmes restent non résolus par les défenseurs de la tarification du carbone, la nouvelle orientation sur le retrait du dioxyde de carbone et les SFN est jumelée avec la continuation des crédits compensatoires forestiers traditionnels et tout de même très populaires. Dans ce sens, le plus les choses changent, le plus elles restent pareilles, exposant ainsi comment le retrait du dioxyde de carbone, les « solutions climatiques naturelles », les émissions nulles et les SFN sont basées sur la même distraction de l'extraction. Avec les gouvernements, les grandes sociétés et les ONG cherchant à développer un marché mondial du carbone en reliant les marchés nationaux et infranationaux dans l'Article 6, les stratagèmes de tarification du carbone doivent être reconnus pour ce qu'ils sont : des extensions d'un système injuste, colonial, raciste, patriarcal et capitaliste censé soutenir le statu quo et justifier le vol des terres pour que les combustibles fossiles puissent continuer à sortir du sol et que le bois puisse continuer à sortir des forêts dans le but de remplir les poches de l'élite mondiale.

Indigenous Environmental Network: ienearth.org, co2colonialism.org

REDD-Monitor: redd-monitor.org

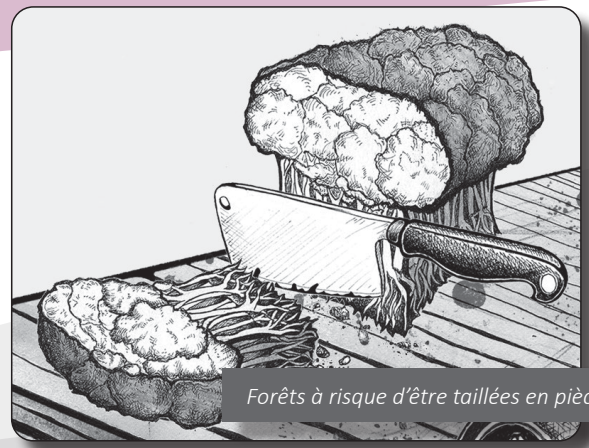
SOLUTIONS FONDÉES SUR LA NATURE

Les crédits compensatoires pour le carbone ont longtemps été une fausse solution préférée pour perpétuer l'utilisation des combustibles fossiles et, de plus en plus, l'agriculture et les sols entrent dans les stratagèmes des crédits compensatoires. Les crédits compensatoires agricoles et forestiers sont la base des **solutions fondées sur la nature (SFN)** (voir Tarification du carbone). Étant donné la poussée politique actuelle pour augmenter les **marchés de carbone volontaires** pour que les grandes entreprises et les gouvernements puissent atteindre les soi-disantes « **émissions nulles** », les crédits compensatoires terrestres provenant des forêts et de l'agriculture sont au centre de l'action. Sans doute, les émissions de l'agriculture industrielle et de la foresterie sont massives, estimées à environ un quart des émissions mondiales de gaz à effet de serre.[1] Il y a un potentiel de réduire les émissions ainsi que de protéger les moyens de subsistance et la biodiversité en changeant la façon dont nous produisons de la nourriture et que nous existons avec les forêts. Changer nos relations avec la terre a reçu beaucoup d'attention récemment, mais malheureusement, il y a encore plusieurs fausses solutions qui peuvent sembler excellentes, néanmoins un examen plus approfondi révèle que cela ne fait qu'enchâsser des pratiques non viables et injustes.



La notion que de changer la façon dont nous traitons la terre, les forêts et les sols va fournir des solutions exerce un grand attrait, mais le principe fondamental de l'argument, à l'effet que les sols et les arbres peuvent stocker en permanence et sans fin le carbone provenant des combustibles fossiles extraits du sol, est imparfait. Le carbone est fondamental pour les organismes vivants et à la composiiton minérale de la planète. Les cycles du carbone entre les océans, les sols et l'atmosphère font partie d'un équilibre établi depuis longtemps auxquels la vie est adaptée. Mais le carbone dans les combustibles fossiles est retenu dans des dépôts séparés de la biosphère, jusqu'à ce qu'il soit extrait et brûlé. Lorsqu'il est relâché dans l'atmophère, l'équilibre du cycle du carbone est bouleversé. Les combustibles fossiles brûlés ne peuvent pas être absorbés à l'infini. Et pourtant, cette notion fallacieuse est la base sur laquelle sont basées les crédits compensatoires des sols, de la forêt, de l'agriculture et de la conservation, ainsi que plusieurs autres fausses solutions reliées au secteur terrestre.

Forêts



Forêts à risque d'être taillées en pièces

Les industries du bois et des produits forestiers se sont efforcées de répandre de fausses mythologies visant à véhiculer des idées à propos des forêts et du climat qui appuient leur objectif d'élargir l'exploitation forestière et le remplacement des forêts naturelles par des plantations forestières industrielles. D'abord et avant tout, les industries s'efforcent de confondre la distinction entre les forêts naturelles et les plantations d'arbres ; les monocultures industrielles plantées en rangées en utilisant différents produits chimiques pour une récolte à courte rotation (5-20 ans) et maximiser la récolte du bois. Mais les plantations ne peuvent fournir un habitat pour la biodiversité, elles déplacent les forêts naturelles et elles font tort aux peuples autochtones et aux communautés qui dépendent sur des forêts saines et diverses pour leur survie.

Afin de renforcer l'appui pour l'exploitation forestière et les plantations forestières industrielles, l'industrie prétend que de jeunes arbres sont meilleurs pour séquestrer du carbone que les vieux arbres, ce qui soutient la pratique abominable de couper les forêts anciennes (les plus précieuses pour le bois d'œuvre) et les remplacer par des plantations à courte rotation. Et pourtant les forêts anciennes stockent plus de carbone dans le cycle actif du carbone dans le bois et les sols que les plantations d'arbres. Les grandes entreprises prétendent que les forêts « ont besoin » d'être éclaircies pour maintenir leur santé ; pourtant les pratiques d'exploitation forestière endommagent les sols, blessent les arbres et introduisent des espèces nuisibles et des pathogènes. En capitalisant sur les craintes, elles prétendent que les feux de forêts peuvent être contrôlés ou éliminés en les éclaircissant et en les exploitant. L'industrie prétend que l'utilisation du bois dans la construction ou pour d'autres produits forestiers devrait être subventionnée comme étant une « séquestration du carbone », tout comme la combustion du bois est subventinnée comme étant une « énergie renouvelable » (voir Bioénergie). Maintenant, certaines font même la promotion de l'utilisation du bois pour produire du « gaz naturel renouvelable ».

Des chercheurs développent des arbres transgéniques qu'ils prétendent vont séquestrer plus de carbone, fournir plus de **biomasse**, être plus faciles à raffiner en carburants liquides ou être plus adaptés pour résister aux conditions des changements climatiques et des plantations industrielles. Les impacts d'altérer la génétique des arbres pour des fins commerciales et industrielles ne peuvent tout simplement pas être anticipés, et les caractéristiques transgéniques pourraient contaminer les forêts naturelles et endommager les écosystèmes et la biodiversité. Les arbres transgéniques font l'objet d'expériences dans plusieurs endroits dans le monde, y compris aux États-Unis et au Brésil. Les grandes entreprises argumentent qu'elles peuvent faire pousser les arbres de plantation plus vite et séquestrer plus de carbone, mais tel qu'expliqué ci-haut, il y a plusieurs problèmes avec les plantations. Bien des choses sont inconnues à propos des risques d'utiliser la technologie transgénique dans l'un des écosystèmes les plus essentiels qui supportent la survie de la planète de nos jours.

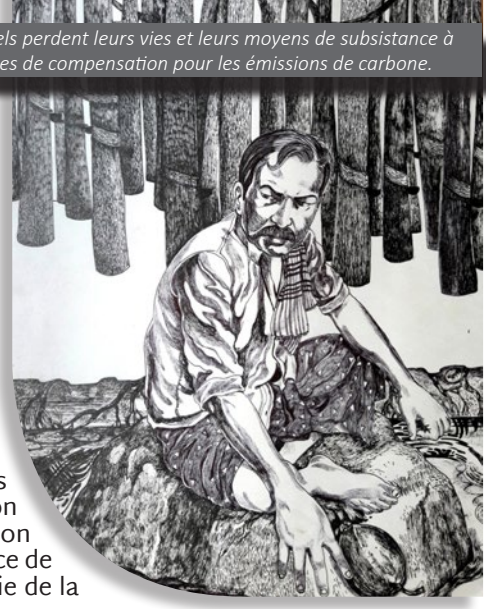
Créer de vastes nouvelles demandes pour du bois sous prétexte de fournir des solutions aux changements climatiques est l'objectif des industries qui profitent de l'exploitation forestière. Augmenter la demande pour des produits forestiers est précisément antithétique à l'objectif de réduire la déforestation et la dégradation des forêts, et donc d'atténuer les changements climatiques. Par ailleurs, l'industrie prétend qu'elle peut utiliser des « normes de certification » pour s'assurer que le bois est exploité de manière durable, mais ces normes sont entièrement insuffisantes. Lorsque l'ampleur de la demande est elle-même insoutenable, les normes de certification ne peuvent pas livrer la durabilité. Les forêts diminuent rapidement à cause de l'exploitation forestière excessive, de la demande pour des terres (surtout pour l'élevage des animaux), des impacts des changements climatiques, ainsi que par l'introduction d'espèces nuisibles et de pathogènes. Protéger et restaurer les forêts naturelles exige que nous abordions les causes fondamentales de la déforestation, non pas d'introduire de vastes nouvelles demandes pour du bois.

Agriculture, terre et sols

Même de nos jours, les peuples autochtones, les petits fermiers et autres fermiers pratiquant l'agroécologie, surtout des femmes, fournissent de la nourriture à plus de 70 % de la population mondiale et en utilisant moins de 25 % des terres agricoles.[2] De cette manière, l'agroécologie représente une forme de résistance à l'agriculture industrialisée. Cependant, depuis les années 1980, le système d'agriculture industielle capitaliste est de plus en plus géré par un petit groupe de sociétés multinationales qui contrôlent les semences et les produits chimiques, qui promouvoient l'agriculture contractuelle menant à l'endettement, qui fait pression auprès des gouvernements de fournir des incitatifs pour des pratiques agricoles industrielles non durables et qui augmentent leurs profits, aggravant ainsi les inégalités mondiales.

Il y a moins de fermiers à l'oeuvre de nos jours que jamais auparavant, parce que l'agriculture est devenue plus concentrée sur la technologie et l'automatisation que sur les personnes et sur la planète. L'augmentation des politiques climatiques pour l'agriculture aux niveaux nationaux et internationaux se retrouve à la fois au sein (et compatible) avec ce cadre d'agriculture industrielle qui relève de l'exploitation. Dans l'ensemble, l'agroécologie utilise moins d'énergie et moins d'intrants externes, alors que l'on estime qu'entre 44 % à 57 % de toutes les émissions de gaz à effet de serre viennent de la chaine alimentaire industrielle, y compris : la déforestation et la production intensive à haute énergie, la transformation, l'emballage, la vente au détail, les transports, la réfrigération et les déchets, tout cela à l'échelle industrielle.[3]





Les fermiers traditionnels perdent leurs vies et leurs moyens de subsistance à cause des stratagèmes de compensation pour les émissions de carbone.

Parmi les fausses solutions, on retrouve des propositions qui cherchent à transformer les sols en puits de carbone pour le « retirer » et pour compenser les émissions excessives de gaz à effet de serre des grandes sociétés. Encourager l'investissement en agriculture pour supposément séquestrer plus de carbone, surtout des sources privées, va exiger une plus vaste étendue de terres et, en bout de ligne mener à un risque accru **d'accaparement des terres** des petits fermiers et des communautés dépendant de la forêt.[4] Les fausses solutions tentent de contrôler la diversité des semences en accordant des droits et des brevets aux sociétés transnationales et à d'autres dont les pratiques irresponsables et mortelles ont réduit la biodiversité, augmenté l'utilisation des produits agrotoxiques et d'une manipulation génétique accrue, tout ce qui a mené à l'émergence de super mauvaises herbes, ce qui a apporté la survie de la vie, telle qu'on la connaît, au bord du gouffre.

L'agriculture intelligente face au climat, les programmes de séquestration dans les sols, les SFN, les paiements pour les services environnementaux (PSE) et plusieurs autres dérivations de ce thème font allusion aux pratiques agricoles et d'élevage qui vont supposément améliorer la séquestration du carbone dans le sol, réduire les émissions et/ou améliorer la biodiversité. Ces programmes peuvent être vendus comme étant des crédits compensatoires pour le carbone dans un système d'échange de droits d'émissions de carbone ou comme exemptions fiscales dans un système de **tarification du carbone,** permettant ainsi aux industries polluantes de polluer encore plus. Les industries pétrolières et du charbon prétendent réduire les émissions en investissant dans l'agroalimentaire.

Un autre exemple est l'investissement par Royal Dutch Shell dans une unité SFN pour acheter des terres et prétendre la neutralité carbone, en plus de vendre des crédits compensatoires pour le carbone.[5] L'élevage animal, l'agroécologie, l'agriculture biologique, l'agroforesterie et les « forêts urbaines » peuvent êre incluses dans les stratagèmes de crédits compensatoires de sources agricoles pour le carbone. Cette sorte d'agriculture reliée au carbone met l'agriculture dans le marché du carbone ; privatisant, marchandisant et vendant la nature, les semences, les sols, les aliments, les herbes, l'air, les pollinisateurs, les fermes et les systèmes de connaissances traditionnelles pour en faire des stratgagèmes pour faire de l'argent aux pollueurs.

Les approches du génie génétiques (OGM) pour aborder les impacts climatiques de l'agriculture sont possédées et contôlées par une petite poignée de sociétés méga-conglomérats qui se sont engagées dans la concentration continue du contrôle sur nos systèmes alimentaires ; prétendant des droits de propriété intellectuelle sur les semences, les engrais, la génétique du bétail, les produits pharmaceutiques, l'équipement agricole et plus encore. Les pratiques agricoles adaptées et contrôlées localement, diverses et soutenant la vie ont été minées et abandonnées en faveur d'une vaste production industrielle de quelques cultures commerciales centralisées. Les fausses solutions aux impacts climatiques de l'agriculture sont conçues de sorte à perpétuer le statu quo, le fameux « business as usual » pour ces méga-conglomérats agricoles. Les grandes sociétés prétendent que les variétés OGM résistantes aux herbicides (tel que le glyphosate)



ou résistantes aux espèces nuisibles et aux maladies réduisent les émissions parce qu'elles exigent moins de travaux du sol, moins de machinerie et causent moins de perturbation des sols. Des compagnies telles que Monsanto/Bayer, Dow, BASF et Syngenta, parmi d'autres, développent des variétés de culture « favorables au climat » tolérantes à la salinité élevée, aux sécheresses et aux températures extrêmes. Mais en bout de ligne, ces développement sont tous conçus de sorte à perpétuer le modèle agricole industriel qui est, de lui-même, la source du problème.

Le « **biocharbon** » (charbon à usage agricole) consiste à brûler de la biomasse par l'entremise du processus de la pyrolyse et enterrer le charbon riche en carbone dans les sols. Mais la biomasse provient de la combustion des arbres et les stratagèmes du biocharbon n'abordent pas les impacts de la déforestation, de la coupe du bois, ni de le brûler afin de fabriquer du biocharbon. Les études sur le biocharbon sont contradictoires ; parfois il augmente le carbone dans le sol et parfois il le diminue. C'est parce que les calculs incluent rarement la récolte et la combustion. De plus, les études peuvent changer au fil du temps, ce qui reflète probablement la nature variable du biocharbon comme tel, des sols et de l'environnement.

Le méthane des animaux d'élevage est une source majeure d'émissions de gaz à effet de serre.[6] Afin d'aborder les émissions de méthane, les fermiers sont conseillés entre autres d'alimenter leurs vaches de manière différente, de changer les pratiques de gestion du fumier et de les abattre à un plus jeune âge. Mais ceci n'aborde pas le problème fondamental que la demande pour de la viande est très répandue, qu'elle augmente rapidement et que le prix de la viande est artificiellement bon marché. De plus, les **exploitations intensives d'engraissement du bétail (CAFO)**, là où le bétail est élevé à l'intérieur de structures confinées dans des conditions surpeuplées et inhumaines, ont pris de l'expansion depuis les années 1990, causant ainsi des problèmes pour la terre et de l'endettement pour les fermiers (voir Gaz naturel). Il existe des efforts pour élargir les programmes existants de compensation pour le gaz de méthane des fermes industrielles CAFO et autres pratiques d'élevage du bétail dans les stratagèmes d'échanges de crédits de carbone. Le captage du méthane est présenté comme un crédit compensatoire permettant aux sociétés industrielles des combustibles fossiles de polluer encore plus, même si le méthane est brûlé comme combustible.

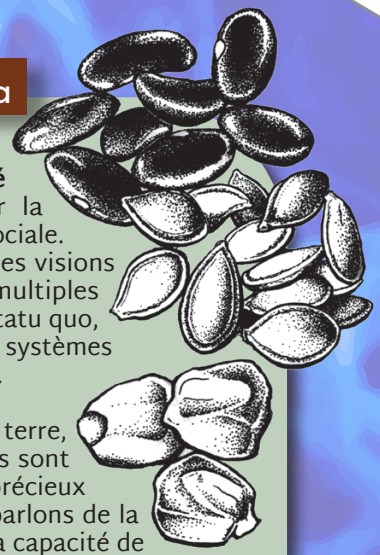
Biofuelwatch: biofuelwatch.org.uk

Global Justice Ecology Project: globaljusticeecology.org

Indigenous Environmental Network: ienearth.org, co2colonialism.org

La Via Campesina: viacampesina.org

Une note de La Via Campesina



Pour les paysans, les peuples autochtones et plusieurs communautés, l'agroécologie et la **souveraineté alimentaire** offrent un immense potentiel pour la réduction des émissions et pour atteindre la justice sociale. L'agroécologie et la souveraineté alimentaire sont des visions sociales, politiques et écologiques qui unissent de multiples groupes dans un seul mouvement pour contester le statu quo, pour bâtir des relations avec la nature et défendre les systèmes de contrôle partagé et d'accès aux exigences de la vie.

En tant que paysans et peuples qui travaillent sur la terre, nos sols, nos animaux, nos semences et nos cultures sont comme des membres de notre famille. Ils nous sont précieux et ne peuvent pas être marchandisés. Quand nous parlons de la santé du sol, nous faisons allusion non seulement à la capacité de séquestration du carbone du sol, mais aussi à l'ensemble du système interdépendant qui donne la vie : les micro-organismes, les champignons, les minéraux, la matière organique végétale, l'eau, la lumière du soleil. Des sols sains donnent la vie aux gens et aussi aux non-gens qui font partie de nos territoires. Quand nous parlons des animaux et du bétail, nous reconnaissons d'abord qu'ils sont une partie intégrale de nos agrosystèmes. Nos animaux conservent les prairies permanentes, ainsi que la biodiversité animale et végétale. Ils peuvent également aider à bâtir la santé des sols. Ces contributions sont importantes pour combattre la crise climatique. L'agriculture industrialisée, à grande échelle et à haut niveau d'intrants en est responsable et doit être surmontée. Et lorsque l'on parle des semences, nous savons bien qu'en tant que premier lien dans le réseau alimentaire, nous avons une responsabilité d'en prendre soin, de sauvegarder, d'utiliser, d'échanger et de partager les graines afin qu'elles puissent remplir leur rôle dans le réseau de la vie.

Les paysans et les peuples indigènes ont déjà contribué à l'humanité 2,1 millions de variétés de 7000 espèces végétales domestiquées. Les obtenteurs commerciaux se concentrent seulement sur 137 espèces cultivées et seulement 16 d'entre elles représentent 86 % de la production alimentaire mondiale.[7] Mettre l'accent sur la biodiversité est donc nécessaire pour renforcer la résilience dont nous avons besoin pour faire face à la crise climatique.



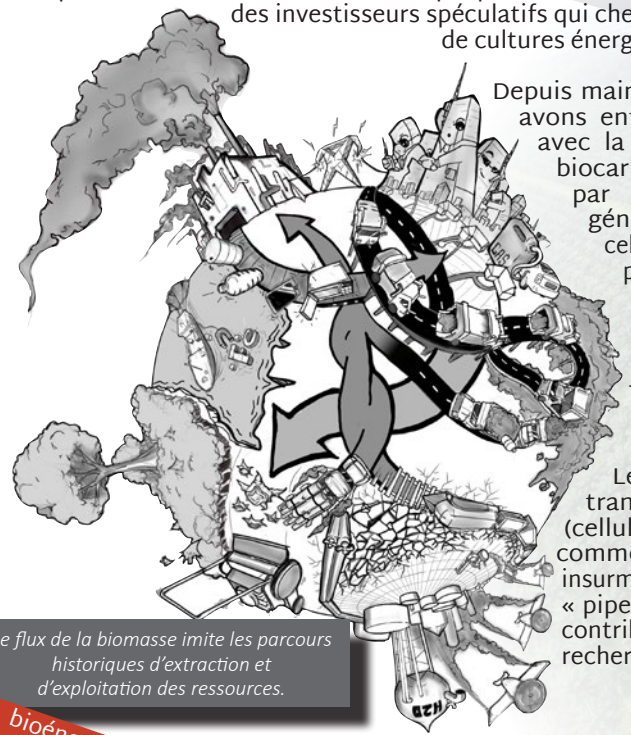
Extraction de la fibre du fique en Colombie

BIOENERGIE

Biocarburants

Le secteur des transports (automobiles privées, le transport aérien, le commerce mondial et le transport de biens et de marchandises) est une source majeure de demandes pour des combustibles fossiles et des émissions de gaz à effet de serre (GES), parmi d'autres problèmes. Mais au lieu de contempler des mesures sérieuses pour réduire la demande pour du carburant, la fausse solution des **biocarburants** est vantée par un conglomérat d'intérêts financiers, y compris les fabricants d'autos, les compagnies de combustibles fossiles, l'industrie de la biotechnologie, l'agriculture industrielle et certains universitaires de carrière. Ils proclament tous que les biocarburants sont propres, verts et respectueux du climat, et qu'ils vont permettre aux pays d'être « indépendants sur le plan énergétique », libérés de la domination par les pays riches en pétrole. La mythologie des biocarburants a obtenu un solide appui, des subventions généreuses et des mandats législatifs, telle que la Norme pour les carburants renouvelables aux États-Unis et des lois similaires dans d'autres pays.

L'éthanol de maïs et de la canne à sucre, le **biodiesel** d'huile de soja et de palme, ainsi qu'une variété d'autres biocarburants, sont maintenant utilisés largement, créant ainsi un lien direct et dangereux entre les marchés pour les récoltes alimentaires et les marchés pour les carburants. Étant donné la superficie extrêmement vaste requise pour produire des récoltes pour les biocarburants, ainsi que leurs demandes en matière d'engrais, la production de récoltes pour les biocarburants fait compétition avec la production alimentaire, au moment même où la demande alimentaire augmente avec la prospérité mondiale. Le nouveau marché rentable pour les cultures énergétiques est un facteur majeur de **l'accaparement des terres**, le déplacement de communautés et de peuples autochtones pour prendre leurs terres, par des investisseurs spéculatifs qui cherchent à profiter des entreprises de cultures énergétiques.



Le flux de la biomasse imite les parcours historiques d'extraction et d'exploitation des ressources.

Depuis maintenant plusieurs années, nous avons entendu dire que les problèmes avec la « première génération » des biocarburants seraient éliminés par une nouvelle « deuxième génération » de biocarburants cellulosiques et avancés, fabriqués à partir de cultures non alimentaires (résidus agricoles, bois, algues, etc.). Mais ces nouveaux biocarburants améliorés n'ont jamais été produits avec succès en quantité suffisante, en dépit de nombreuses tentatives dispendieuses et très médiatisées. Les obstacles techniques pour transformer du matériel ligneux (cellulose) en carburant à l'échelle commerciale sont probablement insurmontables, et pourtant un véritable « pipeline monétaire » financé par les contribuables continue à couler dans la recherche et le développement.

Dans ses tentatives de surmonter certaines des difficultés techniques, l'industrie de la biotechnologie a assumé un rôle central, en développant des cultures génétiquement modifiées (OGM), telles que des variétés de maïs mieux adaptées à la fermentation de l'éthanol, des arbres dont les caractéristiques de la cellulose sont altérées, ainsi que des microbes qui produisent des enzymes pour certaines technologies de production de carburants. Un contingent a longtemps affirmé que les biocarburants d'algues vont régler le problème et fournir de copieuses quantités de carburant propre, vert et respectueux du climat à partir de matières premières non alimentaires. Les chercheurs travaillent fort afin de génétiquement modifier les microalgues pour la production de carburant, introduisant ainsi les risques de contamination par les algues OGM. Même après des décennies d'essais, les biocarburants aux algues restent toujours « à l'horizon » avec une parade de « percées » hyper-médiatisées qui ne servent seulement qu'à prolonger les espoirs qu'une quelconque solution magique des biocarburants va nous permettre de continuer à conduire, à voler et échanger sans fins autour de la planète. Entretemps, de réelles solutions à notre surutilisation des transports sont essentiellement mises de côté et inexploitées.

L'industrie aéronautique a mis au point un Régime de compensation et de réduction de carbone pour l'aviation internationale (CORSIA). L'objectif sous-jacent est de faciliter la croissance exponentielle continue dans l'industrie aéronautique, tout en prétendant réduire les émissions de GES. La voie principale pour la « décarbonisation » poursuivie par CORSIA comprend des crédits compensatoires forestiers et des carburants alternatifs (voir Tarification du carbone). L'industrie est bien au courant que le seul biocarburant viable pour l'aviation sur une si grande échelle impiquerait l'utilisation de l'huile de palme, un facteur important de la déforestation.

Les industries de biocarburants se sont maintenant liées avec l'industrie gazière, vantant l'utilisation de biodigesteurs pour produire du méthane en tant que « gas naturel renouvelable » (voir Solutions fondées sur la nature). De la même façon, les producteurs d'éthanol se lient avec les intérêts du captage de carbone, puisque la fermentation produit du dioxyde de carbone (CO_2). En prétendant réduire les émissions en captant le CO_2, en réalité il est surtout vendu pour utilisation dans la **récupération assistée du pétrole** (voir Captage du carbone).

Biomasse

La fausse solution des biocarburants comme alternative aux combustibles fossiles n'est nulle part plus problématique que dans la tendance de « l'énergie renouvelable » de brûler de la soi-disante « **biomasse** ». L'expression a inclu un peu de tout, des déchets jusqu'aux arbres, du bois de déchets de construction et de démolition, de la liqueur noire (de la crasse toxique des usines de papier), de l'herbe, des déchets agricoles, des déchets avicoles et plus encore, mais cela inclut également de brûler des arbres dans des centrales électriques, ou bien de brûler du bois, ainsi que des déchets d'usine de papier et de scieries



pour chauffer ces usines. Tous ces types de soi-disante « biomasse » créent de la pollution en la brûlant et peuvent rivaliser avec ou même excéder la pollution de la combustion du charbon. Les centrales au charbon sous pression de réduire leurs émissions sont largement subventionnées pour plutôt brûler des copeaux et des granules de bois, et de nouvelles centrales électriques autonomes à biomasse font surface ici et là autour du monde. Brûler du bois est presqu'universellement considéré comme étant propre, vert et « carboneutre » ou bien « faible en carbone » en dépit de la déforestation et des émissions de carbone qui résultent de cette immense nouvelle demande pour du bois. Les émissions des cheminées provenant du brûlage de la biomasse sont encore plus élevées que la combustion du charbon, par unité d'énergie, mais ce CO_2 est ignoré.[1]

Elles sont ignorées à cause d'une erreur de comptabilité dans les lignes directrices de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) qui n'ont pas tenu compte des émissions des cheminées provenant de la production de **bioénergie** soit du secteur de l'énergie ou du secteur de l'utilisation des terres. Ceci fut d'autant plus renforcé par les arguments que le CO_2 émit quand les arbres sont brûlés serait compensé par le CO_2 entreposé dans les nouveaux arbres qui vont pousser et, s'ils poussent, cela pourrait leur prendre des décennies, du temps qu'on ne peut se permettre.

Un commerce mondial en expansion rapide pour les copeaux et les granules de bois a néanmoins fait surface durant les dernières décennies. Les forêts, y compris de rares forêts anciennes dans des sections des États-Unis, de l'Europe et du Canada sont ciblées pour la production de granules. Au Royaume-Uni, DRAX, la plus grosse centrale électrique a converti une partie de sa génération électrique du charbon aux granules de bois qui sont importées en grande partie des forêts du Canada et du sud-est des États-Unis. Les usines de fabrication de granules (sales et bruyantes) ont été établies à travers la région, souvent dans des communautés à faible revenus. Entretemps, l'Agence internationale de l'énergie plaide pour une grande expansion de cette fausse solution absurde et elle continue à plaider, tout comme les décideurs autour du monde, pour la biomasse comme étant de l'énergie renouvelable, méritant des subventions à côté de l'éolien et du solaire.

L'industrie des biocarburants et les industries de produits forestiers prétendent régler les problèmes potentiels par l'adoption de « normes de durabilité ». Ces normes, même lorsqu'elles semblent bien sur papier, ne protègent pas universellement, surtout parce que la certification comme telle est devenue une industrie elle -même fondée sur le profit et qui manque une vérification indépendante de conformité. En bout de ligne, le simple bon sens s'applique : lorsque l'ampleur de la demande elle-même est trop grande pour y répondre de manière durable, alors aucune norme de durabilité ne peut la rendre durable.



Une gracieuseté de votre Complexe industriel environnemental à but non lucratif™

BECSS

Comme si les demandes sur les forêts et les terres n'étaient pas déjà loins des niveaux durables, la promotion récente de la **bioénergie associée au captage et stockage du carbone (BECCS)** affirme avec outrance que de brûler des arbres pour de l'électricité, capturer les émissions de carbone pour ensuite les séquestrer de quelque manière ailleurs pourrait vraiment enlever le CO_2 déjà relâché dans l'atmosphère. La logique défectueuse commence en supposant incorrectement que de brûler des arbes pour de l'énergie est essentiellement carboneutre. Ensuite, elle continue à présumer que nous pouvons capter les émissions de CO_2 de la combustion et les enterrer quelque part (voir Captage du carbone). Finalement, la logique affirme que le carbone absorbé par la nouvelle croissance des arbres (qui ne peut pas être supposée et ne sera pas ponctuelle) ne ferait pas seulement que compenser pour les émissions de carbone, mais aussi enlever d'autre carbone de l'atmosphère ; c.-à-d., carbone négatif. Cette logique entièrement fantaisiste échoue en tout point. De plus, si l'on acceptait cette fausse logique, le montant de terrain nécessaire pour mettre en œuvre la BECCS à grande échelle serait astronomique, entièrement au delà des limites planétaires. Mais rien de cela ne se produira vraisemblablement, parce dans le monde réel, il n'y a pas de BECCS. Quelques projets pilotes ont été tentés, mais le captage du CO_2 résultant de la combustion de biomasse est d'autant un plus grand défi que celui des usines de charbon (le soi-disant « charbon propre » qui a une histoire ponctuée d'échecs). Le vrai danger de la BECCS, c'est qu'elle est communiquée comme étant une manière potentielle réelle de retirer du CO_2 de l'atmosphère. Ce faux espoir mine les efforts, le financement et les capacités qui sont nécessaires de manière urgente pour mettre en œuvre de vraies solutions.

Ça ne fait aucun sens de créer cette nouvelle demande pour du bois tout en plaidant pour des forêts comme crédits compensatoires et la plantation d'arbre comme étant une solution. Nous ne pouvons pas avoir des forêts et les brûler aussi ! Aucun montant de plantation d'arbres peut annuler les dommages causés par la coupe des forêts anciennes ! Bien que les arbres peuvent être techniquement renouvelables, les écosystèmes forestiers complexes ne le sont pas. Les intérêts industriels tissent un filet de tromperies, prétendant par exemple que les jeunes arbres sont meilleurs pour le climat car ils absorbent plus de carbone, alors que, de fait, les vieux arbres retiennent déjà du carbone et qu'ils continuent à absorber plus de carbone. L'industrie favorise les jeunes arbres, parce qu'elle cherche à créer plus de plantations d'arbres, des monocultures industrielles souvent composées d'essences non indigènes, traitées avec des produits chimiques et des engrais pour obtenir une production de bois rapide, mécaniquement plus efficace et à courte rotation.

Prétendant que les plantations d'arbres sont bonnes pour le climat, elles plaident pour l'augmentation de la demande pour du bois et pour des subterfuges dans la comptabilisation des GES, ce qui signifierait l'utilisation de plus de bois (et plus de conversion des terres et de déforestation) comme moyen de réduire les émissions. Ceux qui profitent de l'accroissement des marchés du bois plaident son utilisation pour l'énergie, pour la construction, pour le stockage du carbone dans de soi-disants « produits ligneux récoltés », comme alternative au ciment et comme puits de carbone, même lorsque les arbres de plantations seront coupés en aussi peu de temps que des cycles de croissance de cinq ans. Les plantations d'arbres sont plus comparables aux champs de maïs qu'à des forêts. Quand il s'agit de forêts, d'un côté on plaide pour la protection des forêts, pour des crédits compensatoires forestiers, pour réduire les émissions de la déforestation et de la dégradation des forêts (REDD+), ainsi que la plantation d'arbres, alors que l'autre côté recommande la coupe, le brûlage, la mise en granules, les plantations industrielles de monocultures et les arbres OGM.[2] Ce qu'elles ont en commun, c'est d'encourager de fausses solutions.

Biofuelwatch: biofuelwatch.org.uk
Dogwood Alliance: dogwoodalliance.org/our-work/our-forests-arent-fuel
Energy Justice Network: energyjustice.net/biomass
Partnership for Policy Integrity: pfpi.net

GAZ NATUREL

Promu par les bailleurs de fonds comme étant le « moins sale »

des combustibles fossiles, le gaz naturel (méthane) est envore vanté comme étant un « carburant de transition » en prétendant qu'il peut être une « alternative » propre au charbon et au pétrole. Cependant, les preuves de fuites de méthane tout le long de la chaine d'approvisionnement, des puits jusqu'à la combustion, démontrent bien comment le gaz naturel contribue aux changements climatiques. De plus, même si la fuite de gaz n'était pas une réalité, le gaz naturel n'est plus moins cher que l'éolien et le solaire à l'autre bout de cette transition.[1] À mesure que l'industrie continue à subir des pressions de la part des groupes pour la justice environnementale, l'expansion et la diversification des fausses solutions reliées au gaz naturel deviennent plus intenses.

En plus de son nom, le gaz naturel est plein de contradictions. L'industrie utilise une technique d'extraction extrême appellée « **fractuation hydaulique, ou fracturation** », là où un mélange toxique d'eau, de sable et de produits chimiques est injecté sous terre à très hautes pressions afin de faire jaillir le gaz et le pétrole piégés dans des formations géologiques. En même temps, là où le pétrole brut est extrait du sol avec la technologie de fracturation (comme dans le gisement de Bakken dans le Dakota du nord qui affecte les vies et les moyens de subsistance des peuples autochtones) le gaz naturel indésirable est évacué par le torchage.[2] Parmi les impacts communautaires du forage et de la fracturation, on retrouve : des répercussions sur la santé de ceux et celles qui vivent près des puits et des stations de compression ; la contamination de l'eau, de l'air et du sol ; des séismes induits ; des routes encombrées et endommagées ; des femmes autochtones disparues et assassinées suite à l'apparition de communautés temporaires de travailleurs surtout masculins, appellées « **camps d'hommes** » ; et, autres impacts d'une économie de surchauffe et de récession.

Exporter du gaz naturel exige de l'infrastructure portuaire et de gazoduc. Les gazoducs peuvent avoir des fuites, prendre feu et faire explosion. Par ailleurs, les compagnies reçoivent souvent des droits d'expropriation pour saisir des terres et installer des pipelines à travers des territoires autochtones, des cours arrières, des fermes, des lieux sacrés et près des écoles, contre les objections des communautés. Avant de l'acheminer, le gaz doit être comprimé en un **gaz naturel liquéfié** (**GNL**) volatile dans des installations portuaires dangereuses. Le GNL est du méthane comprimé, en surfusion et qui peut être expédié outremer dans des gaziers géants. Le transport outremer du gaz naturel peut représenter jusqu'à 21 % de ses émissions de gaz à effet de serre.[3]

Une autre menace croissante pour le climat et la santé des communautés vient de la vente de la composante « humide » (le gaz naturel est surtout du méthane, mais il inclut des substances que l'on appelle du gaz humide) du gaz de fracturation aux usines pétrochimiques pour fabriquer des plastiques jetables. En plus des charges massives d'émissions de gaz à effet de serre,[4] les installations pétrochimiques qui produisent des plastiques (c.-à-d., des craqueurs d'éthane) produisent des montants immenses de polluants atmosphériques dangereux, de la matière particulaire, du benzène, du toluène et autres toxines. Tout cela en plus de tous les impacts environnementaux et sur la santé causés par le forage, la fracturation, le transport et l'évacuation des déchets associés à la production de plastiques.



Les « carburants de transition » sont pour les idiots fossiles

La plupart des plastiques sont fabriqués pour être jetables, ils pénétrent tous les aspects de nos vies et causent des centaines de siècles de tort. Les microplastiques se retrouvent dans la plupart des sources d'eau de robinet, dans l'ensemble de tous nos océans, dans notre nourriture et dans nos corps. Des études récentes ont démontré que nous mangeons et buvons assez de plastique pour fabriquer une carte de crédit à partir de ce que l'on ingère à chaque semaine ![5] En plus des hydrocarbures utilisés pour formuler la résine, les plastiques contiennent différents métaux lourds et phtalates qui sont reconnus comme étant cancérogènes et perturbateurs endocriniens. La pollution par le plastique représente aussi une menace sérieuse pour les écosystèmes océaniques, avec d'immenses masses tourbillonnantes de plastiques dans chacun des océans de ce monde, tel que le Vortex de déchets du Pacific nord.[6] Bien que les plastiques représentent moins de 8 % de l'utilisation mondiale du pétrole,[7] et en dépit du rejet croissant par le public des plastiques non réutilisables, les « Supermajors » (principales sociétés pétrolières) perçoivent le plastique comme étant la plus grande source de nouvelle demande dans les années à venir, investissant ainsi des milliards pour en assurer sa croissance.



Le gaz naturel s'en vient dans une banlieue près de chez-vous

Une nouvelle forme **d'écoblanchiment** pour les industries pétrolières et gazières, c'est **l'hydrogène**, qui est hyper-médiatisé comme étant une source d'énergie propre (voir Hydrogène).

Cependant, créer de l'hydrogène en forme pure sur la Terre exige autant d'énergie qu'il en utilise. C'est une sorte de publicité-appât par laquelle les promoteurs parlent de : « l'hydrogène propre » produit par de « l'énergie renouvelable » ; de « l'hydrogène gris » résultant de la combustion des combustibles fossiles ; et, de « l'hydrogène bleu » là où les émissions de dioxyde de carbone (CO_2) de la production sont captées et stockées (voir Hydrogène et Captage du carbone). Et pourtant, l'hydrogène est généralement produit à partir du gaz naturel, ce qui donne à l'industrie une autre excuse pour continuer le forage et à en tirer des profits.[8]

Finalement, lorsqu'on examine les causes des changements climatiques, les émissions de méthane causent beaucoup d'impacts. En comparaison avec le CO_2, le méthane est environ 86 fois plus puissant dans ses effets immédiats, mais il disparait de l'atmosphère après une douzaine d'années, alors qu'une partie du CO_2 émis de nos jours va continuer à causer des changements climatiques durant plusieurs siècles.[9] Cependant, c'est maintenant que nous faisons face à des points de basculement critiques. Nous ne pouvons pas nous permettre plus d'émissions de méthane en ce moment, ni les impacts environnementaux et sur la **justice climatique** qu'elles vont continuer à produire par l'extraction, de l'expédition en allant jusqu'aux plastiques.

Energy Justice Network: energyjustice.net/naturalgas

Indigenous Environmental Network: ienearth.org

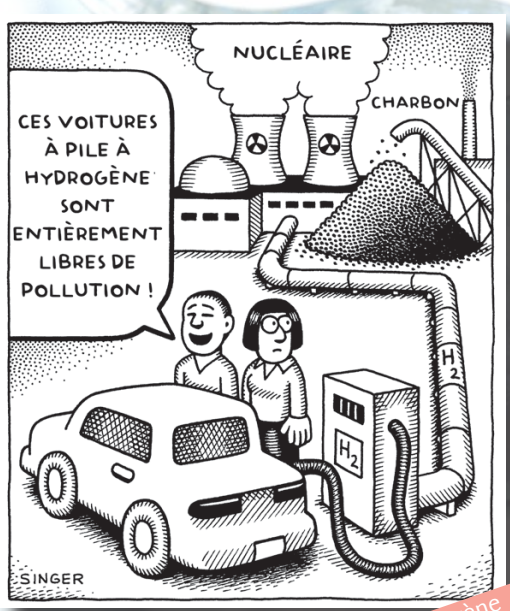


HYDROGÈNE

L'hydrogène est très médiatisé comme si c'était une source d'énergie propre. Cependant, ce n'est vraiment pas une source d'énergie. Elle ne peut être extraite, ni obtenue sans lui enlever ses hydrocarbures. Aux États-Unis, 95 % de l'hydrogène est produit à partir du gaz naturel, un combustible fossile.[1] Les stratagèmes pour faire de l'hydrogène à partir du charbon, du pétrole, de la **biomasse**, des gaz d'enfouissement et même de l'énergie nucléaire menacent de relier l'hydrogène à d'autres sources d'énergies sales. Une fois produit, l'hydrogène est mis dans une **pile à combustible** qui utilise un catalyseur pour accélérer une réaction chimique entre l'hydrogène et l'oxygène afin de générer de l'électricité et de la chaleur pendant que l'hydrogène et l'oxygène deviennent de l'eau.

Ça prend de l'énergie pour obtenir de l'hydrogène. L'hydrogène peut être produit par l'électrolyse de l'eau, qui n'est seulement aussi propre que la source d'énergie utilisée pour obtenir de l'électricité. Ce faisant, l'hydrogène est essentiellement utilisé comme une batterie, pour entreposer de l'énergie électrique pour usage ultérieur quand l'hydogène est reconverti en eau dans une pile à combustible. Étant donné la grande perte d'énergie durant la conversion, plus d'énergie est utilisée dans le processus que ce qu'on en retire. La seule raison de passer à travers le processus d'électrolyser de l'eau pour faire de l'hydrogène, c'est si l'électricité ne peut pas être utilisée directement et qu'il faut l'entreposer.

Les problèmes de logistique du stockage d'hydrogène font en sorte que l'hydrogène est peu pratique pour le transport. L'hydrogène doit être liquéfié, comprimé ou stocké dans un hydrure métallique, qui prend trop espace, qui a des fuites ou qui est trop pesant pour faire du sens. Grâce aux améliorations dans la technologie des batteries, les véhicules à hydrogène sont peu susceptibles de voir le jour comme partie sérieuse de nos futurs systèmes de transport. Si ça se faisait, cela exigerait un vaste réseau de pipelines et distribution, à moins que tout l'hydrogène soit produit sur place. L'hydrogène fragilise les gazoducs en acier et les soudures, ce qui cause des risques dangereux d'incendie et d'explosion. Les flammes d'hydrogène sont invisibles, ce qui le rend d'autant plus dangereux si les consommateurs font couramment le plein de leurs véhicules avec de l'hydrogène.[2]



Il peut y avoir certaines applications où l'hydrogène ferait du sense comme stratégie de stockage d'énergie stationnaire et raccordée au réseau électrique lorsqu'il y a un surplus d'énergie éolienne et solaire pour électroliser de l'eau. Cependant, l'hydrogène dans le transport et l'hydrogène à partir d'hydocarbures sont de fausses solutions.

Energy Justice Network:
energyjustice.net/hydrogen

GAZ DE DÉCHARGES À ÉNERGIE

Les sites d'enfouissement sont la troisième plus grande source de méthane au monde, après le bétail et le gaz naturel.[1, 2] Le gaz des sites d'enfouissement est à peu près moitié méthane et moitié dioxyde de carbone (CO_2), rempli de centaines de contaminants toxiques, y compris du **méthylmercure** et plusieurs produits chimiques chlorés qui peuvent former des dioxines très toxiques lorsqu'elles sont brûlées (voir Incinération des déchets). On peut également trouver de plus en plus de tritium radioactif dans le gaz de décharge, que ce soit des enseignes de sortie de secours et autres sources.[3] Le méthane est un gas à effet de serre, 86 fois plus puissant que le CO_2 durant une période de 20 ans.[4] Il est produit quand des déchets organiques (restes de nourriture, du papier et des produits ligneux, des résidus de jardin, des boues d'épuration) se décomposent dans un milieu dépourvu d'oxygène.

Aux États-Unis, les grands sites d'enfouissement sont requis de capter le gaz de décharges (et normalement le brûler), mais les systèmes de captage sont seulement partiellement efficaces. Les sites d'enfouissement prétendent capter typiquement environ 75 % de leur gaz,[5, 6] mais en réalité cela peut être bien plus faible.[7, 8] Une bonne partie du gaz s'échappe en émissions fugitives, causant des cancers et autres problèmes de santé dans les communautés avoisinantes.[9]

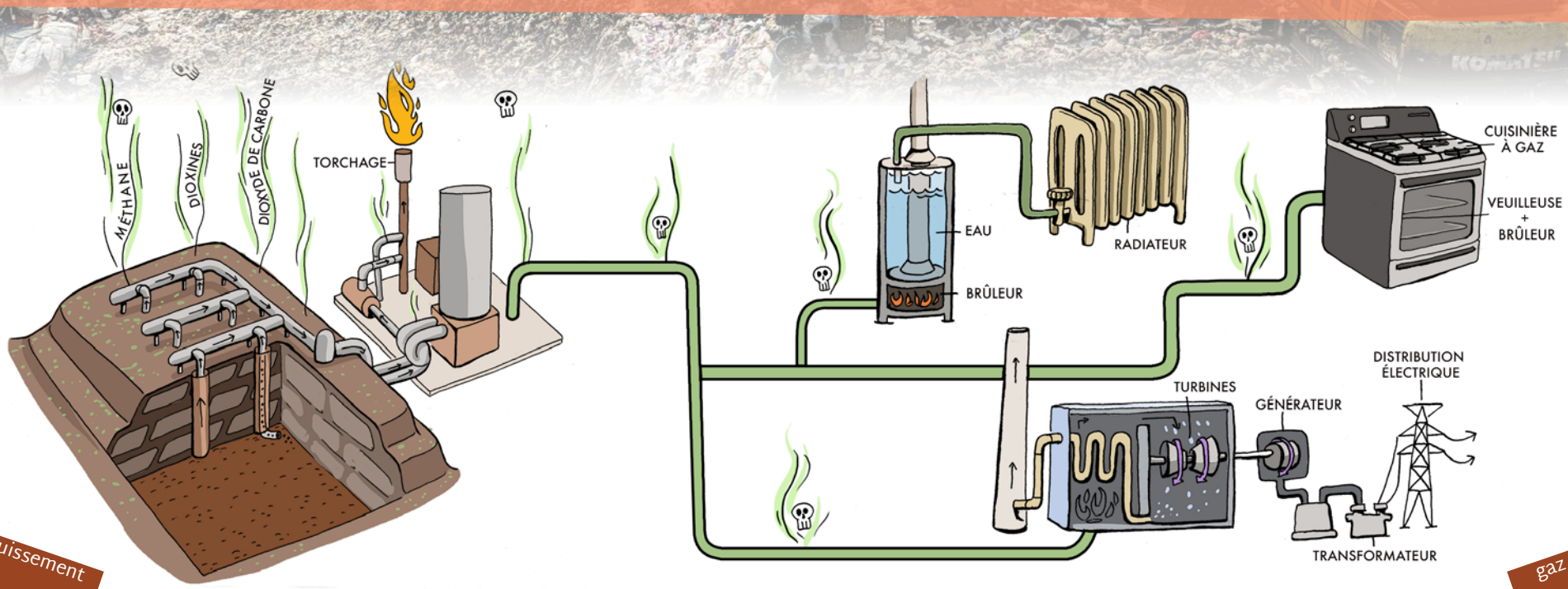
Plusieurs sites d'enfouissement brûlent le gaz par torchage, alors que d'autres le brûle pour créer de la chaleur ou de l'électricité, ou bien encore pour le nettoyer et l'envoyer ensuite dans les gazoducs du gaz naturel. On appelle cela **conversion de gaz d'enfouissement en énergie (CGEÉ).** Brûler le gaz convertit la plupart du méthane en CO_2, réduisant considérablement les impacts sur les changements climatiques. Bien que cela dégrade certains polluants dans le gaz, ça produit également de nouveaux gaz, tels que de l'oxyde d'azote qui déclenche des crises d'asthme et des dioxines ultra toxiques.[10] Les projets CGEÉ reçoivent plusieurs subventions des états et du fédéral.

Les décideurs en matière de climat et d'énergie subissent des pressions de la part du secteur des déchets pour subventionner les sites d'enfouissement et les incinérateurs au lieu d'appuyer des solutions **zéro déchet** comme le compostage et le recyclage. Par conséquent, certaines communautés annullent même leurs programmes de compostage pour déverser plus de matières organiques dans les sites d'enfouissement afin de maximiser les opportunités de CGEÉ.[11, 12] Presque 90 % des matériaux jetés dans les sites d'enfouissement et dans les incinérateurs peuvent être recyclés ou compostés.[13] Typiquement en compétition avec l'énergie éolienne et solaire dans les mandats d'énergie renouvelable, les sites d'enfouissement absorbent également des subventions qui devraient aller aux alternatives plus propres du non brûlage.

Paradoxalement, brûler du gaz de décharge pour créer de l'énergie peut être pire que de tout simplement en faire la combustion.[14] Gérer les sites d'enfouissement comme des installations énergétiques encourage la mauvaise gestion des sites d'enfouissement pour les rendre plus gazeux, alors qu'un bon système de gestion des déchets en ferait le contraire. Les restes de nourriture, les résidus de jardin et autres matières organiques propres devraient être séparés à la source et compostés de manière aérobique. Le reste des matières organiques sales dans les ordures et dans les boues d'épuration devraient être digéré de manière anaérobique pour le stabiliser avant l'enfouissement afin d'éviter la génération du méthane dans les sites d'enfouissement, là où le gaz est plus difficile à capter.[15]

Energy Justice Network: energyjustice.net/lfg

Global Alliance of Wastepickers: globalrec.org



INCINÉRATION DES DÉCHETS
(DÉCHETS À ÉNERGIE)

L'incinération est la manière la plus dispendieuse et la plus polluante de gérer les déchets ou de générer de l'énergie.[1] Il n'y a aucun besoin de brûler toutes sortes de déchets puisque des alternatives plus sécuritaires de non brûlage existent pour tous les matériaux, y compris les rejets comme le papier, les plastiques, le verre, les métaux, les restes de nourriture et les résidus de jardin.

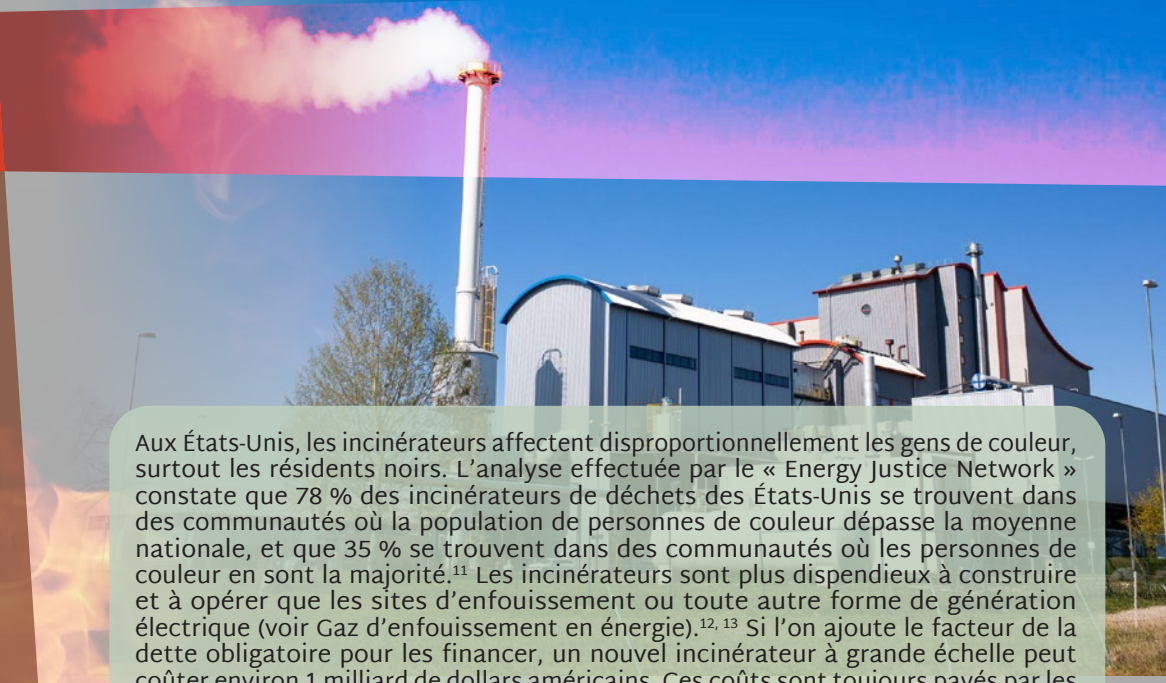
« Déchets à énergie » est une expression de relations publiques utilisée pour promouvoir l'incinération,[2] mais les déchets ne sont pas transformés magiquement en énergie. Pour chaque 100 tonnes de déchets brûlés, environ 70 tonnes deviennent de la pollution aérienne.[3] Les autres 30 tonnes deviennent de la cendre toxique qui est typiquement déversée dans les sites d'enfouissement, la rendant plus nocive que si tous les déchets y allaient sans être brûlés. Pire encore, une partie est utilisée dans des stratagèmes dangereux de réutilisation des cendres.

Les incinérateurs sont un immense « gaspillage d'énergie », puisque le recyclage et le compostage des matériaux brûlés épargneraient de 3 à 5 fois plus d'énergie en n'ayant pas à recréer des produits de l'extraction de matières premières.[4] Les stratégies de **zéro déchet**, telles que le recyclage et le compostage, créent de 5 à 10 fois plus d'emplois par tonne de déchets que les incinérateurs ou les sites d'enfouissement. En détournant des matériaux rejetés (et des investissements) du recyclage, de fait, les incinérateurs brûlent des emplois si nécessaires.[5]

Aussi sale que puisse être la combustion du charbon, l'incinération des déchets est encore pire, en dépit que l'incinérateur moyen soit bien plus neuf et ayant des contrôles additionnels de la pollution. Pour faire le même montant d'énergie que le charbon, les incinérateurs de déchets émettent 2,5 fois plus de dioxyde de carbone et de bien plus hauts niveaux de dioxines, de mercure, de plomb, de cadmium, de monoxyde de carbone, d'oxydes d'azote et d'acide hydrochlorique.[6]

Les incinérateurs sont également bien pires que l'enfouissement direct des mêmes matériaux en matière d'émissions de gaz à effet de serre et d'émissions de produits chimiques toxiques, d'oxydes d'azote, de matière particulaire, de gaz acides et de produits chimiques qui créent du smog, même en transportant les déchets sur de longues distances pour les amener aux sites d'enfouissement.[7]

Les études de santé publique ont démontré que de vivre près des incinérateurs augmente les anomalies congénitales, les naissances prématurées, les troubles reproductifs et les décès en général, surtout de différents cancers.[8] La pollution toxique des incinérateurs contamine également la chaine alimentaire. Les dioxines, les produits chimiques les plus toxiques connus de la science, sont surtout émises par la combustion et peuvent voyager des milliers de kilomètres. Ils ont une longue durée de vie et sont liposolubles, ce qui les fait bioaccumuler dans la chaine alimentaire et ils peuvent causer des cancers, des anomalies congénitales, des fausses couches, de l'endométriose, du diabète, des difficultés d'apprentissage, la suppression du système immunitaire, des problèmes pulmonaires, des troubles cutanés, une baisse des niveaux de testostérones et plus encore.[9] Plus de 90 % de l'exposition humaine aux dioxines vient de la consommation de viandes et de produits laitiers là où les dioxines de concentrent.[10]



Aux États-Unis, les incinérateurs affectent disproportionnellement les gens de couleur, surtout les résidents noirs. L'analyse effectuée par le « Energy Justice Network » constate que 78 % des incinérateurs de déchets des États-Unis se trouvent dans des communautés où la population de personnes de couleur dépasse la moyenne nationale, et que 35 % se trouvent dans des communautés où les personnes de couleur en sont la majorité.[11] Les incinérateurs sont plus dispendieux à construire et à opérer que les sites d'enfouissement ou toute autre forme de génération électrique (voir Gaz d'enfouissement en énergie).[12, 13] Si l'on ajoute le facteur de la dette obligatoire pour les financer, un nouvel incinérateur à grande échelle peut coûter environ 1 milliard de dollars américains. Ces coûts sont toujours payés par les fonds publics et certaines villes ont fait face à des banqueroutes à cause des coûts des incinérateurs.[14, 15] Contrairement aux sites d'enfouissement, les incinérateurs doivent être continuellement alimentés avec un certain montant de déchets pour opérer et des clauses « prendre ou payer » dans les contrats d'incinérateurs sont communes, là où les communautés doivent fournir un certain montant de déchets ou payer sans égard. Cela pénalise les gouvernements locaux qui réussissent leurs efforts de réduction des déchets tout en permettant aux incinérateurs de prendre des déchets d'ailleurs et être payés deux fois pour la même capacité.

L'incinération est une industrie mourante, surtout présente au Japon, en Corée du Sud, en Europe, au Canada et aux États-Unis. Des centaines d'incinérateurs vieillissants autour du monde ont fermé et l'industrie est seulement capable d'en bâtir de nouveaux dans les nations qui peuvent se permettre de les subventionner. La seule nation qui connaît une prolifération proposée d'installations de combustion des déchets, c'est la Chine, où des centaines de nouveaux incinérateurs de déchets et de **biomasse** ont été proposés durant les dernières années. L'opposition communautaire est tellement forte aux États-Unis qu'aucun incinérateur de déchets n'a été construit sur un nouveau site depuis 1995, en dépit des centaines de tentatives. Mise à part quelques rares expansions sur des sites existants, l'industrie voir son avenir surtout en Asie, en Australie et dans des parties de l'Europe.

Incapable de faire compétition économiquement aux sites d'enfouissement ou avec d'autres formes d'énergie, l'industrie de l'incinération est soutenue par une variété de subventions, y compris des contrats de déchets monopolistiques, des exemptions de pollution atmosphérique, des opérations de recyclage bidon, des politiques climatiques basées sur une fausse comptabilisation des impacts climatiques. Les mandats d'énergie renouvelable accordent aussi des subventions des factures d'électricité aux incinérateurs là où les états ont consacré l'industrie par l'étiquette « d'énergie renouvelable », réduisant ainsi la part de subventions qui devrait aller aux vraies énergies renouvelables, comme l'éolien et le solaire. L'industrie a également adopté des stratégies de survie, telles que brûler les plus dangereux types de déchets qui obtiennent les plus hauts droits d'élimination.

Nouvelles directions de l'incinération

Les **combustibles dérivés des déchets (CDD)** est une vieille technologie qui a refait surface. Elle implique de retirer le verre et les métaux qui ne brûlent pas et convertir les matériaux combustibles (surtout le papier et les plastiques) en pastilles de combustibles. Ces pastilles de déchets sont soit brûlées dans un incinérateur normal (où la pollution est comparable à la combustion normale des déchets), ou sont vendues comme du carburant pour les fours de cimenterie ou aux centrales électriques qui veulent remplacer le charbon. Les usines de papier énergivores, ainsi que les fours à ciment et à aggrégats, ont longtemps brûlé des « combustibles dérivés de pneus » (CDP), et les fours ont également été des dépotoirs peu dispendieux pour les déchets dangereux au cours de dernières décennies. Maintenant, les plastiques difficiles à recycler sont commercialisés pour les fours à ciment et les aciéries comme étant du « combustible dérivé du plastique » (CDP). Une échappatoire (lacune réglementaire) de l'Agence américaine de protection de l'environnement (EPA) du temps d'Obama (le règlement sur les « matériaux secondaires non dangereux ») a encouragé qu'une variété de flux de déchets soit brûlés comme étant « combustibles » dans les fournaises industrielles sans être réglementées comme incinérateurs de déchets.

Les technologies d'incinérateur expérimental, c.-à-d., la pyrolyse, la gazéification et l'arc plasma, ont été proposées pendant plusieurs années par de nouvelles compagnies qui prétendent que ces technologies ne sont pas de l'incinération. Parfois, elles prétendent même de ne pas avoir de cheminées ou d'avoir des « émissions proches de zéro ». Cependant, ces technologies sont définies et réglementées comme des incinérateurs à la fois aux États-Unis et en Europe. Essentiellement, elles divisent le processus de combustion en deux étapes. D'abord, elles utilisent la température et la pression pour transformer les déchets en « syngaz » (gaz synthétique), ensuite elles vont typiquement brûler ce gaz dans une deuxième étape. Ces technologies se sont avérées des échecs, à la fois techniquement et économiquement.[16] Elles sont plus dispendieuses que les incinérateurs habituels et n'ont pas été développées avec succès à l'échelle commerciale. De petites installations pilotes ont été construites, mais elles sont souvent en panne et ne peuvent opérer continuellement avec tout matériel qui n'est pas très homogène. De nombreuses tentatives de transformer des plastiques ou des pneus ont fait échec, même si elles sont bien plus cohérentes que d'essayer de transformer les déchets. En dépit des échecs cinglants et des problèmes de pollution atmosphérique inhérents aux incinérateurs, plusieurs compagnies continuent à courtiser les fonctionnaires locaux qui cherchent désespérément du développement économique ou des solutions « écologiques » à la gestion des déchets ; ils finissent par gaspiller du temps et des fonds publics en poursuivant ces « incinérateurs déguisés » expérimentaux n'ayant pas fait leurs preuves.

Des stratagèmes de « déchets transformés en énergie » commencent aussi à émerger après deux décennies d'essais et erreurs. Maintenant appellées « technologies de conversion des déchets » (TCD), ces technologies commencent souvent par la pyrolyse ou la gazéification. Au lieu de brûler le « syngaz » durant une deuxième étape, elles utilisent une variété de méthodes pour le convertir en combustibles liquides, tels qu'en carburant pour avion, en naptha, en diesel et en hydrogène et/ou autres produits chimiques. Les résidus solides sont souvent commercialisés comme s'ils sont désirés en matériaux de construction ou ils sont brûlés sur place. Certains processus TCD utilisent l'hydrolise acide, l'éthanol cellulosique ou autres processus de fermentation visant à créer des **biocarburants.** Étant donné une sensibilisation publique croissante quant à la pollution par les plastiques, y compris la prolifération des plastiques à usage unique et les immenses tourbillons de plastiques dans tous les océans du monde, y compris la prolifération, nous observons un ensemble croissant de propositions de « recyclage des produits chimiques » en utilisant ces processus TCD. Ces technologies sont encore expérimentales et, au final, elles impliquent le brûlage (et la pollution atmosphérique), détruisant des matériaux recyclables et compostables, augmentant la toxicité et produisant des déchets solides.[17]



Break Free From Plastics: breakfreefromplastic.org
Energy Justice Network: energyjustice.net/incineration
Global Alliance for Incinerator Alternatives: no-burn.org
Zero Waste Europe: zerowasteeurope.eu

ÉNERGIE NUCLÉAIRE

Les compagnies d'énergies sales veulent que les gens croient que l'énergie nucléaire est nécessaire pour réduire les gaz à effet de serre et éviter la crise climatique. Ceci est dénué de tout fondement. L'énergie nucléaire n'est pas une solution climatique : c'est trop sale, trop dangereux, trop dispendieux et trop lent. Chaque étape de sa production est trempée dans l'injustice sociale et les violations des droits de la personne. La chaine du combustible à l'uranium et les désastres nucléaires rendent encore pires les dangers des changements climatiques et l'industrie nucléaire bloque activement l'énergie renouvelable et les autres solutions pour en finir avec les combustibles fossiles. L'uranium et les combustibles fossiles doivent demeurer dans le sol. Nous pouvons et devons éliminer l'énergie nucléaire, y compris les combustibles fossiles afin de réparer les injustices environnementales et protéger les générations futures.

Trop sale – la chaine du combustible nucléaire

Les réacteurs nucléaires font de l'électricité en faisant bouillir de l'eau, tout comme les centrales au charbon, au gaz et à la biomasse. Mais au lieu d'utiliser la combustion qui consomme des combustibles en les brûlant, les réacteurs nucléaires relâchent de l'énergie subatomique en fractionnant les atomes d'uranium par une réaction en chaine (une fission nucléaire**).** Cela génère d'immenses montants de chaleur, assez pour fondre le combustible (une **fusion** du cœur du réacteur nucléaire), endommageant le réacteur et émettant ainsi de gros montants de radiation. C'est la façon la plus compliquée et la plus dangereuse jamais inventée de bouillir de l'eau.

Le combustible pour l'énergie nucléaire dépend d'une longue chaine d'extraction, de transformation, d'enrichissement et de génération de vastes montants de déchets radioactifs et toxiques. Cela contamine l'air, la terre et l'eau, augmentant les dangers aux écosystèmes et aux sources essentielles de la vie et du bien-être. La **chaine du combustible nucléaire** affecte tous les pays autour du monde, de la Namibie à la Russie, du Japon au Brésil, de l'Australie au Canada. Cela pourrait s'étendre jusqu'aux terres autochtones au Groenland, là où l'industrie tente de faire l'extraction de l'uranium.

La chaine de ce combustible commence par l'extraction et le traitement de l'uranium, pour ensuite l'enrichir afin d'augmenter la concentration d'uranium-235 (le principal isotope pour la fission). L'extraction et le traitement produisent d'immenses montants de **déchets radioactifs.** Avant qu'une seule livre de combustible puisse aller dans un réacteur, elle a produit plus de 3 500 fois autant de déchets radioactifs de longue durée déposés dans les mines et les usines à l'air libre, soient en piles ou dans des étangs.[1] L'uranium est également extrait par un processus chimique, la lixiviation d'uranium sur place (LUP). Ce processus produit moins de déchets solides, mais cela pollue l'eau souterraine d'une manière directe et irréversible.

Aux États-Unis, il y a plus de 15 000 mines d'uranium abandonnées, surtout les terres autochtones à l'ouest de la rivière Mississippi.[2] Ces sites contaminent l'air, la terre et l'eau potable, causant des épidémies de cancer et autres maladies parmi les peuples autochtones. Les usines **d'enrichissement de l'uranium** et de fabrication du combustible au Nouveau-Mexique, en Caroline du Nord, en Ohio, en Oklahoma, en Caroline du Sud et autres endroits sont surtout situées dans des communautés de personnes autochtones, noires et de couleur (PANDC), et elles de longs antécédents de fuites et de déversements.

Trop dangereux

Tant et aussi longtemps que nous dépendons de l'énergie nucleaire, des désastres nucléaires comme Chernobyl et Fukushima vont continuer à se produire. Et pourtant, la probabilité de fusion de réacteurs augmente à cause de la montée du niveau de la mer, l'augmentation des tempêtes violentes et des événements météorologiques extrêmes, ainsi que le réchauffement des températures de l'eau. De plus, les réacteurs autour du monde deviennent de plus en plus dangereux à cause de leur âge et de la dégradation de leurs composantes majeures et de leurs structures. Deux tiers des réacteurs dans le monde ont plus de 30 ans ; 20 % ont plus de 40 ans, donc plus longtemps que leur fonctionnement prévu.[3]



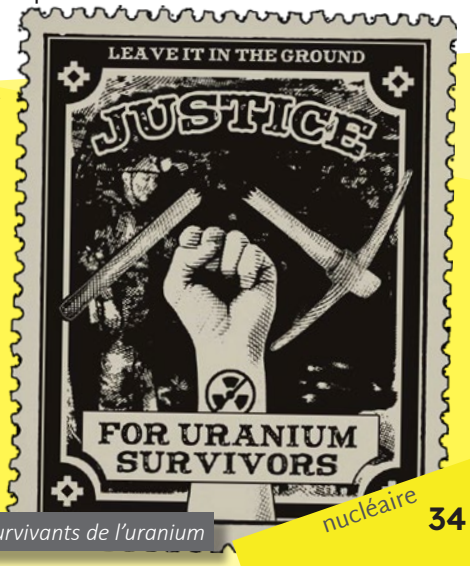
Désastre Dai-Ichi en 2011, Fukushima, Japon

Le désastre Dai-Ichi à Fukushima a laissé l'une des meilleures régions agricoles et de pêche du Japon contaminée et des dixaines de milliers de personnes ne peuvent jamais retourner à leurs domiciles. Il est prévu que le « nettoyage » du site du réacteur va prendre jusqu'à 60 ans et coûter jusqu'à 750 milliards de dollars américains.[4, 5, 6]

Le plus gros désastre radioactif en Amérique du Nord eu lieu en 1979 dans la nation Navajo. Un barrage de résidus miniers à Church Rock, au Nouveau-Mexique, a éclaté, déversant plus de 90 millions de gallons de résidus d'uranium, inondant les pâturages avoisinants et s'écoulant sur plus de 80 milles (128 km) dans la rivière Puerco.[7] Les déchets radioactifs et toxiques ne furent jamais nettoyés. Les communauté affectées, y compris Red Water Pond Road, ont subis la contamination et la dislocation, en dépit de décennies de combat pour le nettoyage et les réparations.

Trop dispendieuse, trop lente

L'énergie nucléaire s'est montrée trop lente et dispendieuse pour résoudre les changements climatiques. La construction des centrales nucléaires dépasse presque toujours leur budget et ça prend en moyenne au moins de 10 à 15 ans, si et quand elles sont effectivement complétées.[8] Plus de la moitié de tous les réacteurs jamais proposés aux États-Unis furent annulés et le taux d'échec est beaucoup plus élevé durant la dernière décennie.[9] Les services publics dans presque tous les pays ont subis des dépassements de coûts et de mauvaises dettes lorsqu'ils bâtissaient des réacteurs durant les années 1980. Cela a pratiquement interrompu la construction de



Laissez ça dans la terre - Justice pour les survivants de l'uranium



nouveaux réacteurs durant les années 1990.[10] Afin de rester pertinente en relation à la crise climatique, l'industrie à déclaré une « renaissance nucléaire » en 2005, avec une nouvelle génération de conception de réacteurs qui étaient supposés être plus sécuritaires, plus rapides et plus abordables à construire. Au lieu de ça, en 2018, la flambée des coûts et les délais ont mené à l'annulation de la plupart des projets à l'extérieur de la Chine. Certaines des plus grosses sociétés nucléaires au monde ont fait faillite, y compris Westinghouse et Areva. Les deux seuls réacteurs construits aux États-Unis (Vogtle 3 et 4 en Géorgie) dépassent leur budget de 14 milliards de dollars américains et sont cinq ans en retard.[11] Si les services publics en Géorgie avait, au lieu de ça, investi dans l'efficacité et dans les énergies renouvelables, leurs clients auraient des factures d'électricité réduites et l'état aurait réduit ses combustibles fossiles bien plus que les réacteurs n'auraient pu jamais le faire.[12]

Émissions des réacteurs et déchets radioactifs

Les déchets radioactifs sont, d'eux-mêmes, une autre crise environnementale mondiale, mettant en danger l'eau et la santé. Les 80 000 tonnes de combustible irradié dans les réacteurs américains contiennent assez de radioactivité pour rendre chaque goutte d'eau potable sur Terre trop dangereuse à consommer.[13] Cela représente seulement 25 % du total mondial et n'inclut pas les immenses volumes de déchets de roche d'uranium et de résidus de traitement d'uranium, **d'uranium appauvri,** et de déchets radioactifs de « faible activité ».[14] Il n'existe toujours pas encore de « solution » pour les déchets, qui peuvent rester dangereux pour plus d'un million d'années.[15] Il s'agit d'un fardeau injuste pour les générations futures, un danger que nous n'avons aucun droit d'imposer à l'écologie et à la santé. De plus, les réacteurs rejettent des déchets radioactifs dans l'air et dans l'eau comme partie normale de leur fonctionnement. Ces rejets routiniers, de concert avec les fuites et les déversements, contaminent les communautés environnantes, la plupart desquelles sont à faibles revenus et rurales, ce qui mène à un nombre incalculable de cancers, d'anomalies congénitales et d'autres maladies.

L'énergie nucléaire empire les changements climatiques

Bien que les réacteurs ne rejettent pas beaucoup de dioxyde de carbone en générant de l'électricité, l'énergie nucléaire produit un montant important de gaz à effet de serre, soit plusieurs fois de plus que l'éolien et le solaire. L'extraction minière, le traitement et l'enrichissement de l'uranium sont très énergivores, résultant en d'importantes émissions de gaz à effet de serre. La construction des réacteurs implique une immense dette de carbone, à cause du béton et de l'acier utilisés dans leur construction. Un projet de centrale nucléaire à moitié terminé dans la Caroline du Sud fut annulé en 2017 quand son coût à doublé à 25 milliards de dollars américains. Le projet avait déjà généré autant de béton et d'acier que la construction d'un stade de fooball professionnel.[16]





L'énergie nucléaire empoisonne la planète

Même après la fermeture d'un réacteur, le déclassement, le transport et le stockage de gros volumes de déchets nucléaires va générer des gaz à effet de serre pendant au moins de 10 à 20 ans.[17]

Énergie nucléaire = armes nucléaires

Tant et aussi longtemps que nous aurons de l'énergie nucléaire, nous ferons face au danger de guerre nucléaire. L'enrichissement de l'uranium pour des armes nucléaires utilise les mêmes technologies nécessaires pour fabriquer des ogives pour les armes nucléaires et il génère de 7 à 8 fois plus d'uranium appauvri (plus faible en U-235) que l'uranium enrichi pour le combustible.[18] Par ailleurs, l'armée américaine a fait de l'uranium appauvri un agent de guerre, l'utilisant pour produire des balles pour les avions de chasse, les obus de char et le blindage des chars. L'utilisation de l'uranium appauvri a contaminé la terre, l'air et l'eau à Puerto Rico, en Iraq, en Afghanistan et dans d'autres régions où les États-Unis se sont engagés dans des campagnes militaires et l'essai des munitions. Parce que l'uranium est également un métal lourd, cela mène à de multiples effets de santé sévères à long terme quand il est respiré ou avalé.

Beyond Nuclear: beyondnuclear.org
Don't Nuke the Climate: dont-nuke-the-climate.org
Nuclear Information and Resource Service: nirs.org
WISE-International: wiseinternational.org
WISE-Uranium: wise-uranium.org
World Nuclear Industry Status Report: worldnuclearreport.org

ÉNERGIE RENOUVELABLE

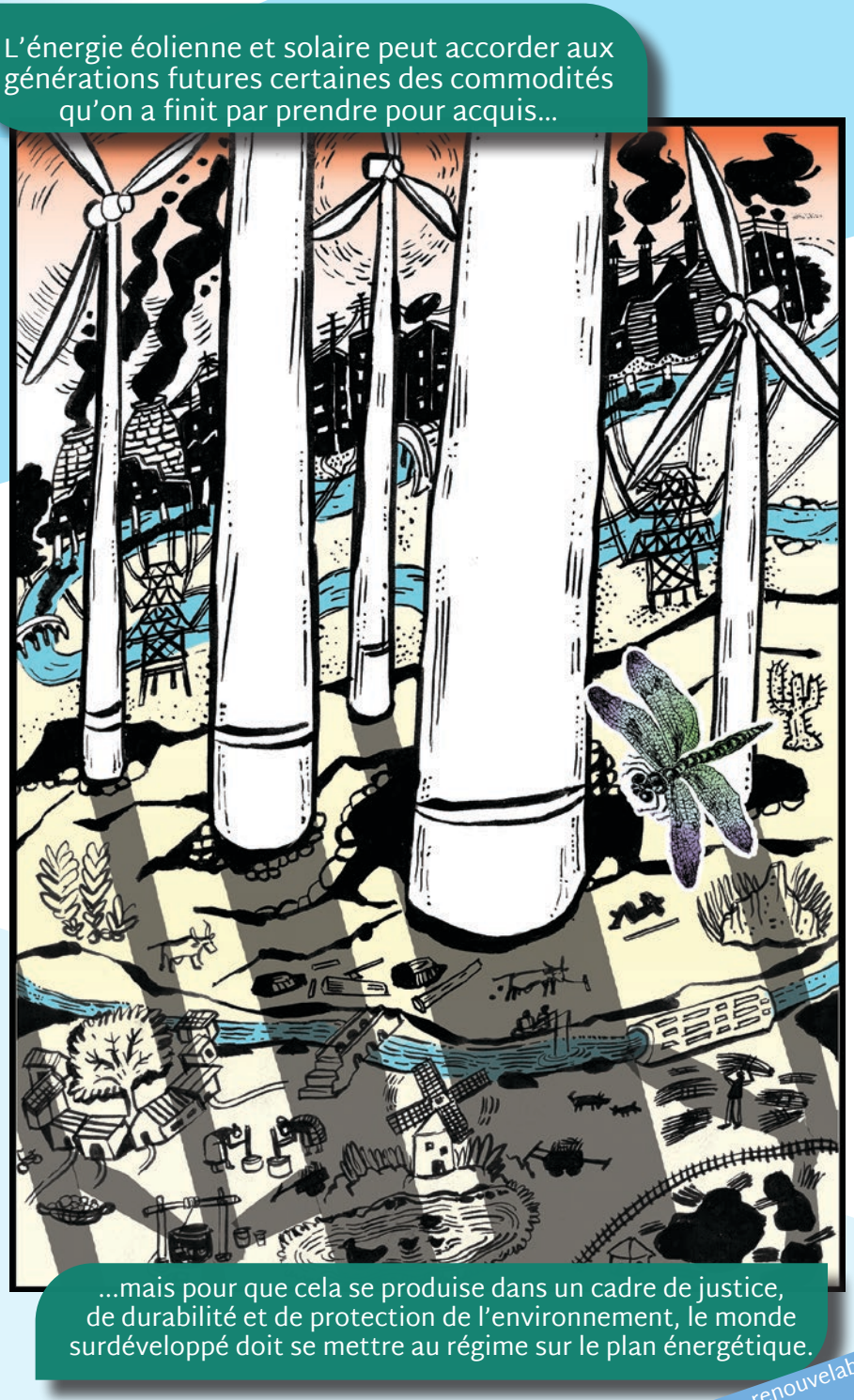
L'énergie renouvelable peut faire partie de solutions réelles aux changements climatiques, mais elle comporte un bon nombre de mises en garde. Dans l'esprit de **l'écoblanchiment,** plusieurs choses peuvent être étiquetées comme étant de l'énergie renouvelable et qui sont, de fait, de fausses solutions. Plusieurs sources d'énergie discutées dans ce rapport sont parfois considérées de l'énergie renouvelable, mais cela peut exacerber les changements climatiques et causer beaucoup de dommages à l'environnement et aux communautés, y compris : **la biomasse, les biocarburants,** l'incinération, **le gaz d'enfouissement en énergie, l'hydrogène,** « le gaz naturel renouvelable » ou les digesteurs de méthane provenant des fermes industrielles, l'énergie nucléaire et les sociétés de centrales hydroélectriques. L'éolien et le solaire peuvent être de vraies sources d'énergie renouvelable. Cependant, les limites de la Terre, la distance, l'économie et la justice sociale ; toutes jouent des rôles pour déterminer si ces sources d'énergie sont vraiment renouvelables ou durables.

Terre, limites et ressources

Le solaire et l'éolien sont des moyens de générer de l'électricité, et le solaire peut également fournir du chauffage. Cependant, générer de l'électricité pour les édifices, la cuisson, chauffer l'eau et le transport exigerait de générer bien de l'électricité à partir d'énergies renouvelables, ce qui est problématique et soulève des questions à propos d'où en viennent les matériaux, comment et où ils furent extraits et transportés, où ils seront installés et qui les appartient.



Il faut faire face aux limites écologiques de la Terre. Les éoliennes affectent les routes empruntées par les oiseaux et elles exigent de gros montants d'acier et de ciment ; la plupart utilisent du néodyme, un métal rare extrait dans des conditions hautement polluantes. Les panneaux solaires et les batteries utilisent des métaux rares, y compris le lithium et le cobalt, qui pourraient être extraits dans des conditions horriblement exploitantes.[1, 2] Lorsque Elon Musk, le PDG de Tesla Motors, fut mis défi à savoir si le besoin de batteries pour ses autos électriques pourrait avoir eu une influence sur le coup d'état de 2019 en Bolivie (le site d'une des plus grandes mines de lithium), il a répondu par gazouillis (tweet) : « Nous ferons des coups à quiconque nous le voulons. Faut s'y faire.[3] »





L'installation solaire « Solar Two » dans le désert Mojave. On compense pour quelque chose…?

Les projets autour du monde abondent pour faire une montée brusque de l'économie et résoudre les problèmes environnementaux causés par les autos à carburant en convertissant tous les véhicules à l'énergie électrique. Bien sûr, cela créerait plusieurs emplois et les batteries aideraient à stocker l'énergie produite à partir de sources renouvelables, mais construire de nouvelles autos et de nouveaux camions exige beaucoup de matériaux, ce qui soulève les questions à propos d'où viennent ces matériaux et à quels coûts sociaux et écologiques ?

En plus des préoccupations à propos du sourçage des matériaux pour les panneaux solaires, les éoliennes et les batteries, la construction pour l'énergie renouvelable exige un grand apport énergétique. Donc, de l'énergie additionnelle est nécessaire pour un gros développement de l'énergie renouvelable et cela va essentiellement venir de l'utilisation de combustibles fossiles. Éviter l'utilisation de plus de combustibles fossiles exige que les pays consommateurs réduisent leurs demandes actuelles en énergie et qu'ils utilisent moins d'énergie. Prioriser la fin de l'utilisation future des combustibles fossiles est donc d'une importance critique dans un monde qui se réchauffe (voir Bionénergie).

Réseaux, espace, temps et distance

Fournir de l'énergie sur demande continue à représenter l'un des plus grands défis en matière d'énergie renouvelable. Le vent et le soleil sont intermittents, alors si l'on s'en tient à la norme actuelle (à l'effet que chaque watt d'énergie désiré doit être livré instantanément à tout prix), il serait nécessaire d'augmenter le stockage d'énergie. Par ailleurs, l'infrastructure nécessaire pour mettre sur pied de l'énergie renouvelable à grande échelle est problématique. Il y a des plans pour générer de larges montants d'électricité dans les déserts de l'Afrique du Nord et dans le sud-ouest des États-Unis, pour ensuite amener l'électricité à travers la Méditérranée jusqu'en Europe ou bien aux villes américaines de l'Est. De tels projets subiraient des pertes d'efficacité le long des câbles de transmission, des injustices environnementales dans un endroit pour un bénéfice très loin de là.

Économie, échelle et crédits compensatoires

Idéalement, de nouveaux développement solaires et éoliens devraient être planifiés et gérés par et pour des communautés. Souvent, de tels programmes sont construit à grande échelle afin de justifier le modèle des grandes sociétés, ce qui affecte les terres, les communautés et l'écologie locales. La résistance aux parcs éoliens ou solaires à grande échelle est soulevée par les développeurs qui arrivent de l'extérieur et qui imposent des changements qui bénéficient aux entreprises de services publics et à leurs actionnaires, non pas à la communauté affectée. De la même façon, le modèle actuel selon lequel de grandes entreprises de services publics ont de gros sites de génération centralisés à partir desquels ils envoient de l'énergie aux gens sur une grande région est essentiellement paralysant puisque que les usagers dépendent des sociétés de services publics.

Par ailleurs, à partir des **Crédits d'énergies renouvelables (CÉR)** américains, aux **compensations carbones** dans l'Article 6 de l'Accord de Paris appuyé par les Nations Unies (ONU), aux crédits pour les tarifs d'électricité de Shell Oil au Royaume-Uni, aux Pays-Bas et en Australie, partout dans le monde l'énergie renouvelable peut être vendue comme crédits compensatoires qui permettent aux grandes sociétés polluantes de prétendre qu'elles sont **nette zéro** ou carboneutres (voir Tarification du carbon). Les parcs éoliens à grande échelle ont déplacé des communautés à Maharashtra, en Inde, et ont vendu des crédits compensatoires aux pollueurs dans le Nord global par l'entremise du « Mécanisme de développement propre » (MDP) appuyé par l'ONU depuis des années.[4]

Inégalité énergétique et justice sociale

Finalement, et d'une importance critique, une partie appréciable de la population humaine n'a présentement aucun accès à de l'électricité, à de l'eau propre et à suffisamment de nourriture. La simple justice sociale exige que l'on priorise de procurer de l'énergie renouvelable aux gens qui ont le besoin le plus fondamental de ressources en énergie.

En plus d'accepter les limites, il nous faut regarder de manière critique à chaque développement proposé et poser d'importantes questions : Est-ce que cela a été approuvé par les populations locales qui seront les plus affectées ? Est-ce que cela répond aux besoins locaux ? Qu'est-ce que ça représente d'obtenir les composantes d'ailleurs ? Combien de temps ça va durer ? Comment ses parties peuvent-elles être recyclées ou éliminées en toute sécurité ? Les aspects clés d'un avenir durable sont la relocalisation et la **décolonisation.** Une région qui peut fournir la plupart de sa propre nourriture et autres nécessités est plus sécuritaire qu'une qui dépend sur de longues chaines d'approvisionnement. L'énergie éolienne et solaire peut accorder aux générations futures certaines des commodités modernes que nous avons pris pour acquis, mais pour que cela puisse se produire à l'intérieur d'un cadre de justice, de durabilité et de protection de l'environnement, le monde surdéveloppé doit adopter un rationnement énergétique.

HYDROÉLECTRICITÉ

Des rivières qui fonctionnent sont essentielles pour toute vie.

Générer de l'électricité en altérant les systèmes fluviaux perturbe l'écologie, nuit aux communautés et est financièrement précaire. Les méga-barrages, les grands barrages, les petits barrages, les petites centrales « au fil de l'eau » et les centrales de pompage-turbinage ont tous un impact négatif sur les conditions physiques et écologiques des systèmes riverains.[1, 2] Les barrages hydroélectriques et leurs réservoirs déplacent les gens de leurs terres et minent la survie de gens qui dépendent des systèmes riverains (fluviaux) en bonne fonction afin de chasser, pêcher, piéger et cueillir des aliments sauvages. Les communautés autochtones et marginalisées sont souvent celles les plus affectées. Les systèmes hydroélectriques ont déplacé au moins de 40 à 80 millions de personnes et on estime que 472 millions de personnes vivant en aval ont été affectées.[3, 4] Le développement hydroélectrique viole fréquemment la souveraineté des autochtones et cela se produit souvent sans le consentement des peuples ayant des droits ancestraux aux terres et aux eaux.

Les barrages hydroélectriques manipulent de manière artificielle le débit fluvial saisonnier, ce qui cause de la pollution et perturbe l'approvisionnement en eau potable. Lorsque l'eau est stockée dans des réservoirs derrières les barrages, la température de l'eau augmente et lorsque l'eau est relâchée en aval, cela fait interférence avec le fonctionnement écologique et ça réchauffe l'océan. Souvent, les barrages bloquent ou perturbent la migration des poissons, ce qui affecte leur capacité de passer de leurs aires de frai à leurs aires d'alimentation et de revenir par la suite. En moins de 50 ans, il y a eu à l'échelle mondiale, dans l'ensemble, un déclin moyen de 76 % des populations migratoires de poissons qui sont suivies.[5]



Les barrages hydroélectriques et leurs réservoirs sont une source majeure d'émissions de gaz à effet de serre.[6] Les émissions de certaines installations individuelles peuvent dépasser celles des combustibles fossiles.[7] Soixante-dix-neuf pourcent des émissions de gaz à effet de serre provenant des réservoirs hydroélectriques sont du méthane, un gas à effet de serre 86 fois plus puissant que le dioxyde de carbone pour accélérer les changements climatiques durant une ou deux décennies.[8, 9] Le méthane des réservoirs hydroélectriques représente plus de 4 % de tous les changements climatiques d'origine humaine. Durant la première décennie après la construction d'un système de production hydroélectrique, ce dernier peut contribuer plus d'émissions de gaz à effet de serre que la combustion du charbon grâce à la libération de méthane alimentée par les microbes qui se nourrissent de la végétation inondée.[10] Cela veut dire, de nos jours, que de nouveaux projets hydroélectriques vont causer une forte augmentation des émissions de gaz à effet de serre alors que nous tentons de ralentir la crise climatique. Les rivières jouent également un rôle important pour modérer le climat.[11, 12]

Les barrages hydroélectriques stimulent la production de **méthylmercure,** une toxine bioacculative causée par le mercure qui se dégage dans l'eau par la végétation et les sols, où il entre dans la chaine alimentaire. Les gens qui consomment des aliments de ces systèmes riverains sont exposés au méthylmercure. Quatre-vingt-dix pourcent des nouveaux projets hydroélectriques canadiens vont exposer au méthylmercure les communautés autocthones qui dépendent des aliments capturés dans la nature.[13]



L'hydroélectricité représente jusqu'à deux tiers de l'énergie soi-disante renouvelable du monde. L'hydroélectricité n'est pas renouvelable tout simplement parce que les précipitations pour alimenter les turbines continuent à tomber du ciel. Seulement un tiers des 177 rivières les plus longues au monde continuent à couler librement et seulement 21 rivières plus longues que 1000 kilomètres (621 milles) conservent une connexion directe avec la mer.[14]

Au moins 3700 nouvelles installations hydroélectriques (de plus de 1 mégawatt) sont planifiées ou en construction autour du monde.[15] On s'attend à ce que la production électrique



provenant de l'hydroélectricité va augmenter de 45 % jusqu'à 75 % d'ici 2040.[16] La nouvelle hydroélectricité n'aura que des avantages négligeables à la transition vers la neutralité climatique dans l'Union européenne.[17]

Les gros projets hydroélectriques ne permettent pas de réellement augmenter l'accès à l'énergie par les pauvres. Ils sont souvent construits pour répondre aux demandes des projets miniers et industriels, en dépit de la prétention des développeurs que l'énergie est prévue pour les communautés mal desservies. En moyenne, les grands barrages enregistrent un dépassement des coûts de 96 % et des retards de 44 %.[18]

Les projets hydroélectriques sont catégorisés comme étant de l'énergie renouvelable autour du monde et, en tant que tel, sont considérés des projets convenables utilisés pour générer des **crédits de carbone**. De fait, les compensations pour l'hydroélectricité représentent en ce moment 26 % de tous les projets enregistrés auprès du Mécanisme de développement propre (MDP) soutenu par les Nations Unies. De plus, les crédits compensatoires sont vendus dans des stratagèmes nationaux, infranationaux et volontaires de **tarification du carbone** autour du monde.[19] Ces crédits sont souvent vendus ensuite à l'industrie des combustibles fossiles afin de renforcer leur prétentions de neutralité carbone et **d'émissions nulles**, ce qui nuit à la fois aux rivières et aux gens qui vivent près des projets hydroélectriques, ainsi que ceux près des sites d'extraction et de combustion. Le financement climatique pour les grands projets hydroélectriques créent l'illusion d'une action pour le climat, et ce, à l'exclusion de réelles solutions. [20]

Les barrages vieillissants qui ont excédé ou excéderont bientôt leur durée de vie font face à des événements météorologiques extrêmes qui s'intensifient et sont imprévisibles, menaçant ainsi à la fois l'intégrité structurale des barrages et la libération rapide et incontrôlable de l'eau de retenue, inondant les communautés affectées en aval.[21]

Les rivières et les écosystèmes d'eau douce doivent être protégés, et nos relations avec l'eau respectées. Nous devons travailler pour libérer les rivères et ne pas construire plus de barrages au nom de la crise climatique d'origine humaine. Il y existe un mouvement croissant pour obtenir des **droits juridiques pour les rivières** et dont les efforts furent fructueux en Nouvelle-Zélande, ainsi que dans des communautés, telles que le Conseil des Innu de Ekuanitshit et le comté de la Minganie, qui ont adopté des résolutions similaires et qui attribuent à la Muteshekau-shipu neuf droits légaux, y compris le droit de couler, de maintenir sa biodiversité et le droit d'engager une poursuite judiciaire. De ce point de vue, la rivière est inséparable des gens : « Je suis la rivière et la rivière est moi ».[22]

Brazilian Movement of People Affected by Dams:
mab.org.br
Mexican Movement of Dam Affected People in Defense of Rivers:
mapder.lunasexta.org
North American Megadam Resistance Alliance:
northeastmegadamresistance.org





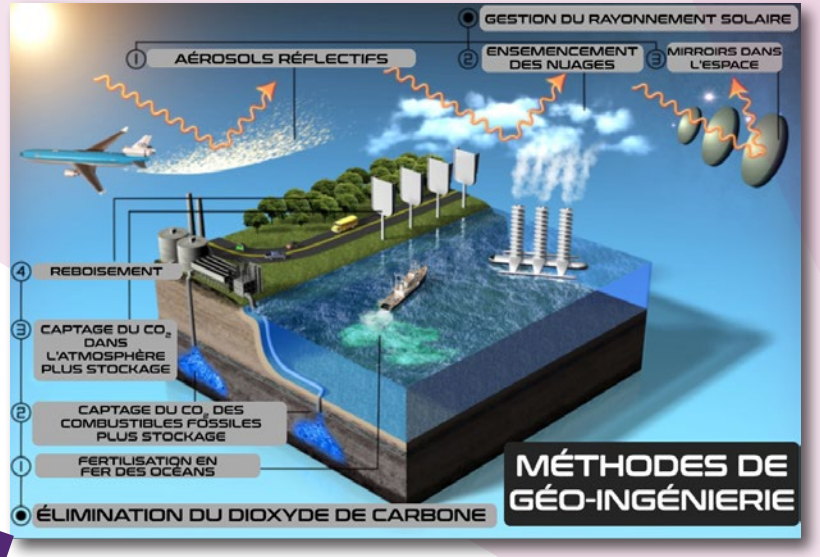
GÉO-INGÉNIERIE



La **géo-ingénierie** fait allusion à un ensemble de technologies proposées afin d'intervenir délibérément et d'altérer les systèmes de la Terre à méga-échelle. Dans une tentative désespérée et possiblement catastrophique de renverser certains des effets des changements climatiques, la géo-ingénierie cherche à changer la façon de fonctionner de la planète. Pour ainsi faire, des solutions technologiques seraient déployées à grande échelle. Les quelconques impacts qui pourraient en découler, maintenant ou dans le futur, ne peuvent pas être prédits, ni testés, d'une manière fiable. La seule façon de savoir ce qui va se passer est d'en faire l'essai à l'échelle et, à ce point-là, il pourrait être trop tard pour revenir en arrière.

Qui se cache derrière la géo-ingénierie ?

Le principal moteur de la crise climatique est l'industrie des combustibles fossiles, les grandes sociétés pétrolières, charbonnières et gazières. C'est la même grappe d'industries qui a financé le déni des changements climatiques pendant des décennies et qui s'est battue contre toutes tentatives de limiter la pollution. L'industrie des combustibles fossiles est parmi les plus gros bailleurs de fonds pour la bioingénierie. Pour les grandes sociétés pétrolières, la géoingénierie semble être un moyen de continuer à profiter, tout en semblant aborder la dévastation climatique qu'elle a causé. Certains des hommes les plus riches sur Terre, y compris Bill Gates et Jeff Bezos, financent la géo-ingénierie.



Parmi les stratagèmes proposés :

Captage & Stockage du carbone (CSC)

Le CSC cherche à prolonger l'extraction et la consommation des combustibles fossiles en stockant les émissions de carbone sous terre. Il n'y a aucune certitude qu'elles y resteraient (voir Captage du carbone). Une variante sur ceci, c'est le **captage, l'utilisation et le stockage du carbone (CUSC),** par lequel le dioxyde de carbone (CO_2) est capté pour servir de matière première pour la fabrication. Les émissions deviennent incorporées dans les produits et seraient éventuellement relâchées quand les produits sont incinérés ou décomposés. Le CUSC a gagné beaucoup de terrain dans les récentes législations en matière d'énergie.

Fertilisation en fer des océans

Cela signifie de déverser des particules de fer dans de grandes superficies de l'océan pour stimuler la prolifération du plancton, ce qui est supposé augmenter le montant de CO_2 absorbé par les océans. Cela courre le risque de causer des proliférations algales nuisibles, ce qui mettrait en danger la santé humaine et animale, tout en ayant un impact négatif sur les pêches.

Gestion des radiations solaires (GRS)

Les techniques GRS sont des tentatives de refléter le rayonnement solaire dans l'espace. Il y une variété de propositions, y compris l'installation de batteries de mirroirs dans l'orbite de la Terre ; injecter des sulphates dans la stratosphère ; et modifier les nuages, les plantes ou la glace pour qu'ils reflètent la lumière solaire loin de la Terre. Certains de ces concepts commencent à s'imposer dans les conversations sur le climat, financées par les grandes sociétés, et ils sont en voie de devenir des expériences concrètes. Une fois que la GRS commence, arrêter cela pourrait mener à un choc terminal, ce qui ferait monter les températures rapidement, même à des



Avons-nous réfléchi longtemps assez aux impacts des mirroirs dans l'espace ?

niveaux plus élevées que si rien n'avait été fait. La GRS ne réduit pas les niveaux de gaz à effet de serre, mais en masque temporairement les effets.

Voici un coup d'oeil rapide sur certaines des propositions GRS :

Injection d'aérosols dans la stratosphère (IAS)

L'IAS est basée sur le lancement de particules de dioxyde de souffre, ou autres matières, dans la stratosphère en utilisant des avions à réaction alimentées aux combustibles fossiles, ou autres moyens pour reproduire les effets d'une éruption volcanique.

Microbulles, microbilles, écume de mer & autres matériaux pour modifier l'albédo

Les promoteurs de cette approche veulent répandre des bulles, des billes ou de la mousse au dessus des plans d'eau et/ou sur la glace (comme dans l'Arctique) afin d'en blanchir la surface, augmentant ainsi l'albédo (la réflectivité). Selon le matériel utilisé, ces pratiques peuvent avoir des effets polluants pour la mer. Ces activités pourraient également avoir des impacts destructifs sur la subsistence et les modes de vie des communautés autochtones dans l'Arctique. En plus de ne pas affronter les causes réelles du dérèglement climatique, le déversement de ces matières dans les océans et autres plans d'eau pourrait perturber la lumière qui est nécessaire pour la vie océanique et pourrait réduire l'oxygène dans les couches supérieures de l'océan, affectant ainsi négativement la biodiversité.

Augmenter la luminosité des nuages marins (ALNM)

Par cette techique, les nuages seraient remplis d'eau salée ou de bactéries afin d'y augmenter le volume de vapeur d'eau, ce qui les rendrait plus blancs de sorte qu'ils reflèteraient encore plus le rayonnement solaire loin des océans et de la terre. Ceci pourrait causer une diminution des précipitations dans certaines parties du monde (l'Amazone) et augmenter le ruissellement dans d'autres parties du monde (les tropiques). Il est probable que l'ensemble des précipitations soit réduit, ce qui induit la question : Qui décide qui va avoir les sécheresses et qui va avoir les inondations ? De plus, des questions demeurent sans réponses à savoir de quelles manières des changements additionnels de la météo pourraient aggraver les conflits dans un monde où les changements climatiques rendent l'agriculture plus difficile. Comme toutes les techniques IAS, l'ALNM ne fait rien pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, pour faire la transition à une démocratie énergétique, ni pour aborder les causes fondamentales des changements climatiques.

Balayer de côté les droits de la personne

L'IAS ne peut pas honorer le droit au **consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause (CPCC)** de ceux qui seraient affectés, tel qu'inscrit dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DDPA) et largement soutenue par d'autres communautés vulnérables, y compris les paysans, les petits États insulaires et les communautés de première ligne dans le Nord global et dans les pays du Sud. C'est bien parce que chaque communauté et chaque personne seraient affectées par l'IAS. La nature transfrontalière et la grande échelle de l'IAS rendent le CPCC impossible et la gouvernance irréalisable. Et parce que des pays, comme les États-Unis, peuvent choisir « de faire cavalier seul » et aller de l'avant avec



Bill Gates aimerait bien « éclairer » la journée de tout le monde en illuminant les nuages marins

leurs projets de géo-ingénierie qui auraient un impact sur l'ensemble de la planète, la géo-ingénierie est intrinsèquement antidémocratique et incontrôlable. Puisque ces stratagèmes doivent être maintenus durant des périodes de temps extrêmement longues, avec des conséquences qui pourraient se manifester au fil des générations, ces propositions supposent que les structures gouvernementales et économiques seraient stables durant les 100 prochaines années ou plus. Ceci est une supposition immense, dangereuse et franchement absurde.



Avec la géo-ingénierie, nous pouvons faire pleuvoir quand nous le voulons

Les communautés de première ligne en portent le fardeau

La supposition derrière les techniques d'IAS est à l'effet que nous ne pouvons pas, ou ne voulons pas, réduire les émissions de gaz à effet de serre et mettre fin aux injustices environnementales qu'elles causent, à partir de l'extraction des combustibles fossiles jusqu'aux centrales électriques alimentées au charbon ou au gaz, jusqu'aux raffineries, aux pipelines et aux mines à déplacement de sommet. Les promoteurs de la géo-ingénierie argumentent qu'ils se préparent pour le pire des scénarios. Mais les communautés de première ligne autour du monde se trouvent déjà dans le pire des scénarios, là où l'industrie et le capital sont plus importants que le droit à de l'air pur, à de l'eau propre, à des sols sains, aux droits humains et à la justice.

Promouvoir de réelles solutions ou conserver le statu quo ?

Les géo-ingénieurs prétendent être de « vrais croyants » dans les changements climatiques, mais ils semblent plus préoccupés de maintenir le statu quo et de créer de nouveaux marchés pour leurs technologies que de promouvoir de vraies solutions. Le temps, l'argent, l'énergie et la volonté politique dépensés sur la promotion d'expériences dangereuses et spéculatives en géoingénierie sont des ressources qui seraient mieux utilisées pour une **transition équitable** vers la démocratie énergétique, une **économie régénérative** et de solides actions communautaires. Nous savons ce que nous devons faire pour aborder la crise climatique. Il nous faut une transition équitable vers une économie saine et régénérative fondée sur : l'énergie renouvelable ; l'agroécologie ; **zéro déchet** ; la protection des écosystèmes ; la souveraineté des autochtones ; les droits de la personne ; l'équité sociale ; et, garder les combustibles fossiles dans la terre. La crise et l'urgence sont réelles, mais l'urgence ne justifie pas de faux mécanismes comme la géo-ingénierie. Nous n'avons pas le temps, ni les ressources, à gaspiller sur des distractions mortelles ! Ceci s'applique à toutes les fausses solutions dans ce



livret, mais avec la géo-ingénierie il y a le risque additionnel que de l'expérimentation dangereuse puisse résulter en des conséquences horrifiques imprévues.

Les promoteurs de la géo-ingénierie tentent de forcer des expériences dangereuses sur les communautés autour du monde. À titre d'exemple, les peuples autochtones en Alaska sont menacés par une expérience sur leurs terres qui couvrirait la banquise (glace de mer) avec des microbulles de verre pour réverbérer la lumière du soleil, dans le cadre du projet « Arctic Ice ».[1] De la même façon, les pêcheurs au Chili ont constaté que les eaux dont ils dépendent sont menacées par des plans pour une expérience de fertilisation en fer des océans effectuée par la compagnie Oceaneos Environmental Solutions, Inc., qui serait supposé stimuler la croissance du phytoplancton pour séquestrer du CO_2.[2] Les impacts écologiques de ces types d'expériences sont peu connus et pourraient avoir des conséquences désastreuses à long terme.

La géo-ingénierie représente une menace potentiellement catastrophique aux droits de la personne et à l'environnement, et pourtant elle ne fait rien pour aborder les causes fondamentales des changements climatiques. En ce sens-là, c'est l'ultime fausse solution.

« Ce n'est pas la Terre… Ce sont les grandes entreprises qui transforment la planète en une machine afin de masquer les effets de leur pollution ! »

Climate Justice Alliance:
climatejusticealliance.org

ETC Group:
etcgroup.org

Geoengineering Monitor:
geoengineeringmonitor.org

Indigenous Environmental Network:
ienearth.org



CAPTAGE DU CARBONE



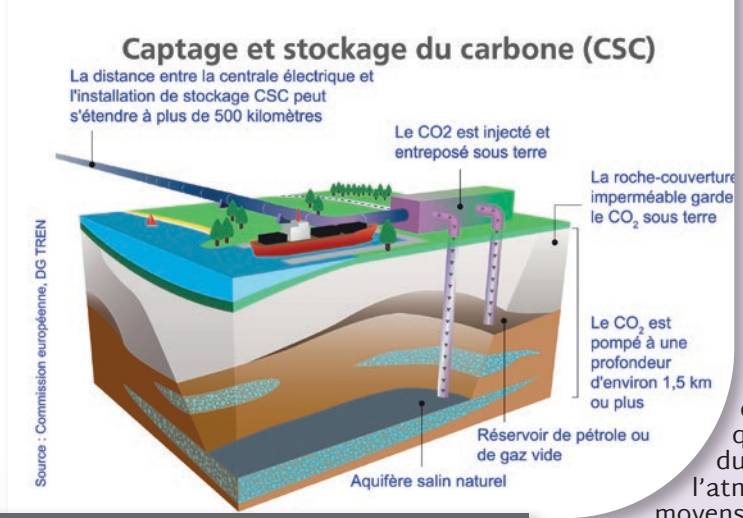
Il y a eu un récent changement vers des investissements par les gros capitaux dans la **géo-ingénierie** qui met l'accent sur le retrait et le stockage du dioxyde de carbone (CO_2). Le captage du carbone est à la base du mythe que le dioxyde de carbone puisse être retiré de la pollution ou directement de l'air et stocké, ce qui est vanté comme étant la solution miracle à la crise climatique. La première section fait état des types de captage du carbone et de leurs insuffisances, et la deuxième section fait état des arguments clés contre le captage du carbone.

Le captage du carbone prend plusieurs formes

Le captage et le stockage/séquestration du carbone (CSC) est souvent un terme fourre-tout pour le captage du carbone ; il a été déployé sous la forme de technologies utilisées pour capter les émissions de CO_2 provenant des installations de gaz naturel, des usines d'engrais, des raffineries d'éthanol et des centrales au charbon (parfois appelé « charbon propre »). Le CO_2 est ensuite comprimé en un liquide et transporté pour être stocké sous terre dans des formations géologiques.

Le CSC est ce à quoi ont fait allusion habituellement lorsqu'on parle de **récupération assistée du pétrole (RAP)**. La RAP est une technologie plus ancienne utilisée par les industries pétrolières et gazières pour injecter du CO_2 dans des dépôts souterrains de pétrole et/ou de gaz afin d'extraire plus de pétrole et de gaz. Les groupes de l'industrie prétendent qu'en utilisant le CO_2 capté des installations industrielles ou de l'atmosphère, cela fournit une solution climatique en stockant ce CO_2 sous terre.[1] Cependant, l'objectif est d'extraire plus de combustibles fossiles. Le CCS, comme la RAP, est profitable pour les industries extractives aux États-Unis par l'entremise d'un crédit d'impôt lucratif 45Q. Les corporations peuvent également vendre le CO_2 pour l'utiliser dans la RAP à profit à d'autres compagnies.[2] De plus, le CCS est un atout de relations publiques considérable pour les industries de combustibles fossiles.

Captage, utilisation et stockage du carbone (CUSC) fait allusion à une variété de technologies avec plusieurs stades encore non éprouvés et à la recherche. Le CUSC est basé sur l'idée que le CO_2 pourrait être converti en un nouveau produit qui peut être entreposé dans des matériaux fabriqués, comme du ciment et des plastiques. Cependant, un manque de certitude quant au CO_2 pouvant demeurer entreposé de manière permanente quand les matériaux se dégradent soulève des questions de permanence. Si le CO_2 étaient entreposé dans des matières comme du plastique, cela supporterait de multiples façons les industries pétrolières et gazières destructives, en plus de contribuer à la crise de pollution par les plastiques.



Tracer des voeux pieux. Voir également : faibles compétences mathématiques, déni

Bioénergie associée au captage et stockage du carbone (BECCS) est le concept douteux de brûler des granules de bois et d'en capter les émissions de CO_2, faussement appelée « technologie à émission négative » (voir Bioénergie).

Extraction directe dans l'air (EDA) est un concept essentiellement théorique qui propose d'extraire du CO_2 directement de l'atmosphère en utilisant des moyens chimiques et mécaniques. Cela exigerait de déployer des machines de captage du carbone sur une grande échelle, en utilisant de vastes montants d'énergie et de ressources ; le problème reste à savoir où stocker tout le carbone qui est capté.[3]

Toutes ces itérations de captage de carbone permettent que l'extraction et la combustion de combustibles fossiles puissent continuer à un rythme soutenu, ce qui affecte les communautés en matière de justice environnementale, détruisant la biodiversité et causant des changements climatiques.

Le captage du carbone ne sera jamais une solution réelle

Des fonds publics pour des gains privés : Pendant des décennies, la promesse de captage du carbone ne s'est jamais concrétisée. Et pourtant, les gouvernements continuent à verser l'argent des contribuables dans la recherche et le développement de ces technologies, argent qui pourrait être autrement utilisé pour une **transition équitable** renouvelable et fondée sur la communauté. En bout de ligne, c'est le secteur privé qui profite de ces fonds publics. À titre d'exemple, aux États-Unis, le deuxième plan de relance Covid-19 a prolongé le crédit d'impôt 45Q pour les compagnies captant du carbone et il incluait 2 milliards de dollars américains pour financer six projets de captage du carbone : quatre d'entre eux pour la RAP et d'autres pour financer une usine d'acier et de ciment.[4]

Pénalité énergétique : Le captage des émissions de CO_2 est techniquement difficile et exige un gros montant d'énergie. Cela veut dire qu'une centrale électrique au charbon ou au gaz va brûler plus de combustible pour produire le même montant d'énergie. Cela signifie plus d'extraction minière, plus de **fracturation**, plus d'abattage de forêts pour la biomasse, plus de différentes formes de pollution des centrales électriques (dioxyde d'azote, dioxyde de soufre, particules, mercure, etc.), et plus de dommages sociaux et environnementaux causés par l'extraction ; tout cela sans produire aucune énergie additonnelle.



Demande en infrastructure : Une fois que le carbone est pressurisé et transporté par pipelines à des endroits pour être pompé dans des puits ou dans des formations géologiques souterraines pour un stockage (théorique). Des quantités massives d'infrastructures seraient requises.

Fiabilité non vérifiée du stockage : Il n'existe aucune base solide pour supposer que le CO_2 injecté sous terre va y rester. Lorsque le CO_2 est utilisé pour la RAP, on suppose qu'une portion va rester sous terre et que le reste va remonter à la surface avec le pétrole. En théorie, ce CO_2 pourrait être séparé du pétrole et réinjecté sous terre.

Les puits de pétrole non recouverts et abandonnés sont éparpillés autour du monde et laissent s'échapper une variété de gaz. Lorsque le CO_2 est pompé dans ces puits, qui sont souvent non isolés l'un de l'autre sous terre, il peut s'échapper d'ouvertures adjacentes de manières imprévisibles.



Le captage et la séquestration du carbone sont un outil puissant pour capturer des fonds publics venus de l'air et les entreposer en toute sécurité dans les comptes bancaires des sociétés.

Suite à l'injection de CO_2 pour la RAP dans le champ pétrolifère de Salt Creek, dans le Wyoming, des fuites de CO_2 furent trouvées dans différents endroits. En 2016, une école avoisinante fut fermée après que du CO_2 et autres gaz toxiques se soient échappés dans l'école.[5] Lorsqu'il est concentré, le CO_2 est mortel. Une fuite catastrophique endommagerait le climat en plus d'être mortel. Mais plusieurs petites fuites provenant des puits et des infrastructures peuvent également causer des ravages. Très peu de surveillance est mandatée aux sites d'injection. ExxonMobil et d'autres sociétés pétrolières ont fait pression sans cesse pour s'assurer que les exigences en matière de surveillance soient autant minimes que possible.

Le mythe du captage du carbone a permis aux industries de combustibles fossiles de continuer à cracher des émissions et de la pollution, en dépit des conséquences sur le climat, l'environnement et la justice environnementale.

Biofuelwatch: biofuelwatch.org.uk

ETC Group: etcgroup.org

Indigenous Environmental Network: ienearth.org, co2colonialism.org





SOLUTIONS RÉELLES
POUR LA JUSTICE CLIMATIQUE

Les causes fondamentales des changements climatiques sont multidimensionnelles et intersectionnelles : c'est-à-dire, l'extraction des ressources à un rythme qui excède les limites naturelles des systèmes terrestres, effectuée par des économies coloniales qui donnent des profits à quelques-uns et les coûts aux autres. De vraies solutions doivent être adaptées pour aborder les causes profondes, en plus d'être démontrées par l'entremise d'une pratique fondée sur des principes, pour qu'elles puissent fonctionner. Pour un avenir de **justice climatique**, nous devons aller au delà des cibles de carbone (que ce soit en parties par million ou en pourcentage d'émissions), parce que de telles cibles renforcent un paradigme **réductioniste du carbone**, qui a fait surface suite au discours scientifique eurocentrique et aux cadres fondés sur les marchés qui évitent d'aborder les causes fondamentales des changements climatiques.

S'attaquer aux causes fondamentales signifie qu'il faut travailler avec la diversité de besoins vitaux locaux et les ressources disponibles au lieu de chercher des solutions « toutes faites » centralisées. Examiner ces causes profondes nous permet de comprendre comment la réduction des besoins en carbone doit être associée aux efforts d'éliminer la pollution toxique, la destruction de la biodiversité et des cultures, le vol et la colonisation des terres, la militarisation et les gouvernement autoritaires, la pauvreté racialisée et genrée, ainsi que la violence. Affronter les causes profondes exige de nous d'aller en profondeur localement, soit de prioriser les initiatives menées et conçues localement ; ensuite, diversifier de sorte à faciliter les réseaux translocaux de co-libération, avant de penser à faire une mise à niveau d'une manière vraiment démocratique et percutante.

De vraies solutions aux changements climatiques doivent :

1. Être guidées par des pratiques fondées sur des principes
2. Être guidées par le savoir traditionnel autochtone, l'expérience axée sur le milieu et la science d'intérêt public
3. Être holistique en attaquant tous les dommages écologiques et sociaux entrelacés
4. Remplacer les économies axées sur la cupidité par des économies qui répondent aux besoins écologiques et humains
5. Faire avancer une démocratie profonde, directe et participatoire ancrée dans l'autodétermination locale
6. Être centrées sur le leadership et les besoins de ceux les plus endommagés présentement et historiquement

1. De vraies solutions doivent être guidées par une pratique fondée sur des principes.

De vraies solutions doivent être guidées par des principes, tels que la justice environnementale (JE),[1] **une transition équitable**,[2] l'organisation démocratique et la démocratie énergétique[3,4] qui ont été énoncées et approuvées par des mouvements environnementaux populaires autour du monde. En offrant des directives intersectionnelles pour un changement transformateur, ces principes nous aident à déterminer des parcours « justes » permettant à la fois de « décarboniser l'économie » et réduire d'autres formes de dommages environnementaux qui ont historiquement accablé démesurément les communautés opprimées. Ces principes aident à guider des stratégies et des solutions climatiques qui s'affranchissent des obstacles créés par la culture de la suprématie blanche, par la pensée réductioniste et par les idéologies **néolibérales** qui nous égarent. En plus de ces principes des mouvements, des solutions climatiques crédibles doivent adhérer au **principe de précaution**,[5] avant tout essai et application sur le terrain. Bien que les lobbyistes salariés pour le compte des entreprises critiquent souvent l'approche de précaution comme étant un « obstacle au progrès », cette directive basée sur la science devrait être appliquée à toutes nouvelles innovations, technologies et pratiques qui ne sont pas ancrées dans le savoir traditionnel autochtone et l'expérience écologique locale.

Exemples :

Une valeur essentielle dans l'ensemble de ces principes, c'est « rien à propos de nous, sans nous » ou bien « centrer les voix, les besoins et le leadership de ceux qui sont les plus directement et durement touchés. »[6] Les principes de la « recherche-action participative » (RAP) ont été développés par des mouvements et leurs alliés universitaires autour du monde,[7] avec leurs propres ensembles de principes pour guider la recherche et l'étude de solutions locales appropriées se centrant sur les voix de ceux endommagés.

Un des premiers exemples de la RAP, ce sont les « Barefoot Colleges » (collèges aux pieds nus) qui sont nés du combat de l'Asie du Sud contre le régime colonial britannique, avec la croyance que ceux qui étaient les plus opprimés historiquement avaient besoin de l'appui d'institutions d'études et de recherche adaptés à leurs savoirs traditionnels et de centrer leur droit à l'autodétermination. Après 50 ans d'expérience en Inde, le modèle du « barefoot college » s'est répandu dans plus de 1300 villages en Asie, en Afrique et en Amérique latine.[8]



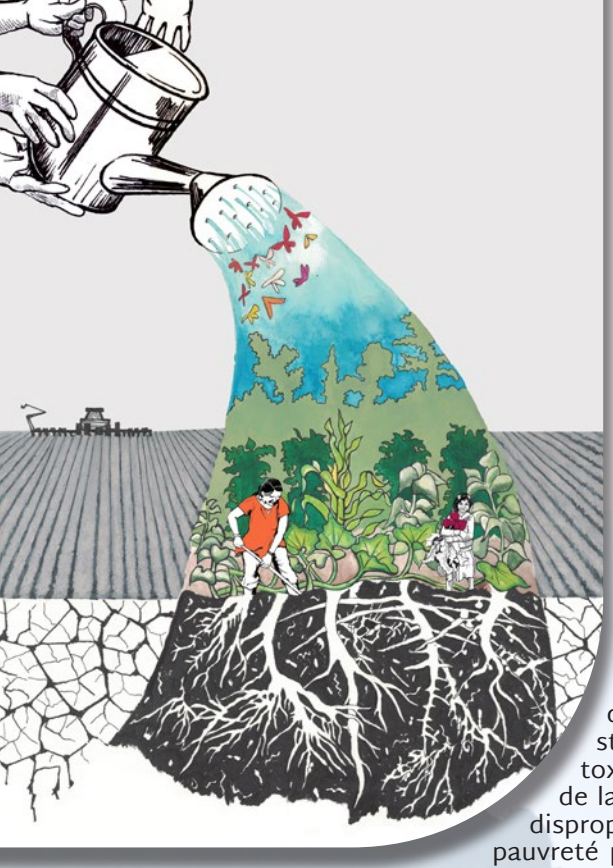
Ces principes aident à guider des stratégies et des solutions climatiques qui s'affranchissent des obstacles créés par la culture de la suprématie blanche, par la pensée réductioniste et par les idéologies néolibérales qui nous égarent.

2. De vraies solutions doivent être guidées par le savoir traditionnel autochtone, l'expérience axée sur le milieu et la science d'intérêt public.

Afin d'être en mesure de regarder vers l'avenir pour y trouver quelles solutions sont les plus bénéfiques, les moins nuisibles, les plus durables et équitables, il nous faut compter sur les connaissances historiques et sur les mémoires vivantes les plus anciennes de l'humanité pour comment savoir comment vivre en harmonie, en équilibre et en réciprocité avec la Terre et tous ses enfants. Centrer les **connaissances tradionnelles autochtones**, la sagesse et les valeurs locales nous permet d'avoir la meilleure ligne de vision pour faire face aux tempêtes, aux inondations, aux incendies, aux sécheresses et aux maladies qui s'en viennent.[9] Tenant compte que dans plusieurs parties du monde le régime colonial a tenté d'effacer les peuples autochtones et leurs systèmes de savoir, il faudra parfois nous tourner vers les cultures des pionniers et des migrants qui ont cultivé des pratiques de subsistance ancrées dans l'écologie locale. Il nous faudra apprendre de ces pratiques pour constuire des **économies régénératives** vivantes dont le but est de guérir, de restaurer et de revitaliser nos relations avec toute vie. En plus de la sagesse axée sur le milieu des peuples autochtones et non autochtones, de vraies solutions doivent être guidées par la recherche et la science crédibles d'intérêt public, c'est-à-dire une science qui fait l'objet d'une forte surveillance publique et qui est financée par les deniers publics (non pas influencée par les dollars des grandes sociétés). Finalement, afin d'être alignés avec une transition équitable, tous les états coloniaux doivent demander l'approbation du leadership, de la gouvernance territoriale et de la sagesse des peuples autochtones pour toutes les stratégies climatiques. Et là où le **consentement libre, préalable et éclairé (CLPE)** est appliqué comme cadre pour obtenir un tel consentement, tous les protocoles et les processus CLPE devraient être déterminés par le leadership de chaque nation autochtone.

Exemples :

Pour les peuples autochtones et les fermiers paysans, l'agroécologie et la **souveraineté alimentaire** sont des stratégies essentielles pour réduire les émissions et atteindre la justice sociale.[10] La souveraineté alimentaire autochtone est un cadre holistique qui va au delà des dommages causés par l'agriculture industrielle, productiviste et marchandisée, ainsi qu'au delà des limites de l'agriculture coloniale et de peuplement, afin d'appuyer les pratiques régénératives de la pêche, de la chasse, de la cueillette et de l'agriculture fondées sur les connaissances traditionnelles autochtones de sorte à répondre aux besoins alimentaires, médicinaux et culturels, tout en protégeant et restaurant les écosystèmes qui fournissent tout cela.[11]



De renverser la désertification attribuable aux humains autour du monde,[12] jusqu'à la restauration des systèmes aquatiques et de l'habitat faunique, les pratiques autochtones d'utilisation des terres sont cruciales pour restaurer l'équilibre entre le carbone atmosphérique et biotique.[13, 14, 15] Alors que les agences internationales d'intervention en cas de catastrophes continuent à échouer à confronter l'ampleur et l'intensité du chaos climatique, on reconnaît de plus en plus qu'il nous faut les connaissances traditionnelles autochtones pour combattre les incendies, les inondations et les sécheresses.[16]

3. De vraies solutions doivent être holistiques en attaquant les dommages écologiques entrelacés. Tous les efforts pour réduire les émissions de gaz à effet de serre doivent être associés à des stratégies pour réduire les co-polluants toxiques, les déchets et la destruction de la biodiversité, ainsi que les fardeaux disproportionnés de la pollution et de la pauvreté portés par les communautés noires, brunes, autochtones, migrantes et pauvres autour du monde. Les vraies solutions doivent : être guidées par nos relations réciproques avec toute vie ; être alignées avec la restauration des écosystèmes et des espèces affectés par l'économie extractive mondiale ; restaurer la santé et le bien-être de toutes les espèces dont nous dépendons.

La crise climatique ne peut pas être abordée sans jauger les efforts de « décarbonisation » par leurs capacités de détoxifier, démarchandiser, désembourgeoiser, décentraliser, **décoloniser** et démocratiser nos économies. Une telle approche intégrée fait en sorte que la réduction des dommages dans un aspect de n'importe-quel processus ne va pas aggraver les fardeaux dans un autre. En tant que telles, les vraies solutions doivent être holistiques en examinant les cycles de vie du carbone dans un contexte plus vaste de tous les dommages associés ; c.-à-d., la prolifération des plastiques dans nos océans, l'épuisement des nutriments dans les sols et un taux de mortalité élevé dû à la COVID-19 dans les communautés défavorisées en matière de justice environnementale à cause des fardeaux disproportionés de pollution industrielle qu'elles subissent.

Exemples :
Zéro déchet : Dans la nature, il n'existe rien qui soit un déchet. Cela explique les efforts pour créer des systèmes à zéro déchet pour réduire, réutiliser, recycler et composter les déchets dans nos cités et nos villages afin d'alléger l'empreinte humaine de différentes manières : de réduire de manière importante la charge climatique et les charges de polluants toxiques, en allant jusqu'à la relocalisation de l'économie tout en créant des millions de nouveaux emplois et de justes moyens de transition pour les communautés les plus pauvres.[17] Les stratégies de zéro déchet, qui évitent de brûler ou d'enterrer les déchets, sont l'une des manières les plus abordables pour que les villes et les communautés fassent la transition vers des économies locales et contrôlées par les communautés.[18]

Transports en commun : La source d'émissions de gaz à effet de serre qui augmente le plus rapidement à l'échelle mondiale est le secteur des transports et plus de 72 % de ces émissions viennent des voyages par route.[19] En relocalisant le transport et en réaffectant les subventions antérieurement accordées pour les combustibles fossiles afin de répondre aux besoins humains essentiels, tels que le logement et les soins de santé, beaucoup plus d'emplois peuvent être créés avec bien moins de pollution qu'avec le statu quo. Parmi les exemples novateurs de solutions pour les transports, on retrouve la conception de villes marchables[20] comme le district de Vauban, à Fribourg, en Allemagne,[21] les campagnes d'organisation communautaire, telles que la « Los Angeles Bus Riders Union », le « Strategy Center » et leurs alliés pour amener la « LA Mass Transit Authority » (MTA) vers les objectifs de transports intersectionnels : « *Free Public Transportation » (transports en commun gratuits), « No Police on MTA Buses and Trains » (aucun policier sur les autobus et les trains de la MTA), aussi « Ending MTA Attacks on Black Passengers » (mettre fin aux attaques contre les passagers noirs de la MTA), « No Police in the LAUSD Schools » (aucun policier dans les écoles LAUSD), ainsi que le « No Cars in L.A. »* [22] *(aucune auto à L.A.).*

Tout en cherchant à réaffecter les centaines de milliards en subventions présentement accordées au secteur pétrolier et gazier, il nous faut aussi aborder les billions dépensés sur l'industrie de la guerre. Bien qu'il y ait peu d'exemples des efforts pour démilitariser l'économie extractive mondiale, des campagnes comme « About Face - Veterans against War » (Volte-face – Vétérans contre la guerre) reconnaissent que si l'on donnait une nouvelle vocation à des centaines de milliers de jeunes gens, au lieu de servir les intérêts des sociétés de combustibles fossiles ils répondraient plutôt aux besoins humanitaires, ce qui épargnerait des vies et réduirait de grandes quantités de carbone atmosphérique.[23]

4. De vraies solutions doivent remplacer les économies axées sur la cupidité par des économies qui répondent aux besoins écologiques et humains.
Afin d'être efficaces pour ainsi faire, de vraies solutions doivent faire partie d'une suite de stratégies de transition équitable qui nous amènent vers des économies locales et régénératives guidées par la bienveillance, le partage, la solidarité et l'aide mutuelle.[24, 25] Il existe des milliers d'expérimentations actives autour du monde qui offrent des leçons émergentes des efforts pour bâtir une solidarité et une économie féministe, qu'il s'agissen de la Banque de temps et l'aide à l'investissement communautaire trans-local jusqu'aux fédérations de coopératives de travailleurs, tel que Mondragon, dans la région Basque, en Espagne.[26]

Souvent, les meilleurs endroits où trouver de telles analyses holistiques se trouvent aux intersections des anciens combats au sein des communautés les plus pauvres et marginalisées, là où les gens continuent à se battre contre la pauvreté racialisée, les guerres pour les ressources, la migration forcée, ainsi que les assauts par les ouragans, les incendies de forêt et les maladies. Ces intersections sont là où les « expériences vécues » guident les stratégies les plus sophistiquées pour démanteler les multiples facettes du régime colonial, alors que les communautés et les travailleurs conçoivent et bâtissent de nouveaux systèmes adaptés pour répondre à leurs besoins.

Exemples :
Tierra Y Libertad – une coopérative agraire autochtone dans le Nord-Ouest du Pacifique incarne une vision d'organiser une économie solidaire qui sert au lancement de d'autres projets de coopératives dirigées par les familles de travailleurs agricoles autochtones



et migrants. Cela crée des moyens de résilience pour les droits fonciers, la justice pour les migrants, les aliments sains, la restauration des écosystèmes et les coopératives de travailleurs ; tout ça brise les chaines entrelacées de l'exploitation par le travail, de l'impérialisme frontalier, de la suprématie blanche et du racisme environnemental.[27]

L'un des plus vastes complexes de jardinage urbain aux États-Unis a été auto-organisé par des communautés ouvrières noires aux premières lignes de l'insécurité alimentaire, de l'effondrement économique et du racisme environnemental. Le Detroit Black Community Food Security Network (réseau de sécurité alimentaire de la communauté noire de Détroit) sert d'espace où de multiples coopératives et collectifs d'agriculture communautaire et alimentaire se rassemblent pour cultiver une vision transformative du changement, tout en formant les générations futures pour l'organiser.[28]

5. De vraies solutions doivent faire avancer une démocratie profonde, directe et participatoire ancrée dans l'autodétermination locale.

De vraies solutions doivent être démocratiquement déterminées et gouvernées localement, incluant le leadership collectif des communautés et des travailleurs historiquement les plus endommagés et affectés par l'économie extractive.

Alors que les politiques néolibérales sont basées sur la prémisse idéologique que les grandes sociétés ont à cœur les meilleurs intérêts des gens et de l'environnement, de fait, ces sociétés sont actuellement comme des machines qui seront toujours guidées par leur motif pour le profit. Toutes vraies solutions doivent : être alignées de sorte à restreindre le pouvoir et l'influence des grandes sociétés ; éliminer leur influence sur les domaines de politiques néolibérales qui font la promotion de fausses solutions ; prioriser une vision démocratique locale, les besoins essentiels de tout le monde et retourner ce qui est dû à ceux les plus endommagés historiquement. Au fil du temps, il nous faut bâtir des modèles de gouvernance plus démocratiques qui remplacent les concentrations actuelles des richesses et l'influence des grandes sociétés avec des outils qui approfondissent la démocratie, telles que la budgétisation participative et l'élaboration des politiques fondée sur la participation.[29]

Tout comme l'énergie communautaire, zéro déchet et l'agriculture soutenue par la communauté,[30, 31] il existe plusieurs modèles pour la relocalisation économique qui s'alignent avec une gouvernance démocratique élargie et plus profonde, et avec l'autodétermination des communautés.

Les femmes ont cultivé les pratiques communautaires de première ligne en matière de guérison et de justice transformatrice depuis maintenant plusieurs décennies, loin de la police, des prisons et autres institutions de violence vers des systèmes de bienveillance, de partage et de guérison.

Exemples :
Le mouvement étudiant « Sunflower » à Taiwan a mené une démonstration massive en 2014, occupant le parlement de ce pays afin d'empêcher leur gouvernement de signer un accord commercial avec la Chine. De sorte à activer une démocratie directe, les étudiants ont développé une plateforme en ligne qui engageait l'opinion populaire sur la rue et ils ont bâti un consensus populaire et de masse pour façonner les accords commerciaux et de services en question. Cette initiative populaire très fructueuse a mené à d'autres délibérations publiques qui ont aidé à façonner la politique nucléaire de Taiwan et sa réforme constitutionnelle.[32]

Aux États-Unis, les groupes communautaires pour la justice environnementale se sont organisés pour forcer leurs gouvernements locaux de s'éloigner des monopoles par les grandes sociétés de services publics en faveur des installations d'énergie renouvelables communautaires et exploitées en coopérative, comme « Sunset Park Solar » à Brooklyn, New York.[33]

6. De vraies solutions doivent être centrées sur le leadership et les besoins de ceux les plus endommagés présentement et historiquement.

Ceux dont la richesse continue à causer des dommages doivent une dette historique aux communautés qui continuent à être les premières et les plus endommagées à la fois par les changements climatiques, ainsi que par les systèmes économiques causant les changements climatiques. Le génocide des peuples autochtones, la traite transatlantique des esclaves, le féminicide des femmes dirigeantes par les religions patriarcales et le vol mondialisé des terres, du travail et des vies par les empires coloniaux ont tous causé de grandes disparités en matière de richesse qui existent autour du monde de nos jours. Ce dommage historique a également aidé à créer les systèmes économiques à l'origine des changements climatiques. Notre capacité d'aborder le chaos climatique va dépendre sur comment bien nous sommes capables de réparer de tels dommages et redistribuer les ressources volées aux communautés aux premières lignes de cette crise.



Heureusement, ces communautés sont souvent les mieux équipées pour en assurer le leadership et elles ont cultivé de réelles solutions en :

1. *Investissant dans l'organisation populaire et de première ligne qui bâtit notre pouvoir, qui améliore les conditions dans nos communautés et qui empêche les grandes sociétés qui causent des perturbations dans nos arrières-cours ;*
2. *Priorisant l'action localisée pour bâtir les communautés résilientes, les alternatives économiques et les infrastructures dont nous avons besoin pour affronter les tempêtes ; et,*
3. *Appuyant la solidarité avec les mouvements populaires autour du monde pour lier les luttes et partager les politiques, les stratégies et les ressources à l'échelle trans-locale.*[34]

Ces parcours stratégiques nous permettent d'attaquer les fardeaux et les avantages disproportionnés subis par les communautés historiquement opprimées partout.

Exemples :
L'une des meilleures voies pour simultanément protéger la biodiversité, décoloniser nos économies et atténuer le chaos climatique, c'est que les états colonialistes redonnent leurs terres aux nations autochtones et aux communautés tribales qui sont les mieux équipées pour nous mener dans la restauration des écosystèmes naturels et de l'équilibre élémental qui va soutenir nos enfants au cours des prochaines années.[35]

Une piste de solution qui a fait surface avec le « Mouvement pour la vie des Noirs » qui s'est levé contre la violence par la police et dans les prisons à travers les États-Unis, c'est celui de #DefundThePolice (supprimez le financement de la police), où les budgets gonflés des forces policières fortement militarisées sont maintenant examinés dans des douzaines de cités, pour voir où les milliards de fonds publics peuvent être libérés afin de payer pour les besoins essentiels des communautés, comme les soins de santé, le logement et une réelle protection.[36] Bien que dirigée par une vision à long terme de l'abolition de la police, certaines campagnes locales ont fait de grands pas pour détourner les fonds, comme à Austin, où les sommes coupées du budget de la police seront utilisés pour convertir un hôtel en du logement pour la population itinérante de cette ville.[37]

#Homes4All (foyers pour tous) est une stratégie essentielle pour déballer plusieurs avenues intersectionnelles afin de démanteler l'oppression systèmique et atténuer les changements climatiques. L'une des facettes les plus évidentes est que de chauffer les maisons consomme un gros montant d'énergie à cause de la dépendance sur le chauffage électro-mécanique (actif).[38] Des exemples de chauffage et de refroidissement passifs qui font un usage intelligent de la conception des bâtiments et des matériaux sans l'utilisation de combustibles fossiles sont abondants dans plusieurs sociétés autochtones et adaptées au milieu,[39] tels que les hogans de la nation Navajo (Dinetah) dans le Sud-Ouest des États-Unis,[40] ainsi qu'en remontant plusieurs siècles aux cultures telles que la Civilisation de la vallée de l'Indus.[41] Comme plusieurs communautés autochtones, l'empiètement de leurs terres par les industries





minières du charbon, de l'uranium et autres industries extractives ont laissé la nation Navajo à court de logement, d'eau et de soins de santé, les exposants ainsi à des impacts de santé environnementaux disproportionnés reliés aux maladies pulmonaires, à l'asthme, au cancer et à la COVID-19.[42] De plus en plus, les sociétés deviennent conscientes que d'aborder la crise de l'itinérance en premier lieu sert comme mesure de prévention pour d'autres crises reliées à la pauvreté, telles que la maladie mentale, la faim et l'addiction. En Finlande, le programme « Housing First » a montré la voie dans la réduction de l'itinérance parmi les nations membres de l'Union européenne en donnant un logement permanent aux itinérants comme première étape d'intervention.[43]

Finalement, en cherchant à centrer le leadership et restaurer la santé de ceux les plus historiquement endommagés, il nous faut reconnaître que la destruction des systèmes biologiques complexes et merveilleux de notre Mère nourricière est directement liée au féminicide, à la misogynie et aux systèmes patriarcaux d'oppression auxquels les femmes, les bispirituels, les transgenres, les gens non binaires continuent à faire face autour du monde. Si nous voulons réussir à façonner des pistes pour les générations futures de sorte à survivre cette crise écologique mondiale, il nous faut embrasser le leadership des femmes, des bispirituels, des transgenres et des gens non binaires dans l'ensemble de nos mouvements.

Les femmes ont cultivé les pratiques communautaires de première ligne en matière de guérison et de justice transformatrice depuis maintenant plusieurs décennies, loin de la police, des prisons et autres institutions de violence vers des systèmes de bienveillance, de partage et de guérison. Les cercles Nari Adalats (cercles de justice des femmes) en Inde sont des exemples excellents d'un tel éloignement des mesures carcérales et punitives pour aborder la violence sexiste,[44] et la « Berta Caceres International Feminist Organizing School » (école internationale d'organisation féministe) est un nouveau projet inspirant qui cultive un nouveau leadership afin de guider une transition équitable s'éloignant de la destruction de la vie vers une économie féministe pluraliste.[45]

Alliance for Food Sovereignty in Africa: afsafrica.org
Global Tapestry of Alternatives: globaltapestryofalternatives.org
La Via Campesina: viacampesina.org
Trade Unions for Energy Democracy: unionsforenergydemocracy.org
World March of Women: marchemondiale.org

NOTES DE FIN DE TEXTE

INTRODUCTION

1 Les mouvements pour la justice climatique autour du monde appuient la vision du monde des peuples autochtones que la Terre est une Mère commune pour toutes les créatures vivantes et sensibles. Cet appui fut ratifié par les mouvements mondiaux et les ONG alliées par la signature du Protocole de Cochabamba : Accord des peuples sur les changements climatiques et les droits de la Terre-Mère, lors de la Conférence populaire mondiale sur les changements climatiques de 2010, en Bolivie : https://madre.org/press-publications/statement/cochabamba-protocol-peoples-agreement-climate-change-and-rights-mother

2 McDonnell, T. (2020, 17 novembre). Jeff Bezos est maintenant le plus gros donateur pour l'activisme climatique – et cela est un problème. Quartz. https://qz.com/1934403/bezos-earth-fund-makes-him-the-biggest-climate-activist-backer/

3 Chowdhury, O.R. (2012, 8 août). "Green" Economy, greed economy. Counter Currents.

TARIFICATION DU CARBONE

1 Gilbertson, T. (2017). Carbon pricing: A critical perspective for community resistance. Indigenous Environmental Network and Climate Justice Alliance. https://co2colonialism.org/wp-content/uploads/2019/11/Carbon-Pricing-A-Critical-Perspective-for-Community-Resistance-Online-Version.pdf

2 Ajani, J. I., Keith, H., Blakers, M., Mackey, B. G., & King, H. P. (2013). Comprehensive carbon stock and flow accounting: a national framework to support climate change mitigation policy. Ecological Economics, 89, 61-72. https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2013.01.010

3 Friends of the Earth International. (2021). Chasing carbon unicorns. https://foei.org/resources/publications/chasing-carbon-unicorns-carbon-markets-net-zero-report

4 McAfee, K. (2016). Green economy and carbon markets for conservation and development: a critical view. International Environmental Agreements: Politics, Law and Economics, 16(3), 333-353. https://doi.org/10.1007/s10784-015-9295-4

5 Carbon Trade Watch and Indigenous Environmental Network (2010). No REDD, a reader. https://wrm.org.uy/wp-content/uploads/2013/04/REDDreaderEN.pdf

6 Irfan, U. (2018, October 18). Exxon is lobbying for a carbon tax. There is, obviously, a catch. Vox. https://vox.com/2018/10/18/17983866/climate-change-exxon-carbon-tax-lawsuit

7 Gilbertson, T. (2021). Financialization of nature and climate change policy: Implications for mining-impacted Afro-Colombian communities. Community Development Journal, 56(1), 21-38. https://doi.org/10.1093/cdj/bsaa052

8 Observation personnelle par l'un des auteurs à la Conférence des parties (COP) 25 de la CCNUCC, à Madrid, en Espagne.

SFN (ACRONYME DE « SOLUTIONS FONDÉES SUR LA NATURE »)

1 IPCC. (2014). Contribution of Working Group III to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change.

2 ETC Group. (2017). Who Will Feed Us?: The Peasant Food Web versus the Industrial Food Chain. https://etcgroup.org/sites/www.etcgroup.org/files/files/etc-whowillfeedus-english-webshare.pdf

3 GRAIN. (2016). How the industrial food system contributes to the climate crisis. In The great climate robbery (pp. 2–7). New Internationalist. https://grain.org/en/article/5354-the-great-climate-robbery.

4 CCFD-Terre Solidaire and Confédération Paysanne. (2016). Our land is worth more than carbon. https://eurovia.org/cop-22-our-land-is-worth-more-than-carbon/

5 Parnell, J. (2020, August 3). Shell's carbon offset business makes its first acquisition. Gtm. https://greentechmedia.com/articles/read/shell-makes-first-acquisition-for-carbon-offset-business-unit

6 FAO. (2020). Global Livestock Environmental Assessment Model (GLEAM). Accessed 13 Jan 21. http://fao.org/gleam/results/en/

7 ETC Group. (2017). Who Will Feed Us?: The Peasant Food Web versus the Industrial Food Chain. https://www.etcgroup.org/sites/www.etcgroup.org/files/files/etc-whowillfeedus-english-webshare.pdf

BIOÉNERGIE

1 Booth, M.S. (2014). Trees, trash, and toxics: How biomass energy has become the new coal. Partnership for Policy Integrity. http://pfpi.net/wp-content/uploads/2014/04/PFPI-Biomass-is-the-New-Coal-April-2-2014.pdf

2 Reducing Emissions from Deforestation and forest Degradation is a controversial UN forest offset program. See redd-monitor.org for more information.

GAZ NATUREL

1 Stockman, L. (2019). Burning the gas 'bridge fuel' myth: Why gas is not clean, cheap, or necessary. Oil Change International. http://priceofoil.org/content/uploads/2019/05/gasBridgeMyth_web-FINAL.pdf

2 Schade, G.W. (2020, July 29). Routine gas flaring is wasteful, polluting and unmeasured. The Conversation. https://theconversation.com/routine-gas-flaring-is-wasteful-polluting-and-undermeasured-139956

3 Swanson, C., & Levin, A. (2020). Sailing to nowhere: Liquefied natural gas is not an effective climate strategy. Natural Resources Defense Council. https://nrdc.org/sites/default/files/sailing-nowhere-liquefied-natural-gas-report.pdf

4 Kelly, S. (2018, October 28). Why plans to turn America's rust belt into a new plastics belt are bad news for the climate. Desmog. https://desmogblog.com/2018/10/28/petrochemical-industry-america-rust-belt-plastics-fracking-climate

5 Dalberg Advisors, de Wit, W., & Bigaud, N. (2019). No plastic in nature: Assessing plastic ingestion from nature to people. WWF. http://awsassets.panda.org/downloads/plastic_ingestion_press_singles.pdf

6 Lebreton, L., Slat, B., Ferrari, F., Sainte-Rose, B., Aitken, J., Marthouse, R., Hajbane, S., Cunsolo, S., Schwarz, A., Leviver, A., Noble, K., Debeljak, P., Maral, H., Schoeneich-Argent, R., Brambini, R., & Reisser, J. (2018). Evidence that the Great Pacific Garbage Patch is rapidly accumulating plastic. Scientific Reports, 8(1), 1-15. https://doi.org/10.1038/s41598-018-22939-w

7 World Economic Forum. (2016). The New Plastics Economy: Rethinking the future of plastics. http://www3.weforum.org/docs/WEF_The_New_Plastics_Economy.pdf

8 Kalamaras, C. M., & Efstathiou, A. M. (2013). Hydrogen production technologies: current state and future developments. Conference Papers in Science, 2013. https://doi.org/10.1155/2013/690627

9 IEA (2020). Methane Tracker 2020. International Energy Association. Retrieved February 15, 2021, from https://iea.org/reports/methane-tracker-2020

HYDROGÈNE

1 U.S. Department of Energy. (n.d.). Hydrogen production: Natural gas reforming. http://energy.gov/eere/fuelcells/hydrogen-production-natural-gas-reforming

2 Romm, J. J. (2004). The hype about hydrogen: Fact and fiction in the race to save the climate. Island Press.

GAZ D'ENFOUISSEMENT

1 Global Methane Initiative. (n.d.). Global methane emissions and mitigation opportunities. http://globalmethane.org/documents/analysis_fs_en.pdf

2 U.S. Energy Information Administration. (2011, March 31). Greenhouse gas emissions - methane emissions. http://eia.gov/environment/emissions/ghg_report/ghg_methane.php

3 Mutch, R. D., Mahony, J. D., Paquin, P. R., & Cleary, J. (2007). A study of tritium in municipal solid waste leachate and gas. Proceedings of the Water Environment Federation, 6, 283-295. http://doi.org/10.2175/193864707786542625

4 Energy Justice Network. (2018, July) Methane's global warming potential (number of times worse than CO2). http://energyjustice.net/naturalgas#GWP

5 West Coast Climate and Materials Management Forum. (n.d.). Gas capture rates: Uncertainty involving landfill gas emissions. http://westcoastclimateforum.com/content/gas-capture-rates-uncertainty-involving-landfill-gas-emissions

6 Electronic Code of Federal Regulations. (2021, February 25). Table HH-3 to subpart HH of part 98—Landfill gas collection efficiencies. http://ecfr.gov/cgi-bin/retrieveECFR?gp=&SID=765d2acc0741856732928caf2dd0d49e&mc=true&n=sp40.23.98.hh&r=SUBPART&ty=HTML#ap40.23.98_1348.3

7 Witynski, M. (2019, July 12). Disputed ground: The future of landfill gas-to-energy. Waste Dive. http://wastedive.com/news/disputed-ground-the-future-of-landfill-gas-to-energy/557706/

8 Energy Justice Network. (2020, September) Landfill gas-to-energy: Toxic and bad for the climate… Not green or renewable. http://energyjustice.net/lfg

9 Lewis-Michl, E.L., Kallenbach, L.R., Geary, N.S., Melius, J.M., Ju, C.L., Orr, M.F., & Forand, F.P. (1998). Investigation of cancer incidence and residence near 38 landfills with soil gas migration conditions: New York State, 1980-1989. New York State Department of Health, Division of Occupational Health and Environmental Epidemiology, Bureau of Environmental and Occupational Epidemiology. http://energyjustice.net/files/lfg/nys-cancer.pdf

10 Caponi, F. R., Wheless, E., & Frediani, D. (1998). Dioxin and furan emissions from landfill gas-fired combustion units. County Sanitation Districts of Los Angeles County. http://energyjustice.net/files/lfg/LFG-caponi.pdf

11 Kolker, K. (2019, April 4). Lifting yard waste ban may help landfill gas be greener. MLive. http://mlive.com/grpress/2008/06/lifting_yard_waste_ban_may_hel.html

12 Public Sector Consultants Inc. (2017, January) Policy brief on "examining increased renewable energy production from landfill gas in Michigan." http://publicsectorconsultants.com/wp-content/uploads/2017/01/Granger_PolicyBrief-1.pdf

13 Barnes, J. (2015, June 23). About 90% of waste sent to landfill could be recycled or composted. Waste Dive. http://wastedive.com/news/about-90-of-waste-sent-to-landfill-could-be-recycled-or-composted/401156/

14 Stewart, J. R. (2013). Landfill gas-to-energy projects may release more greenhouse gases than flaring. http://energyjustice.net/files/lfg/lfgte-increases-ghgs.pdf

15 Morris, J., Favoino, E., Lombardi, E., & Bailey, K. (2013). What is the best disposal option for the "Leftovers" on the way to Zero Waste? Eco-Cycle. http://ecocycle.org/specialreports/leftovers

INCINÉRATION

1 Energy Justice Network. (2021, March 20). Incineration and incinerators-in-disguise. http://energyjustice.net/incineration/

2 Energy Justice Network. (2021, February 17). Incinerators are NOT "waste-to-energy" facilities. http://energyjustice.net/incineration/waste-to-energy

3 Energy Justice Network. (2021, March 20). Trash incinerator ash - Nearly 30 tons for every 100 tons burned. http://energyjustice.net/incineration/ash

4 Morris, J. (1996). Recycling versus incineration: An energy conservation analysis. Journal of Hazardous Materials, 47(1-3), 277-293. http://doi.org/10.1016/0304-3894(95)00116-6; Full copy available at https://web.archive.org/web/20170329083709if_/http://ewp.rpi.edu:80/hartford/~ernesto/S2014/SHWPCE/Papers/SW-Preprocessing-Separation-Recycling/Morris1996-Recycling-vs-Incineration-Energy.pdf
5 Energy Justice Network. (2021, March 20). Clean energy and zero waste produce the most jobs. http://energyjustice.net/jobs
6 Energy Justice Network. (2020, December 24). Trash incineration more polluting than coal. http://energyjustice.net/incineration/worsethancoal
7 Zero Waste Montgomery County. (2021, March). Beyond incineration: Best waste management strategies for Montgomery County, Maryland. http://energyjustice.net/md/beyond.pdf
8 Ewall, M. (2020, February). Trash incineration FACT CHECK: Covanta's "energy-from-waste & health risk" flyer. http://energyjustice.net/incineration/healthstudies.pdf
9 Ewall, M. (2012). Dioxins and furans: The most toxic chemicals known to science. http://ejnet.org/dioxin
10 National Academy of Sciences. (2003). Exposure and human health reassessment of 2,3,7,8-Tetrachlorodibenzo-p-Dioxin (TCDD) and related compounds. cfpub.epa.gov/ncea/iris_drafts/dioxin/nas-review/; See Pt 1, Vol 2, Chap 4, Table 4-30 on p. 4-110
11 Energy Justice Network. (2019). Operating trash incinerators. SpatialJusticeTest.org. http://spatialjusticetest.org/test/1127.html; Note that a race ratio greater than one means that a demographic group is more impacted than others at the distance indicated. If all incinerators were distributed fairly by race, all lines would follow a ratio of one. Data on each facility available via http://energyjustice.net/map/jtiny=4758
12 Energy Justice Network. (2019). Trash incineration is the most expensive way to manage waste. http://energyjustice.net/incineration/expensive-waste
13 Energy Justice Network. (2014). Trash incineration is the most expensive way to make energy. http://energyjustice.net/incineration/expensive-energy
14 Energy Justice Network. (2011). We predicted the nation's largest city bankruptcy -- 8 years ago. http://energyjustice.net/harrisburg-bankruptcy-predicted
15 Rutland Daily Herald. (1993, September 17). 200 tpd mass-burn incinerator, owned and operated by Wheelabrator. Incinerator contract forces 29 towns to file for Chapter 9 bankruptcy. http://americanhealthstudies.org/wastenot/wn244.htm
16 Ciplet, D. (2009, November). An industry blowing smoke: 10 reasons why gasification, pyrolysis and plasma arc are not green solutions. Global Alliance for Incinerator Alternatives. http://no-burn.org/wp-content/uploads/BlowingSmokeReport-1.pdf
17 Global Alliance for Incinerator Alternatives. (2020). Chemical recycling. http://no-burn.org/chemical-recycling-resources/

NUCLÉAIRE

1 WISE Uranium Project. (2015, January 27). Nuclear fuel material balance calculator. http://wise-uranium.org/nfcm.html; Calculated on March 14, 2021 using default calculator settings, with the following alterations to reflect the US industry and uranium supply: Ore Grade = 1.51%; Enrichment Product Assay = 4.3%
2 U.S. Environmental Protection Agency. (2021). Uranium mines. Retrieved March 14, 2021, from https://abandonedmines.gov/about_uranium_mines
3 Schneider, M., Froggat, A., et al. (2020, September). World Nuclear Industry Status Report 2020 (p. 54). Paris. https://worldnuclearreport.org/-World-Nuclear-Industry-Status-Report-2020-.html
4 Gale, A. (2021, March 11). Fukushima nuclear cleanup is just beginning a decade after disaster: Decommissioning target of 2051 in doubt because of difficulties removing molten reactor fue
l. Wall Street Journal. https://wsj.com/articles/fukushima-nuclear-cleanup-is-just-beginning-a-decade-after-disaster-11615458603
5 Muramatsu, S., & Kazunari, H. (2018, March 11). Seven years on, no end in sight for Fukushima's long recovery: Japan faces myriad challenges to decommissioning and decontamination. Nikkei Asia. https://asia.nikkei.com/Economy/Seven-years-on-no-end-in-sight-for-Fukushima-s-long-recovery
6 Kobayashi, T. (2019, March 7). Accident cleanup costs rising to 35-80 trillion yen in 40 years: Considering the postponing of decommissioning with 'Confinement managing' scenario as a possible option. Urgent need for measures to manage contaminated water. Japan Center for Economic Research. https://jcer.or.jp/jcer_download_log.php?f=eyJwb3N0X2lkIjo0OTY2MSwiZmlsZV9wb3N0X2lkIjo0OTY2Mn0=&post_id=49661&file_post_id=49662
7 Southwest Rese.arch and Information Center. (2009). Church Rock spill: 30 years later. Voices from the Earth (p. 6). Retrieved on March 14, 2021. http://sric.org/voices/2009/v10n3/index.php
8 Schneider, M., Froggat A., et al. (2020, September). World nuclear industry status report 2020 (p. 51). Paris, London. https://worldnuclearreport.org/-World-Nuclear-Industry-Status-Report-2020-.html
9 Schneider, M. Froggat, A., et al. (2017, September). World nuclear industry status report 2017 (p. 103). Paris. https://worldnuclearreport.org/The-World-Nuclear-Industry-Status-Report-2017-HTML.html
10 Schneider, M. Froggat, A., et al. (2015, July). World nuclear industry status report 2015 (p. 55). Paris. https://worldnuclearreport.org/-World-Nuclear-Industry-Status-Report-2015-.html
11 Hsu, J. (2021, March 9). Nuclear power looks to regain its footing 10 years after Fukushima. Scientific American. https://scientificamerican.com/article/nuclear-power-looks-to-regain-its-footing-10-years-after-fukushima/
12 Judson, T. (2018, November). Nuclear power and climate action: An assessment for the future. Rosa Luxemburg Stiftung-NYC. New York. https://rosalux.nyc/wp-content/uploads/2020/11/RLS-NYC_Nuclear_Power_Climate_Action.pdf
13 Nuclear Information and Resource Service. (2021, March). Irradiated nuclear fuel: Scale of danger to drinking water. https://nirs.org/wp-content/uploads/2021/03/Water-Contamination-Potential-Irradiated-Nuclear-Fuel.pdf

14 Besnard, M., et al. (2019, November). The world nuclear waste report – Focus Europe. Heinrich Boell Stiftung. Berlin. https://worldnuclearwastereport.org/
15 Ibid.
16 Judson, T. (2018, November). Nuclear power and climate action: An assessment for the future. Rosa Luxemburg Stiftung-NYC. https://rosalux.nyc/wp-content/uploads/2020/11/RLS-NYC_Nuclear_Power_Climate_Action.pdf
17 Besnard, M., et al. (2019, November). The world nuclear waste report – Focus Europe. Heinrich Boell Stiftung. Berlin. https://worldnuclearwastereport.org/
18 WISE Uranium Project. (2015, January 27). Nuclear fuel material balance calculator. http://wise-uranium.org/nfcm.html; Calculated on March 14, 2021 using default calculator settings, with the following alterations to reflect the US industry and uranium supply: Ore Grade = 1.51%; Enrichment Product Assay = 4.3%

RENOUVELABLES

1 Katwala, A. (2018, August 5). The spiraling environmental cost of our lithium battery addiction. Wired. https://wired.co.uk/article/lithium-batteries-environment-impact
2 Nogrady, B. (2020, May 14). Cobalt is critical to the renewable energy transition. How can we minimize its social and environmental cost? Ensia. https://ensia.com/features/cobalt-sustainability-batteries/
3 Prashad, V., & Bejarano, A. (2020, August 1). 'We will coup whoever we want': Elon Musk and the overthrow of democracy in Bolivia. InDepthNews. https://indepthnews.net/index.php/opinion/3735-we-will-coup-whoever-we-want-elon-musk-and-the-overthrow-of-democracy-in-bolivia
4 Gilbertson, T., & Reyes, O. (2009). Carbon trading: How it works and why it fails. Critical Currents, 7. Dag Hammarskjöld Foundation. Accessed 15 March 2021: https://daghammarskjold.se/publication/carbon-trading-works-fails/

HYDROÉLECTRIQUE

1 Anderson, D., Moggridge, H., Warren, P., & Shucksmith, J. (2015). The impacts of 'run-of-river' hydropower on the physical and ecological condition of rivers. Water and Environment Journal, 29(2), 268-276. https://doi.org/10.1111/wej.12101
2 Grand Canyon Trust. (2020). Three pumped storage hydroelectric projects threaten Indigenous sacred areas, biodiversity, the Little Colorado River and the Grand Canyon in Arizona, USA. https://grandcanyontrust.org/little-colorado-river-dam-proposals
3 World Commission on Dams. (2000). Dams and development: A new framework for decision-making: The report of the world commission on dams. Earthscan.
4 Richter, B. D., Postel, S., Revenga, C., Scudder, T., Lehner, B., Churchill, A., & Chow, M. (2010). Lost in development's shadow: The downstream human consequences of dams. Water alternatives, 3(2), 14.
5 World Fish Migration Foundation. (2020). Living planet index for migratory fresh water fish 2020. https://worldfishmigrationfoundation.com/living-planet-index-2020
6 Deemer, B. R., Harrison, J. A., Li, S., Beaulieu, J. J., DelSontro, T., Barros, N., Bezerra-Neto, J.F., Powers, S.M., dos Santos, M.A., Vonk, J. A. (2016). Greenhouse gas emissions from reservoir water surfaces: a new global synthesis. BioScience, 66(11), 949-964. https://doi.org/10.1093/biosci/biw117
7 Ocko, I. B., & Hamburg, S. P. (2019). Climate impacts of hydropower: enormous differences among facilities and over time. Environmental Science & Technology, 53(23), 14070-14082. https://doi.org/10.1021/acs.est.9b05083
8 Waterkeeper Alliance. (2017). Hydropower is NOT clean energy: Dams and reservoirs are major drivers of climate change. https://waterkeeper.org/news/hydropower-is-not-clean-energy/
9 Kandarr, J., & Wittman, F. (2019). Reservoirs release large quantities of methane. Earth System Knowledge Platform, 6. https://doi.org/10.2312/eskp.014
10 Lima, I. B., Ramos, F. M., Bambace, L. A., & Rosa, R. R. (2008). Methane emissions from large dams as renewable energy resources: a developing nation perspective. Mitigation and Adaptation Strategies for Global Change, 13(2), 193-206. https://doi.org/10.1007/s11027-007-9086-5
11 Galy, V., Peucker-Ehrenbrink, B., & Eglinton, T. (2015). Global carbon export from the terrestrial biosphere controlled by erosion. Nature, 521(7551), 204-207. https://doi.org/10.1038/nature14400
12 Cumming, V. (n.d.). The rivers that help balance our climate. BBC Earth. https://bbcearth.com/blog/?article=the-rivers-that-hold-the-climate-in-their-balance
13 Calder, R. S., Schartup, A. T., Li, M., Valberg, A. P., Balcom, P. H., & Sunderland, E. M. (2016). Future impacts of hydroelectric power development on methylmercury exposures of Canadian indigenous communities. Environmental Science & Technology, 50(23), 13115-13122. https://doi.org/10.1021/acs.est.6b04447
14 Ibid.
15 Zarfl, C., Lumsdon, A. E., Berlekamp, J., Tydecks, L., & Tockner, K. (2015). A global boom in hydropower dam construction. Aquatic Sciences, 77(1), 161-170. https://doi.org/10.1007/s00027-014-0377-0
16 IEA. (2018). World energy outlook 2018. https://iea.org/reports/world-energy-outlook-2018
17 Colonna, M. (2020, October 26). No more new hydropower in Europe: A manifesto. Birdlife International. https://birdlife.org/europe-and-central-asia/news/no-more-new-hydropower-europe-manifesto
18 Ansar, A., Flyvbjerg, B., Budzier, A., & Lunn, D. (2014). Should we build more large dams? The actual costs of hydropower megaproject development. Energy policy, 69, 43-56. https://doi.org/10.1016/j.enpol.2013.10.069
19 CDM Pipeline. (2021). http://cdmpipeline.org/cdm-projects-type.htm#3

20 Caminha, M. (2019). We want to hear from you! But first: Three things you should know about CBI's Hydro Criteria. The Climate Bonds Initiative. https://climatebonds.net/2019/06/we-want-hear-you-first-three-things-you-should-know-about-cbi%E2%80%99s-hydro-criteria
21 United Nations University, Institute for Water, Environment and Health. (2021). Aging water storage infrastructure: An emerging global risk. https://inweh.unu.edu/ageing-water-storage-infrastructure-an-emerging-global-risk/
22 Lowrie, M. (2021). Quebec river granted legal rights as part of global 'personhood' movement. CBC News. https://cbc.ca/news/canada/montreal/magpie-river-quebec-canada-personhood-1.5931067; See also, as stated in the Te Awa Tupua (Whanganui River Claims Settlement) Act: https://legislation.govt.nz/act/public/2017/0007/latest/whole.html

GÉOINGÉNIERIE

1 Geoengineering Monitor (2019, February 14). Arctic geoengineering experiment is dangerous, lacks community consent: Inupiaq organizer. https://geoengineeringmonitor.org/2019/02/arctic-geoengineering-experiment-is-dangerous-lacks-community-consent-inupiaq-organizer/
2 Terram Foundation and the Millennium Institute of Oceanography (2020). Marine geoengineering: A great risk for Chile. https://terram.cl/descargar/documentos_en_alianza/Marine-Geoengineering-A-great-risk-for-Chile.pdf

CAPTAGE DU CARBONE

1 Roberts, D. (2019, December 6). Could squeezing more oil out of the ground help fight climate change? Vox. https://vox.com/energy-and-environment/2019/10/2/20838646/climate-change-carbon-capture-enhanced-oil-recovery-eor
2 Kuznetz, N. (2020, September 27). Exxon touts carbon capture as a climate fix, but uses it to maximize profit and keep the oil flowing. Inside Climate News. https://insideclimatenews.org/news/27092020/exxon-carbon-capture/
3 Climate Justice Alliance (2020). Geoengineering 101: Carbon capture and storage. https://climatejusticealliance.org/wp-content/uploads/2020/11/Carbon-Capture-v4.pdf
4 Kaufman, L. (2021, January 4). Will covid stimulus be the breakthrough carbon capture has been waiting for? Bloomberg. https://bloomberg.com/news/articles/2021-01-04/will-covid-stimulus-be-the-breakthrough-carbon-capture-has-been-waiting-for-kjigd4i0
5 Natural Resources Defense Council (2017). Strengthening the regulation of enhanced oil recovery to align it with the objectives of geologic carbon dioxide sequestration. https://nrdc.org/sites/default/files/regulation-eor-carbon-dioxide-sequestration-report.pdf

SOLUTIONS RÉELLES

1 Delegates to the First National People of Color Environmental Leadership Summit. (1991). The principles of environmental justice (EJ). http://ejnet.org/ej/principles.pdf
2 Members of the Just Transition Alliance. (1997). Just Transition principles. Retrieved March 11, 2021, from http://jtalliance.org/what-is-just-transition/
3 Delegates to the Jemez Summit in New Mexico (1996, December). Jemez principles for democractic organizing. https://ejnet.org/ej/jemez.pdf
4 Members of the Climate Justice Alliance (2016). Ten principles for energy democracy. Climate Justice Alliance. https://drive.google.com/file/d/0B0q7QrBgPIoDR1VxVkhRZGdwZUJMSTIxZktIMHB1WjFIWkRF/view
5 Pinto-Bazurco, J.F. (2020, October 23). Still only one Earth: Lessons from 50 years of UN sustainable development policy brief #4 - The precautionary principle. International Institute for Sustainable Development. https://iisd.org/articles/precautionary-principle
6 Zero Project. (2014, June 11). Nothing about us without us. Retrieved March 13, 2021, from https://zeroproject.org/nothing-about-us-without-us
7 Asia Pacific Forum on Women, Law and Development. (n.d.). Feminist Participitory Action Research (FPAR). Retrieved March 13, 2021, from https://apwld.org/feminist-participatory-action-research-fpar/
8 Barefoot College International. (n.d.) Where we work. Retrieved March 13, 2021, from https://barefootcollege.org/about/where-we-work/
9 Robbins, J. (2018, April 26). Native knowledge: What ecologists are learning from Indigenous people. Yale Environment 360. https://e360.yale.edu/features/native-knowledge-what-ecologists-are-learning-from-indigenous-people
10 Alliance for Food Sovereignty in Africa. (n.d.) Campaigning for food sovereignty for climate action. Retrieved March 13, 2021, from https://afsafrica.org/campaigning-for-agroecology-for-climate-action/
11 Working Group on Indigenous Food Sovereignty. (n.d.). Indigenous Food Sovereignty. Indigenous Foods Systems Network. Retrieved January, 2021 from https://indigenousfoodsystems.org/food-sovereignty
12 Mingren, W. (2018, January 25). The man who stopped a desert using ancient farming. Ancient Origins. https://ancient-origins.net/history-ancient-traditions/man-who-stopped-desert-using-ancient-farming-009493?fbclid=IwAR0OjDBoz4q-MJLhKBC5oQBe9oP3HDPAEBFabme_AMtmpl5ipfCp74Ghx9I
13 Simmons, M. (2020, October 15). Skeena sockeye returns jump 50 per cent in three years thanks to Indigenous leadership. The Narwal. https://thenarwhal.ca/bc-skeena-sockeye-returns-2020?fbclid=IwAR1y5V9i9KezwdOE_RTIDwLMJ49HQbYcM2BjpvyNWtPYLuey0YUauwuxIxE
14 Sherman, D. (2020, June 28). Regenerating the land and Native communities with bison. Provender Alliance. https://provender.org/regenerating-land-and-native-communities-with-bison/
15 McCarthy, M.I., Ramsey, B., Phillips, J., Redsteer, M.H. (2018). Second state of the carbon cycle report, Chapter 7: Tribal lands. U.S. Global Change Research Program. https://carbon2018.globalchange.gov/chapter/7/
16 Renick, H. (2020, March 16). Fire, forests, and our lands: An Indigenous ecological perspective. Non-Profit Quarterly. https://nonprofitquarterly.org/fire-forests-and-our-lands-an-indigenous-ecological-perspective/
17 Global Alliance for Incinerator Alternatives. (n.d.) How does it work? Retrieved February 13, 2021, from https://zerowasteworld.org/how-does-it-work/
18 Citizen consumer and civic Action Group. (2020, July). Zero waste manual, a toolkit to establish city and community zero waste systems. https://no-burn.org/zero-waste-city-manual/
19 Wang, S., & Ge., M. (2019, October 16). Everything you need to know about the fasted-growing source of global emissions: Transport. World Resources Institute. https://wri.org/blog/2019/10/everything-you-need-know-about-fastest-growing-source-global-emissions-transport
20 TEDCity2.0. (2013, October 14). The walkable city [Video]. TED Talks. https://ted.com/talks/jeff_speck_the_walkable_city
21 Field, S. (n.d.). Vauban case study: Europe's vibrant new low car(bon) communities. https://d1trxack2ykyus.cloudfront.net/uploads/2017/10/Vauban..pdf
22 Mann, E. (2020). L.A.'s "Defund the police" battle: Strategy center's role. LA Progressive. https://laprogressive.com/the-strategy-center/
23 About Face (formerly Iraq Veterans Against the War). (n.d.). About face: Veterans against the war. https://aboutfaceveterans.org/
24 RIPESS. (n.d.). What is social solidarity economy? Retrieved March 20, 2021, from http://ripess.org/what-is-sse/what-is-social-solidarity-economy/?lang=en
25 Mutual Aid Network. (n.d.) Mutual Aid Networks: Website of the Humans Global Cooperative. https://mutualaidnetwork.org/
26 Mondragon Corporation. (n.d.). The cooperatives of the Mondragon Corporation. Retrieved March 20, 2021, from https://mondragon-corporation.com/people/en/about-us/
27 Ussen. (2020, August 6). Cooperativa Tierra Y Libertad. U.S. Solidarity Economy Network. https://ussen.org/2018/08/06/cooperativa-tierra-y-libertad/
28 Detroit Black Community Food Security Network. (n.d.) About us. Retrieved March 21, 2021, from https://dbcfsn.org/about-us
29 Participatory Budgeting Project. (n.d.). Mission, history & values. Retrieved March 21, 2021, from https://participatorybudgeting.org/mission/
30 National Association for the Advancement of Colored People Environmental and Climate Justice Program. (n.d.). Just energy policies and practices action toolkit module 4: Starting community-owned clean energy projects. https://naacp.org/wp-content/uploads/2014/03/Module-4_Starting-Community-Owned-Clean-Energy-Projects_JEP-Action-Toolkit_NAACP.pdf
31 Right Livelihood Foundation. (n.d.) Seikatsu Club Consumers' Cooperative. Retrieved March 21, 2021, from https://rightlivelihoodaward.org/laureates/seikatsu-club-consumers-cooperative/
32 Barry, L. (2016, August 11). VTaiwan: Public participation methods on the cyberpunk frontier of democracy. Civic Hall. https://civichall.org/civicist/vtaiwan-democracy-frontier/
33 UPROSE. (n.d.) Sunset Park Solar. Retrieved March 21, 2021, from https://uprose.org/sunset-park-solar
34 Kahn Russel, J. (2010, October 24). Open letter to 1Sky from the grassroots. Grist. https://grist.org/article/2010-10-23-open-letter-to-1-sky-from-the-grassroots/
35 Thompson, C.E. (2020, November 20). Indigenous leaders on the growing 'landback' movement and their fight for climate justice. Grist. https://grist.org/fix/indigenous-landback-movement-can-it-help-climate/
36 The Movement for Black Lives. (n.d.). Defund the police. Retrieved March 22, 2021, from https://m4bl.org/defund-the-police/
37 McEvoy, J. (2021, January 28). Austin to use money cut from police budget to run hotel for homeless population. Forbes. https://forbes.com/sites/jemimamcevoy/2021/01/28/austin-to-use-money-cut-from-police-budget-to-buy-hotel-for-homeless-population/?sh=305f736f4612
38 TheyDiffer.com. (2018, February 24). Difference between passive and active solar energy. https://theydiffer.com/difference-between-passive-and-active-solar-energy/
39 U.S. Department of Energy. (2000, December). Technology fact sheet: Passive solar design. https://nrel.gov/docs/fy01osti/29236.pdf
40 Bradley, H.G. (1990). Solar Hogan, houses of the future? Dennis R. Holloway Architect. https://dennisrhollowayarchitect.com/NativePeoples.html
41 Singh, P., Verma, S., & Parveen, S. (2016, January). Critical analysis of passive design techniques employed in Indus Valley Civilization A CASE OF MOHENJO-DARO AND HARAPPA. Architecture, 16(1). https://researchgate.net/publication/326771467_Critical_Analysis_of_Passive_Design_Techniques_employed_in_Indus_Valley_Civilization_A_CASE_OF_MOHENJO-DARO_AND_HARAPPA#fullTextFileContent
42 Johns, W. (2020, May 13). Life on and off the Navajo Nation - The Nation has one of the country's highest rates of infection. New York Times. https://nytimes.com/2020/05/13/opinion/sunday/navajo-nation-coronavirus.html
43 Gray, A. (2018, February 13). Here's how Finland solved its homelessness problem. World Economic Forum. https://weforum.org/agenda/2018/02/how-finland-solved-homelessness/
44 Mahila Samakhya Gujarat. (n.d.) The Nari Adalat - Gender justice of the women, for the women, by the women. http://bestpracticesfoundation.org/pdf/PDF3b2-Nari-Adalat-Tool.pdf
45 Grassroots Global Justice Alliance. (n.d.). The Berta Caceres International Feminist Organizing School. Retrieved March 27, 2021, from https://ggjalliance.org/programs/feminist-organizing-schools/

GLOSSAIRE

Accaparemment des terres – Un processus par lequel de grandes étendues de terre sont utilisées pour des produits destinés à l'exportation, ce qui amplifie les controverses en matière de droits fonciers, d'inégalité et de pénurie alimentaire, surtout dans les pays du Sud.

Biocarburant – Ces carburants produits à partir de la biomasse, y compris l'éthanol de maïs et de la cane à sucre, le biodiesel à base d'huile de soja et du palmier à l'huile, et une foule d'autres qui sont maintenant utilisés à grande échelle, ce qui cause encore plus d'appropriation des terres et qui crée un lien désastreux entre les marchés pour les récoltes alimentaires commerciales et les marchés de carburant.

Biocharbon – Le biocharbon est du charbon produit par la pyrolyse de la biomasse. Ce biocharbon, qui est surtout composé de carbone, est ensuite enfoui dans les sols. Les promoteurs prétendent que cela séquestre des émissions de carbone, mais la pratique n'aborde pas les impacts de la déforestation et de la coupe du bois pour produire de la biomasse, ni les émissions toxiques provenant du processus de la pyrolyse.

Biodiesel – Un carburant combustible créé à partir de cultures provenant du sol, telles que le soja et le fruit du palmier à l'huile.

Bioénergie – Une expression pour l'énergie produite à partir de la combustion de matières végétales et animales (voir Biomasse et **B**iocarburant).

Bioénergie avec captage et stockage du carbone (BECCS) – La BECCS (acronyme officiel international pour « Bioenergy with carbon capture and storage ») consiste à brûler de la biomasse et ensuite en capter les émissions de carbone pour l'injecter dans des réservoirs géologiques. La biomasse nécessaire pour intensifier la BECCS exigerait de grandes quantités de terres.

Biomasse – Une expression pour les matériaux qui peuvent être brûlés pour de l'énergie et comprend un peu de tout, des déchêts jusqu'aux arbres, des déchets de la construction et de la démolition, de la liqueur noire (crasse toxique des usines de papier), des graminées, des résidus agricoles, des déchets de volailles et plus encore ; mais cela implique de brûler des arbres ou de brûler du bois, ainsi que les déchets des papeteries et des scieries pour chauffer ces usines.

Camps d'hommes – L'industrie des combustibles fossiles embauche surtout des hommes qui déménagent de site en site et qui vivent près des sites de travail dans des camps d'hommes, dont plusieurs sont situés près de terres autochtones où les niveaux de traite, de violence et de meurtre de femmes autochtones continuent sans contrôle par les autorités locales et fédérales.

Captage et stockage/séquestration du carbone (CSC) – Le dioxyde de carbone est collecté à partir des cheminées industrielles, ensuite comprimé dans un liquide et transporté par pipeline vers un site où il peut être pompé sous terre dans des réservoirs de pétrole et de gaz, dans des aquifères salins ou en-dessous de l'océan. Il n'y a aucune garantie que le dioxyde va demeurer sous terre.

Captage, utilisation et stockage du carbone (CUSC) – Le CCUS est une technologie non éprouvée qui utilise du dioxyde de carbone capté pour fabriquer des produits. Bien que les émissions puissent être temporairement isolées, elles seraient probablement relâchées de nouveau dans l'environnement quand ces produits sont brûlés ou qu'ils se décomposent.

Chaine de combustible nucléaire/uranium – La séquence d'étapes impliquées dans la production de combustible nucléaire, ainsi que le stockage, la gestion et l'évacuation de combustible irradié et autres déchets radioactifs.

Cibles de zéro émission (ou nette zéro) – Nette zéro est une expression trompeuse qui utilise des programmes de compensation pour permettre à une entreprise, un gouvernement ou une autre entité de soustraire ses émissions totales pour égaler « zéro ». En d'autres mots : Émissions totales moins (-) compensation = zéro émission. Les grandes sociétés peuvent prétendre qu'elles ont zéro émission tout en continuant à pollluer.

Combustibles dérivés des déchets (CDD) – Une variation sur l'incinération qui implique de retirer le verre et les métaux qui ne brûlent pas et transformer les matériaux combustibles (surtout le papier et les plastiques) en boulettes qui sont soit brûlées dans un incinérateur normal ou vendues comme combustibles pour les fours de cimenterie ou les centrales au charbon.

Compensations volontaires – Les crédits compensatoires ne sont pas soumis aux réglementations gouvernementales et que n'importe-quel pollueur ou individu peut acheter pour supposément compenser pour leurs émissions de gaz à effet de serre.

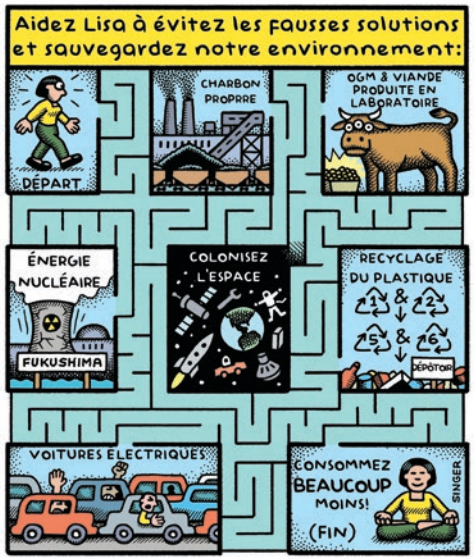
Connaissances traditionnelles autochtones – Un ensemble cumulatif de connaissances, de croyances, de traditions et de pratiques conservées par les peuples autochtones et développées par des antécédents d'apprentissage sur comment vivre en harmonie, en équilibre et en réciprocité avec la Terre et les environnements locaux.

Consentement libre, préalable et éclairé (CLPÉ) – Inscrit dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DDPA), le CLPÉ vise à établir une participation de la base, de la transparence et le consentement des populations autochtones avant d'entamer le développement ou l'utilisation des ressources au sein du territoire des populations autochtones.

Conversion des gaz d'enfouissement en énergie (CGEÉ) – Les sites d'enfouissement produisent du méthane et du dioxyde de carbone, ainsi qu'une grande variété d'autres émissions toxiques qui sont brûlés pour générer de la chaleur ou de l'électricité.

Crédits compensatoires pour le carbone – Les pollueurs, les individus et les états peuvent acheter des crédits compensatoires supposément pour compenser pour les émissions qu'ils produisent. Les crédits compensatoires sont générés à partir de projets qui prétendent douteusement de réduire les émissions et il a été documenté qu'ils causent souvent des dommages aux communautés locales.

Crédits d'énergie renouvelable (CÉR) – Un crédit d'énergie renouvelable est un certificat négociable correspondant aux attributs environnementaux de l'énergie produite à partir de sources renouvelables. Censé couvrir la prime (le coût additionnel) de générer de l'énergie renouvelable (lorsque l'énergie renouvelable était plus dispendieuse), les CÉR peuvent être achetés par des individus et des institutions qui veulent prétendre qu'ils peuvent utiliser de l'énergie propre, mais la plupart sont achetés et vendus par



les installations électriques pour répondre aux exigences des mandats de l'État pour de l'énergie renouvelable, souvent appelées « normes de portefeuilles renouvelables ».

Déchets radioactifs – Un type de déchet qui est généré le long de la chaine de combustible nucléaire et par la production d'armes nucléaires. Ces déchets peuvent être composés de douzaines de différents radioisotopes, avec une variété d'impacts biologiques, ciblant différents organes, tissus et fonctions biologiques.

Décolonisation – Le processus de démanteler le colonialisme avec des objectifs « d'autogestion » et « d'autodétermination » et qui implique normalement d'annuler la culture, la vision du monde et les pratiques économiques eurocentriques, tout en exaltant les pratiques fondées sur les connaissances traditionnelles autochtones.

Démocratie énergétique – Une approche pour bâtir une durabilité énergétique qui cherche à transférer des mains de « l'Establishment de l'énergie » la propriété et la gouvernance des ressources énergétiques au public et aux communautés, habilitant les travailleurs, les communautés à faible revenu et les communautés de couleur à contrôler et profiter de leurs systèmes énergétiques.

Doctrine de la découverte – La doctrine de la découverte est un principe du droit international qui remonte au 15ième siècle et qui établissait une justification spirituelle, politique et légale pour la colonisation européenne, la confiscation des terres et la violence faite aux peuples autochtones par les chrétiens européens. La doctrine est encore utilisée pour invalider la souveraineté des autochtones et les droits issus des traités en faveur des gouvernements modernes coloniaux/impériaux.

Droits juridiques pour les rivières – Protections juridiques accordées aux rivières dans le cadre du mouvement mondial des Droits de la nature qui reconnait les rivières en tant qu'entités vivantes qui méritent des droits. De tels efforts visent à protéger les rivières, ainsi que les communautés biologiques et humaines qui dépendent sur elles contre les menaces comme le développement hydroélectrique.

Écoblanchiment – Cela comprend toutes les tentatives par les sociétés polluantes ou autres entités d'utiliser des modifications cosmétiques ou des relations publiques pour camoufler les dommages causés par leurs opérations et paraître écologiquement responsable.

Économie régénérative – Un système économique fondé sur la restauration écologique, la résilience communautaire, l'équité sociale et les processus participatoires. Il exige une relocalisation et une démocratisation de la façon dont nous produisons, consommons et partageons, et il s'assure que nous avons tous accès à des aliments sains, de l'énergie propre, de l'air sain, de l'eau propre, de bons emplois et à des milieux de vie sains.

Enrichissement de l'uranium – Un processus très intensif en énergie utilisé pour augmenter la concentration de l'uranium-235 (U-235) pour l'utiliser comme combustible nucléaire ou pour des armes nucléaires. L'U-235 est composé de seulement 0.7 % d'uranium dans la plupart des gisements miniers. Comme combustible dans la plupart des réacteurs, la concentration d'U-235 doit être de 3,5 - 4,5 %. Afin de l'utiliser dans les armes nucléaires, il doit être enrichi à 90 % d'U-235.

Exploitation intensive d'engraissement du bétail (CAFO) – Les CAFO – (Acronyme officiel de la EPA américaine pour « Concentrated Animal Feeding Operation ») sont des aires où le bétail est élevé à l'intérieur de structures de confinement dans des conditions surpeuplées et inhumaines. Les CAFO ont pris de l'ampleur depuis les années 1990, affectant ainsi le traitement équitable des animaux, endettant les fermiers et enfreignant les lois antitrust et aussi les lois qui protègent l'eau et l'air.

Extraction directe dans l'air (EDA) – EDA est une technique essentiellement théorique pour retirer le dioxyde de carbone directement de l'atmosphère en utilisant des moyens chimiques et mécaniques.

Fertilisation en fer des océans – Décharger des particules de fer dans de grandes sections de l'océan pour stimuler la prolifération du plancton, ce qui est supposé augmenter le montant de dioxyde de carbone que les océans peuvent absorber.

Fracturation hydraulique (ou fracturation) – Une technique par laquelle un mélange toxique d'eau, de sable et de produits chimiques est pompé sous pression dans la terre dans le but d'extraire du pétrole et du gaz.

Fusion du coeur d'un réacteur nucléaire – Un désastre impliquant une perte de liquide de refroidissement du combustible d'un réacteur dans une centrale nucléaire. Les barres de combustible chauffent au delà de leur point de fusion, ce qui peut causer des explosions par la productioni de gaz d'hydrogène, y compris la libération de radiations dans l'atmosphère.

Gaz naturel liquéfié (GNL) – Pour en faciliter le transport, le gaz naturel est comprimé en un format liquide très volatile.

Géoingénierie – Un ensemble de technologies proposées de sorte à intervenir délibérément et altérer les systèmes de la Terre à une méga-échelle. Il s'agit d'une tentative possiblement catastrophique de manipuler le climat afin de renverser certains des effets des changements climatiques.

Gestion des radiations solaires (GRS) – Techniques qui tentent de refléter la lumière solaire vers l'espace afin de masquer temporairement les effets des changements climatiques. Parmi les propositions : installer des mirroirs dans l'orbite terrestre ; injecter des sulfates dans la stratosphère ; et, modifier les nuages, les plantes ou la glace pour refléter plus de lumière solaire.





Hydroélectricité – Électricité générée en utilisant le débit d'eau. Les mécanismes pour générer de l'hydroélectricité impliquent la construction de barrages et autres moyens d'altérer les cours d'eau. De telles méthodes perturbent les systèmes écologiques, elles endommagent et déplacent des communautés de leurs terres et causent d'importantes émissions de gaz à effet de serre.

Hydrogène – L'hydrogène est de plus en plus promu comme source d'énergie propre. Cependant, la plupart de l'hydrogène est produit en utilisant du gaz naturel ou autres sources d'énergie polluantes. Il peut seulement être utilisé pour le stockage d'énergie et prend de gros montants d'énergie pour le produire.

Injection d'aérosols dans la stratosphère (IAS) – Lancer des particules dans la stratosphère pour imiter les effets d'une éruption volcanique, ce empêcherait ensuite une partie du rayonnement solaire d'atteindre la Terre ; le but étant de masquer temporairement les effets des changements climatiques en tentant de baisser la température.

Justice climatique – La justice climatique met l'accent sur les causes profondes de la crise climatique par l'entremise d'une lentille intersectionnelle de racisme, de classisme, de misogynie et de dommages environnementaux. Les organisateurs en matière de justice climatique désservent les communautés sur les premières lignes des changements climatiques, oeuvrant pour créer des solutions et des stratégies holistiques afin d'aborder de telles causes fondamentales et assurer le droit de tout le monde de vivre, d'apprendre, de travailler, de jouer et de prier dans des milieux sécuritaires, sains et propres.

Méthylmercure – Une forme de mercure liposoluble bioaccumulable (qui remonte le long de la chaine alimentaire, qui se concentre dans la viande et les produits laitiers que les gens consomment, ainsi que dans le lait humain). Il se forme quand le mercure est dans des milieux humides, où les microbres peuvent le convertir en cette forme, tel que dans les sites d'enfouissement et les terres inondées par des barrages hydroélectriques.

Néolibéralisme – Une grande variété de réformes politiques induites par le marché, telles qu'éliminer le contrôle des prix, la déréglementation des marchés, surtout par la privatisation et l'austérité, l'influence de l'État dans l'économie.

Pile à combustible – Un appareil utilisé pour générer de l'électricité à partir de l'hydrogène qui utilise un catalyseur afin d'accélérer une réaction chimique entre l'hydrogène et l'oxygène pour faire de l'électricité et de la chaleur pendant que l'hydrogène et l'oxygène deviennent de l'eau.

Plafonnement et échange – Une législation qui établit un « plafond » ou une limite à l'échelle d'une juridiction, tout en permettant aux grandes sociétés d'épargner de l'argent en échangeant des réductions d'émissions (utilisant des allocations/permis) entre elles partout où elles peuvent être faites le moins cher possible. Tous les programmes de plafonnement et échange comprennent également les crédits compensatoires.

Principe de précaution – Une approche qui prescrit que si aucune nouvelle innovation, technologie ou pratique a le potentiel de causer une préjudice grave au public ou à l'environnement, des mesures protectives devraient être prises pour prévenir les dommages avant que la certitude sociale et scientifique à propos du risque soit assurée.



Récupération améliorée du pétrole (RAP) – Le captage et le stockage du carbone (CSC) fut développé plus de 40 ans passés pour usage dans la RAP, une pratique par laquelle les sociétés de pétrole pompent du dioxyde de carbone dans des vieux puits de pétrole presqu'épuisés pour qu'ils continuent à produire. Aux États-Unis, les sociétés obtiennent de gros allègements fiscaux et des subventions pour développer l'infrastructure de la RAP et pour utiliser le dioxyde de carbone pour l'extraction RAP.

Réductionisme du carbone – La pratique d'examiner, d'expliquer et de simplifier un enjeu complexe, tel que les changements climatiques, en mettant seulement l'accent sur les émissions mondiales de gaz à effet de serre (ou dioxyde de carbone), au point de minimiser, d'obscurer et de fausser la capacité de comprendre et de lutter de manière efficace contre cette crise écologique et ses facteurs systémiques.

Solutions fondées sur la nature – Un nouveau mot à la mode pour les crédits de carbone terrestres (agriculture, sols, et entre autres, le gaz des fermes industrielles, les arbres, etc.).

Souveraineté alimentaire – La souveraineté alimentaire est le droit de tous les peuples de partager des aliments sains et culturellement adaptés produits par des méthodes durables et écologiques, et leur droit de définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles. Cela met le savoir, les aspirations et les besoins de ceux qui chassent, qui pêchent, qui cueillent, qui produisent et qui consomment de la nourriture au centre des systèmes et des politiques alimentaires au lieu des demandes des marchés et des grandes sociétés.

Tarification du carbone – Un terme générique qui comprend une multitude de programmes qui accordent une valeur monétaire aux unités de pollution. Ces programmes incluent les systèmes de plafonnement et d'échange de droits d'émission, les crédits compensatoires pour le carbone, REDD+, les solutions fondées sur la nature, le captage du carbone, les taxes et dividendes sur le carbone, référence et crédit, référence et compensation, ainsi de suite.



Taxe carbone – Un frais imposé aux pollueurs pour les émissions qu'ils produisent. Fait important, les taxes carbones ne gardent pas les combustibles fossiles dans la terre. Les taxes et dividendes sont la même chose qu'une taxe carbone, mais les promoteurs promettent que les recettes seront payées aux communautés locales, soit directement ou par l'entremise de « prestations » gouvernementales.

Transition équitable – La transition équitable est un cadre de principes, de stratégies et de pratiques qui éloignent la société des économies polluantes et extractives en faveur des économies locales, saines, bienveillantes et de partage. La transition équitable centre le leadership des communautés et des travailleurs de première ligne, travaillant ensemble pour envisager, organiser et bâtir ces nouvelles économies, alignées avec les écosystèmes locaux et les besoins de ceux les plus endommagés.

Uranium appauvri – Le sous-produit de l'enrichissement de l'uranium. On dit qu'il est « appauvri » parce qu'il a des concentrations plus faibles d'uranium-235, mais il est tout de même radioactif.

Valorisation des déchets – Une expression en relations publiques créées par les groupes de pression de l'industrie des incinérateurs afin de promouvoir les incinérateurs à déchets qui produisent de l'électricité.

Zéro déchet – La conservation de toutes les ressources par des moyens responsables de production, de consommation, de réutilisation et de récupération de produits, d'emballage et de matériaux sans les brûler et sans décharges dans la terre, l'eau ou l'air qui menacent l'environnement ou la santé humaine.



Le temps est venu de grandir nos âmes

Crédits pour l'imagerie

Conception et Illustration

Mise en page et graphisme de couverture :
David Lee Nishizaki
tanuki@riseup.net

P. 5-6: Iconographie : Tyler Norman
P. 7-8: Beehive Design Collective
P. 10: David Lee Nishizaki
P. 12: Andy Singer (No Exit)
P. 13: Blaise Joseph
P. 14: Jakarundi Graphics
P. 16: Blaise Joseph
P. 17: Keya Lall
P. 18: Jakarundi Graphics
P. 19: David Lee Nishizaki
P. 20: Jakarundi Graphics
P. 21: Zeph Fishlyn
P. 24: Anushree Chokappa
P. 26: Andy Singer (No Exit)
P. 27-28: Meg Lemieur
P. 32: Meg Lemieur
P. 34: Klee Benally (indigenousaction.org)
P. 36: Ushoshi Syam
P. 37: Keya Lall
P. 38: Atreyee Day
P. 42: Nicole DeBarber
P. 43-44: Laura Westover
P. 46: David Lee Nishizaki
P. 48: Sha Merirei Ongelungel
P. 49: Keya Lall
P. 51: Keya Lall
P. 52: Zeph Fishlyn
P. 53: Caitlin Taguibao
P. 55: Beehive Design Collective
P. 57: Jakarundi Graphics
P. 59: David Solnit
P. 61: Keya Lall
P. 71: Andy Singer (No Exit)
P. 72: Orion Camero
P. 74: Keya Lall
P. 74: David Solnit
P. 75: Beehive Design Collective
Illustration sur la couverture arrière :
Matt Heft

Photographie

Couverture intérieure : PixaBay
Table des matières : Gerd Altmann
P. 1-2: Mathias Reding, Pixabay
P. 2-3: Andrew Beatson, Arek Socha
P. 5-6: Michael Kelley, Rashika Singhal
P. 9-10: Lorenzo (via Pexels)
P. 12: Markus Spiske
P. 15: Pat Whelan
P. 18: Jonathan Luna
P. 19-20: Adiartana
P. 21-22: Pixabay
P. 25: Kerry Jobe
P. 26: Tom Fisk
P. 29-30 Moein Moradi
P. 33-34: Johannes Plenio
P. 35: Recognize Productions
P. 35-36: Johannes Plenio
P. 39: Christo Ras
P. 41: Matthew Leland
P. 43-44: Frans Van Heerden
P. 43-44: Sharath G.
P. 45-46: (still) The Hitchiker's Guide to the Galaxy. 2005 (Touchstone Pictures)
P. 47-48: Ann Shvets
P. 49: (still) The Hitchiker's Guide to the Galaxy. 2005 (Touchstone Pictures)
P. 54: Indigenous Environmental Network
P. 54: Roberto Shumski
P. 57: Quang Nguyen Vinh
P. 59: Indigenous Environmental Network
P. 59: Orin Langelle
P. 61-62: Orin Langelle
P. 62: Indigenous Environmental Network

TROMPÉS DANS LA SERRE CHAUDE

Résistez les fausses solutions aux changements climatiques

TROISIÈME ÉDITION 2021

Ce recueil de fausses promesses des grandes entreprises lève le rideau d'un vert clinquant exposant le côté obscure des fanstasmes de hautes technologies qui continuent à tromper les représentants élus et le public tout en soutenant les plus gros pollueurs au monde.

Les solutions rapides détaillées dans ce livret vont gaspiller des milliards sur les stratagèmes d'huile de serpent de l'énergie industrielle et sur les cadeaux aux entreprises, comme ceux des « mécanismes de marché », tout en distrayant des solutions réelles qui répondent à nos besoins les plus urgents.

Facile à lire et magnifiquement illustrée, cette nouvelle édition mise à jour et élargie de « Trompés » est une boite à outil pédagogique pour les militants, les organisateurs, les communautés affectées et les représentants élus.

Le monde est arrivé à un moment alarmant et de non-retour en matière de justice climatique ; il faut s'armer avec les connaissances nécessaires pour « Résister aux fausses solutions aux changements climatiques !»

ORGANISATIONS PARTICIPANTES

Biofuelwatch
Climate Justice Alliance
Diablo Rising Tide
Energy Justice Network
ETC Group
Global Alliance for Incinerator Alternatives
Global Justice Ecology Project
Indigenous Climate Action
Indigenous Environmental Network
Just Transition Alliance
La Via Campesina
Movement Generation
Mutual Aid Disaster Relief
North American Megadam Resistance Alliance
Nuclear Information and Resource Service
Rising Tide North America
Shaping Change Collaborative

climatefalsesolutions.org